

Rapport d'activité AGFPN 2024

POLE SOCIAL

PRINCIPES

La [loi n° 2014-288 du 5 mars 2014](#) relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale a prévu la constitution d'un fonds paritaire contribuant au financement des organisations syndicales de salariés et des organisations professionnelles d'employeurs. Ce fonds est géré par l'Association de gestion du fonds paritaire national (AGFPN).

Le MEDEF a signé le 29 mai 2015 une convention avec l'AGFPN définissant les conditions et les modalités de répartition et de versement des crédits par l'AGFPN au MEDEF, conformément aux articles [L. 2135-13](#) et [R. 2135-14](#) du code du travail, dans les conditions prévues aux [articles R. 2135-27](#) et suivants du même code.

Le MEDEF assure au titre de cette convention les négociations, le suivi et la mise en œuvre des accords, la coordination des études et évaluation sur le champ de l'emploi et de la formation et des actions de communication d'intérêt général.

Pour mener ces actions, le MEDEF s'appuie principalement sur les différents services de son Pôle Social, et notamment :

- la Direction de la Protection Sociale (DPS) ;
- la Direction Relations Sociales et Politiques de l'Emploi (DRSPE) ;
- la Cellule Veille Stratégique et Nouveaux Enjeux Sociaux (VSNES) ;

Ces services sont placés sous la responsabilité hiérarchique et opérationnelle de la directrice du Pôle Social du MEDEF, qui est également la directrice générale adjointe du MEDEF.

Direction de la protection sociale

a. Relevé de décisions paritaire du 25 juin 2024 sur la réparation des AT/MP et transcription dans la LFSS pour 2025

Les partenaires sociaux interprofessionnels ont finalisé, le 25 juin 2024 et à travers un relevé de décisions paritaire, leurs discussions entamées fin 2023 afin de transcrire le volet réparation de l'ANI Branche AT/MP du 15 mai 2023. **Le relevé de décisions, pour lequel le MEDEF a été moteur, permet de réaffirmer le compromis social et historique fondant la Branche AT/MP et d'éviter un développement du contentieux en faute inexcusable préjudiciable à la sécurité juridique et financière des entreprises.** A la suite de travaux menés tout au long de l'année 2024 en lien avec les partenaires sociaux, les pouvoirs publics et les parlementaires, ce relevé a finalement été transcrit de façon fidèle dans la LFSS pour 2025.

b. Signature de la COG AT/MP en juillet 2024

La précédente COG AT/MP avait pris fin en décembre 2022. La signature d'une nouvelle COG pour la Branche AT/MP était donc essentielle et attendue pour revenir à une situation budgétaire normalisée mais aussi pour franchir un pas important sur les moyens attribués à la prévention des risques professionnels. La nouvelle COG AT/MP signée en juillet 2024 et préparée en lien étroit avec le MEDEF au sein de la CATMP permet de transcrire l'ANI Branche AT/MP du 15 mai 2023 sur son volet prévention. En témoignent les 61,7 millions d'€ supplémentaires prévus en 2028 pour le fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (FNPAT) comparativement à la dernière année de la COG précédente. **Ces moyens supplémentaires dédiés à la prévention permettront notamment l'augmentation des crédits alloués aux incitations financières qui sont un levier indéniable pour accompagner les entreprises (+20 millions d'€).**

c. Lancement du Fonds d'investissement dans la prévention de l'usure en mars 2024

A travers son action au sein de la CATMP et des importants travaux préparatoires nécessaires à son lancement, **le MEDEF a contribué à l'ouverture, fin mars 2024, du Fonds d'investissement dans la prévention de l'usure professionnelle placé au sein de la Commission AT/MP de la CNAM.** En 2024, le MEDEF a également contribué à la rédaction des orientations paritaires du FIPU pour l'année 2025 en proposant notamment des assouplissements permettant de faciliter le dialogue social de branche sur le FIPU.

d. Site M2S dédié aux mandataires de la sécurité sociale

Depuis son ouverture en septembre 2006, le site extranet M2S réservé à l'ensemble des mandataires MEDEF siégeant dans les caisses de Sécurité sociale offre un accès direct aux informations dont chaque représentant employeur a besoin pour exercer au mieux son mandat dans les instances dans lesquelles il siège.

Les nouveaux mandataires désignés au sein des caisses sont incités à s'inscrire sur le site dès réception des arrêtés de nomination afin qu'ils puissent disposer immédiatement des informations qu'ils ont à connaître pour l'exercice de leur mandat.

Tout au long de l'année, les internautes concernés par les questions relatives à l'Assurance maladie et aux AT/MP ont régulièrement consulté le site qui a fait l'objet de modernisation en termes d'ergonomie depuis sa création afin de faciliter l'accès à l'information. **Pour améliorer le fonctionnement du site et assurer le bon maintien du service, nous faisons appel tout au long de l'année à un prestataire extérieur en charge de sa maintenance.**

Des campagnes de mails d'informations sont envoyés *via* ce site extranet afin d'informer au mieux les mandataires représentant le MEDEF dans les caisses de Sécurité sociale. Il s'agit d'actualités ciblées, accompagnées de notes détaillées sur les différents sujets traités afin de mettre à la disposition des mandataires un maximum d'informations en temps réel, les positions définies par le MEDEF ainsi que les déclarations prononcées par les chefs de file au sein des caisses nationales.

Elles permettent notamment de communiquer des informations générales relatives à la Sécurité sociale : examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale, mise en œuvre des COG, évolutions réglementaires concernant le fonctionnement des prestations versées et le fonctionnement du réseau CNAM, ...

Ces mails d'informations permettent également d'annoncer l'organisation d'événements les concernant, comme les webinaires ou les formations dédiées.

e. Santé au travail – Mise à jour d'un guide MEDEF sur la réforme du 2 août 2021 et la médecine du travail

En 2023, le MEDEF a mis à la disposition de ses adhérents un guide pratique et d'information à destination des chefs d'entreprise, des fédérations professionnelles et des administrateurs MEDEF siégeant dans les services de santé au travail.

Au vu de l'ensemble des problématiques visées par la réforme du 2 août 2021, il nous a semblé nécessaire d'apporter un éclairage et des réponses sur le contenu et le déploiement d'une réforme ambitieuse dont les principales mesures découlent du dialogue social interprofessionnel à travers l'Accord national interprofessionnel (ANI) du 9 décembre 2020.

Ce guide s'adresse aux acteurs chargés de mettre en œuvre opérationnellement la réforme du 2 août 2021, que ce soit au sein de leur entreprise comme dans le cadre de leurs différents engagements au sein du MEDEF.

La mise à jour de ce guide a été publiée en août 2024 : elle permet d'apporter un regard exhaustif, précis et actualisé sur le contenu légal et réglementaire de la réforme du 2 août 2021. Pour répondre aux demandes des entreprises et toucher le plus grand nombre nous avons fait éditer une version papier de ce guide.

f. Négociation sur la gouvernance des groupes de protection sociale

Dans un contexte de complexification des structures et des activités et d'apparition de nouvelles exigences, notamment liées à la solvabilité des groupes assurantiels, les partenaires sociaux ont souhaité ouvrir une négociation en vue de la révision de l'accord national interprofessionnel (ANI) du 8 juillet 2009 relatif à la gouvernance des groupes paritaires de protection sociale.

Les activités des groupes de protection sociale ont beaucoup évolué ces dernières années au fil des réformes ayant impacté le secteur de l'assurance de personnes. Aussi après une phase préalable de diagnostic lancée en avril 2023 qui avait donné lieu à la rédaction d'un diagnostic partagé afin d'objectiver au mieux la situation existante, l'objectif des négociations était d'adapter la gouvernance au contexte.

Pour ce faire, nous avons fait appel à un expert pour nous accompagner dans cette négociation.

Cette négociation qui a duré plus d'un an et donné lieu à une dizaine de séances de négociation plénières, a finalement abouti le 18 février 2025. Un nouvel ANI sur la "gouvernance des GPS" a été signé par l'ensemble des organisations patronales et syndicales représentatives au niveau national et interprofessionnel (MEDEF, CPME, U2P / CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, CGT-FO).

Direction des relations sociales et des politiques de l'emploi

a. Animation et information du réseau MEDEF sur les relations sociales et politiques d'emploi

La Direction des relations sociales et politiques d'emploi du MEDEF traite des sujets de relations individuelles et collectives du travail, ainsi que des politiques de l'emploi (lutte contre le chômage, accompagnement, politique handicap, etc.).

Elle pilote au niveau technique la commission Dynamiques du marché du travail et de l'emploi, qui réunit une vingtaine de membres (fédérations professionnelles et territoires) dans sa formation restreinte et plus de cent vingt membres dans sa formation élargie. Cette commission a notamment pour missions :

- d'anticiper les évolutions du marché du travail en développant des réflexions opérationnelles et prospectives sur les thèmes suivants :
 - les politiques d'emploi en lien avec les mutations économiques et les besoins des entreprises,
 - le marché du travail (amélioration de l'accès à l'emploi de tous les actifs),
 - les évolutions de la relation de travail,
 - les relations collectives du travail : dialogue social et négociation ;
 - de se positionner sur les sujets d'actualité sociale, nationale, européenne et internationale, et notamment les différents chantiers ouverts dans le cadre du programme de travail de la Commission européenne et de l'agenda social du gouvernement ;
- d'accompagner les adhérents du MEDEF sur toutes les questions que soulève le nouveau cadre des relations individuelles et collectives du travail.

En 2024, c'est dans le cadre de cette commission qu'ont notamment été mis en place les groupes de travail suivants :

- compte épargne temps universel
- directive transparence des rémunérations
- emploi des seniors
- bonus-malus (préparation négociation 2025) ;
- Acte II du marché du travail

Cette commission a pour but d'élaborer la doctrine du MEDEF sur les sujets entrant dans son champ.

b) Participation aux instances paritaires, tripartites ou indépendantes instituées dans le champ social

Les instances de concertation avec les pouvoirs publics, ou les instances indépendantes sur des sujets thématiques :

- Conseil supérieur de la prud'homies (CSP) consulté sur l'organisation et le fonctionnement des conseils de prud'hommes et la justice prud'homale : cela a notamment été l'occasion de continuer à porter pour les déployer les propositions paritaires de novembre 2021 pour une justice prud'homale renforcée.
- La CNNCEFP (Commission nationale de la négociation collective de l'emploi et de la formation professionnelle) et ses sous-commissions consultées sur les projets de textes législatifs et réglementaires du gouvernement dans le domaine des relations de travail et de l'emploi.
- Haut conseil du dialogue social (HCDS) consulté sur les règles de représentativité patronale et syndicale et les règles de la négociation collective.
- Haut conseil à l'égalité (HCE) sur les questions d'égalité femmes hommes contribuant à l'élaboration et l'évaluation des politiques en faveur de l'égalité professionnelle : le MEDEF a notamment participé à l'élaboration du rapport sur le bilan de l'index égalité professionnelle dans ce cadre.

- Participation à la concertation Comité du label pour les Enquêtes Acemo Dares Trimestrielle (Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre) et très petites entreprises (TPE).
- Participation active aux travaux du Comité d'évaluation des ordonnances travail (sous l'égide de France stratégie).
- Réunions préparatoires à la Conférence nationale du Handicap (GT emploi, réunions plénières, réunions avec les branches sur le sujet des ECAP, bilatérales avec le cabinet du ministre du Travail).
- Participation active et contribution au comité des parties prenantes dans le cadre de la mission de préfiguration de France Travail.
- Participation au comité de suivi des négociations salariales de branches, le MEDEF a contribué aux travaux de suivi et a servi de relais auprès de ses adhérents.
- L'audition annuelle par le Groupe experts Smic du Medef.
- Participation aux travaux du haut conseil des rémunérations de l'emploi et de la productivité.

Les organismes paritaires ou tripartites dans le champ de l'emploi, lieux de construction de politiques paritaires / publiques en matière d'emploi et de lutte contre le chômage :

- Unédic pour l'assurance chômage,
- France Travail et l'APEC pour l'accompagnement des demandeurs d'emploi et des actifs,
- AGEFIPH et CNCPH pour la politique handicap,
- AGS pour le régime de garantie des créances salariales (entreprises en procédures collectives, redressement ou liquidation).

S'agissant de l'Unédic, France Travail et l'APEC, l'animation du réseau des mandataires territoriaux est aussi une action pilotée par la Direction des relations sociales et politiques d'emploi du MEDEF au sein du Pôle social.

S'agissant des concertations ponctuelles organisées par les pouvoirs publics, le MEDEF a notamment participé à l'événements suivant : réunion sur la transposition de la directive salaire minimum européen.

C) Négociations portant sur « un nouveau pacte de la vie au travail » du 22 décembre 2023 au 10 avril 2024

Le 12 juillet 2023, la Première Ministre et les partenaires sociaux se sont mis d'accord sur la négociation d'un « nouveau pacte de la vie au travail ». Le Ministère du Travail a transmis le document d'orientation le 21 novembre 2023 aux partenaires sociaux, dans la perspective d'un nouveau projet de loi pour transposer les dispositions d'un accord sur le CETU (Compte Epargne Temps Universel), le maintien et le retour à l'emploi des seniors et les problématiques de reconversion et d'usure professionnelles sur la base d'un document d'orientation transmis fin novembre 2023. Les négociations, lancées le 22 décembre 2023, se sont terminées le 10 avril 2024.

Plusieurs groupes de travail *as hoc* ont été organisés sur les différents thèmes de négociation (emploi des seniors, transitions et reconversions professionnelles, , mobilisant activement les membres des Commissions Dynamiques du marché du travail et de l'emploi, Compétences formation jeunesse, Entreprises dans la société et inclusion et les équipes des Pôles social et compétences / formation / jeunesse.

Après 3 mois et demi de discussions entre partenaires sociaux et malgré un diagnostic partagé nourri par plusieurs auditions d'experts, les discussions n'ont pas permis d'aboutir à un accord, du fait des positionnements trop éloignées entre organisations de salariés et d'employeurs. Elles ont néanmoins servi de base à la reprise des négociations sur un champ plus restreint en octobre 2024.

D) Négociations du 14 novembre 2024 en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social

Les organisations patronales et syndicales représentatives au niveau national interprofessionnel ont collectivement décidé d'entrer en négociation en réponse à la sollicitation du Ministre du travail. La négociation s'est ouverte le mardi 22 octobre 2024. Les négociations ont abouti le 14 novembre 2024 sur l'emploi des salariés expérimentés, ainsi que sur l'évolution du dialogue social (accord conditionnant la signature de l'accord emploi des salariés expérimentés par les organisations syndicales).

L'Accord National Interprofessionnel (ANI) du 14 novembre 2024 en faveur de l'emploi des salariés expérimentés, signé par l'ensemble des organisations patronales (Medef, CPME, U2P) et quatre syndicats de salariés (CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC), marque une avancée majeure en faveur de l'emploi des salariés expérimentés.

Cet accord a pour ambition de créer les conditions permettant d'augmenter du taux d'emploi des seniors et de faciliter de l'allongement des carrières, en cohérence avec la dernière réforme des retraites, grâce à 4 leviers principaux :

- instaurer un dialogue social ambitieux dans les branches professionnelles et les entreprises sur l'emploi et le travail des seniors ;
- préparer au mieux la deuxième partie de carrière par un dialogue renforcé entre l'employeur et le salarié ;
- lever les freins au recrutement des demandeurs d'emploi seniors ;
- faciliter les aménagements de fins de carrière par des dispositifs articulés les uns avec les autres afin de permettre le maintien en emploi.

E) Négociation assurance chômage : protocole d'accord du 14 novembre 2024 et convention du 15 novembre 2024 relatifs à l'assurance chômage

La finalisation en novembre 2024 de la convention qui avait commencé à être négociée en 2023 est un succès paritaire.

Pour le MEDEF, cet accord est doublement important : non seulement il contient des avancées très concrètes pour les entreprises (baisse de la cotisation employeur de 0,05 points, révision à venir du bonus-malus) mais il permet aussi de prouver la capacité des partenaires sociaux à prendre leurs responsabilités dans un cadre complexe et ainsi réaffirmer l'importance de la gestion paritaire du régime d'assurance chômage, particulièrement fragilisé ces dernières années. Cet accord et sa transposition en convention, agréé par le gouvernement fin 2024, permet en outre de :

- préserver les fondamentaux des réformes des règles d'indemnisation intervenues en 2019 et 2022, et dont l'objectif prioritaire demeure l'incitation au retour durable à l'emploi ;
- tirer les conséquences de la réforme des retraites, en reculant de 2 ans des bornes d'âge (filiales d'indemnisation et dispositif de maintien) pour les demandeurs d'emploi seniors ;
- ajuster certaines règles d'indemnisation, pour les rendre plus efficaces et tenir compte de situations spécifiques, en visant toujours l'incitation au retour durable à l'emploi, et simplifier la lisibilité de la réglementation pour plus d'équité, par exemple en mensualisant le versement de l'allocation. ;

- il propose une réforme l'accompagnement des frontaliers en renforçant les capacités de contrôle de France Travail sur ce public spécifique, dans l'attente d'une réforme possiblement à venir des règles européennes en matière d'indemnisation. C'est une mesure qui va dans le sens des propositions de la Task force MEDEF sur les frontaliers.

Au total pour la période 2025-2028, c'est plus de 2,2 milliards d'euros d'économies attendues pour le régime.

Cellule veille stratégique et nouveaux enjeux sociaux :

a. Travaux prospectifs

- **Dans le cadre de l'adhésion à Futuribles** : participation aux travaux conduits par Futuribles pour élaborer le rapport annuel VIGIE et aux ateliers prospectifs sur l'avenir du travail
- **GT portant sur les nouvelles attentes des jeunes vis-à-vis des entreprises et du travail et publication du livre blanc « recettes humaines »** : quelles politiques d'attractivité des entreprises vis à vis des jeunes talents pour répondre aux besoins de recrutement et les fidéliser, dans un contexte de transition démographique. Le livre blanc élaboré sur la base de l'interview d'une vingtaine de DRH a ensuite fait l'objet d'une campagne de communication dédiée autour des portraits de 20 entreprises.
- Travaux portant sur l'immigration économique, dans le cadre du PL Immigration
- Pilotage des travaux de la Task Force Réussir du front économique, lancé par le Président du Medef et réunissant économistes, chefs d'entreprises et experts, sur la mobilité sociale, l'inclusion et l'emploi.

b. Inclusion, rôle de l'entreprise dans la société et politiques d'emploi des publics spécifiques

- **Lancement de l'opération "patrons engagés"**, visant à créer un réseau de patrons engagés dans des associations œuvrant au service de la cohésion sociale et l'inclusion.
- **Signature de la convention en faveur du mentorat**. Cette convention permet de mobiliser les entreprises à l'intérêt du mentorat, pour aider les jeunes dans leur parcours d'insertion professionnelle et à collaborer plus efficacement avec le réseau associatif.
- **Webinaires organisés dans le cadre de l'Académie Medef portant sur les réfugiés, le travail des détenus, la politique handicap...**

Cycle prospectif 'Les jeunes et le travail' – webinaires :

- « **Le choc démographique : Jeunes et seniors, comment s'entendre dans l'entreprise ?** » (18 janvier 2024)
- « **Quelles nouvelles organisations du travail dans l'entreprise ? au-delà du télétravail, demain tous slashers ?** » (8 février 2024)
- « **Développement du Mentorat : comment passer à l'échelle dans les territoires et répondre aux besoins de recrutement local ?** » (22/04/2024)

Cycle 'Rencontres sur l'inclusion par l'emploi' – webinaires :

- « **Inclusion : L'accompagnement des 3èmes parties de carrières** » (14 juin 2024)
- « **Inclusion et handicap - Tous concernés** » : Position et engagement du Medef » (20 juin 2024)

- « Inclusion par le sport : quand les JO deviennent un tremplin vers l'emploi » (2 juillet 2024)
- **Préparation de la doctrine sur l'inclusion par l'emploi** (GT organisé dans le cadre de notre Commission entreprises dans la société et inclusion, audition d'experts et de DRH...), et ce, afin de mobiliser les entreprises sur ces sujets.

c. Evènement

- Lors de la REF 2024 : signature du manifeste "le pouvoir de l'engagement". Lancé lors de la plénière de clôture de la REF 2024, autour d'une cinquantaine de chefs d'entreprises engagés à titre personnel et au titre de leur entreprise, le Manifeste invite à « *agir pour l'intégration par l'emploi du plus grand nombre, en préparant dès aujourd'hui les générations futures aux défis à venir, en dynamisant l'ascenseur social, en participant à lever les déterminismes sociaux, les plafonds de verre qui paralysent les initiatives individuelles, en facilitant l'engagement citoyens des salariés* ».
- Parrainage du grand prix 'je filme le métier du me plait ».

Ce grand concours national permet aux jeunes, élèves ou en difficulté d'insertion, de découvrir les métiers et les entreprises, en les filmant (réalisation des vidéos de 3 mn). Le MEDEF parraine la catégorie, « 1 métier pour tous, tous passionnés ».

- Partenaire de la grande cause "jeunes" organisée par Make.org

Dans ce cadre, le Medef a soutenu le déploiement de 10 associations en faveur de l'insertion des jeunes.

Le Pôle compétences, formation, jeunesse (PCFJ) a été créé le 1er janvier 2025 en autonomisant la Direction Education Formation qui dépendait précédemment du Pôle Social. Le PFCJ est composé de 43 collaborateurs : 6 sont basés au sein du MEDEF au 55 avenue Bosquet, Paris 7, et les 37 autres sont répartis au sein des MEDEF régionaux. Cette organisation unique permet de décliner la politique compétences, formation, jeunesse du MEDEF au sein de l'ensemble du territoire français et d'être également en lien avec les enjeux locaux.

La PFCJ a pour mission principale de promouvoir le dialogue social et le développement des compétences dans les branches professionnelles et les entreprises, pour défendre la compétitivité économique de ces dernières dans le cadre des politiques publiques et des priorités paritaires. La PFCJ agit à cet effet sur l'orientation professionnelle et la formation professionnelle initiale comme continue, au niveau national mais aussi régional.

La Commission Education-Formation-Compétences et Jeunesse, composée de représentants des fédérations professionnelles et des MEDEF régionaux et territoriaux adhérents, décline les positions du MEDEF définies au sein de son Conseil Exécutif. Cette Commission s'est fixée comme objectif principal, dans le cadre de ses travaux, de faire de la formation professionnelle et du développement des compétences une véritable responsabilité collective, impliquant l'ensemble des acteurs de cet écosystème et non pas seulement les entreprises. En effet, la compétence est un enjeu de souveraineté nationale et de développement économique de nos entreprises.

Les missions du PFCJ sont :

- A. L'élaboration de propositions sur l'éducation, l'enseignement supérieur, l'apprentissage et la formation professionnelle ;
- B. La préparation, le déroulement et le suivi des séances de négociations sur la formation professionnelle et l'apprentissage entre les partenaires sociaux. **En 2024, le PFCJ a participé à la négociation sur le « Pacte de la vie au travail » sur la partie des transitions-reconversions ;**
- C. La mise en œuvre des accords nationaux interprofessionnels (ANI) et de leurs déclinaisons, relatifs à la formation professionnelle et à l'apprentissage ;
- D. Le renforcement et la structuration de la gouvernance de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;
- E. La participation aux arbitrages budgétaires opérés dans le cadre de France compétences et des autres organismes et instances de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;
- F. L'élaboration de propositions pour une politique nationale de l'orientation professionnelle, renforçant les liens entre l'école et l'entreprise ;
- G. La représentation des intérêts des entreprises auprès de différentes instances traitant des sujets éducation-formation-orientation ;
- H. La réalisation d'études et l'élaboration de projets nationaux et territoriaux pour mieux cerner les besoins en compétences des entreprises, faire connaître les métiers et leurs évolutions, et favoriser l'insertion et la qualification des jeunes ;
- I. L'élaboration et la mise en œuvre de programmes d'actions sur l'orientation et la formation professionnelle concernant les entreprises, les jeunes, les salariés et les organismes de formation et CFA ;
- J. La prise en compte des dimensions européenne et internationale de la formation.

Pour exercer ces missions, le MEDEF détient des mandats ou est représenté dans la gouvernance de nombreuses structures et instances, les principales étant (liste non exhaustive) :

- France Compétences
- L'Association nationale pour la certification paritaire interprofessionnelle (Certif Pro)
- AKTO (OPCO des secteurs et des entreprises à forte intensité de main-d'œuvre) ;

- Le Fonds d'assurance formation du commerce, de l'industrie et des services (AGEFICE) ;
- Le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) ;
- Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) ;
- La Commission consultative nationale des IUT (CCN-IUT) ;
- La Commission des titres d'ingénieurs (CTI) ;
- La Commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion (CEFDG) ;
- Les Commissions paritaires interprofessionnelles régionales (Transitions Pro) ;
- Les Commissions professionnelles consultatives (CPC) interministérielles ;
- Le Comité français des olympiades des métiers (Worldskills France) ;
- Le Comité d'Organisation des Expositions du Travail et de l'examen « Un des Meilleurs Ouvriers de France » (COET-MOF)
- L'Agence nationale pour la formation des adultes (AFPA) ;
- Le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM).

A. L'élaboration de propositions sur l'éducation, l'enseignement supérieur, l'apprentissage et la formation professionnelle

Afin de pouvoir éclairer le débat public et être force de propositions, le PFCJ a notamment produit 3 rapports :

a. Immersions en entreprise : une école des compétences humaines

Cette étude a été menée avec le Collectif Orientation via une enquête OpinionWay auprès de 600 élèves, 900 parents d'élèves, 600 chefs d'entreprises et 600 enseignants, et avec l'organisation de groupes d'échanges.

Trois constats ont poussé le MEDEF à mener cette étude :

- Aucun chiffre ni analyse existe sur l'intérêt pour les jeunes et les entreprises de réaliser des immersions en entreprise dans leur parcours d'orientation ;
- L'Etat demande aux entreprises d'accueillir de plus en plus de jeunes (3ème, 2nde, lycées professionnels, etc.) et les relations écoles-entreprises sont vouées à s'intensifier ;
- Aujourd'hui, les entreprises pâtissent des orientations subies dans un contexte de déficit de compétences.

Elle a permis de mettre en lumière le rôle crucial de l'entreprise comme acteur éducatif et explore comment mieux mobiliser cet environnement au service des jeunes. Il s'agissait à la fois de comprendre les freins et d'identifier les pistes pour faciliter l'accueil des stagiaires en entreprise, issus des collèges, des lycées généraux, technologiques et professionnels.

Les principales recommandations sur les immersions issues de l'étude :

- Expliciter le potentiel des immersions auprès des jeunes pour qu'elles participent pleinement à leur parcours d'orientation ;
- Renforcer la dimension pédagogique du stage pour en finir avec le stage "d'observation" ;
- Outiller les entreprises et les tuteurs pour faciliter l'accueil et le suivi des stagiaires ;
- Donner un rôle clair aux familles en les impliquant tout au long du stage et pas seulement pour la recherche du stage ;
- Renforcer la lisibilité des outils disponibles, numériques ou d'accompagnement (associatif) ;
- Valoriser les compétences transversales des jeunes en immersion à travers la création de badges de compétences en stages pour les collégiens et les lycéens.

Cette étude a fait l'objet d'une restitution le 18 novembre 2024 lors du lancement de la Semaine Ecole Entreprise en présence de Madame la Ministre de l'Education Nationale, Anne Genetet. Des

travaux ont également été lancés avec le Collectif Orientation pour créer des badges numériques afin de valoriser les compétences acquises par les collégiens et lycéens.

b. Un jeune bien orienté, un succès pour tous

Le MEDEF fait le constat que le système d'orientation ne fonctionne pas et les chiffres le démontrent :

- 16,7 % des jeunes de 20 à 24 ans n'étaient ni en études, ni en formation, ni en emploi (NEET) en 2022 ;
- Le coût annuel de la mauvaise orientation dans l'enseignement supérieur est estimé à 3 à 4 milliards d'euros par la Direction Générale du Trésor ;
- En 2024, les recruteurs français anticipaient que 57,4 % de leurs projets de recrutement allaient s'avérer difficiles.

Pour être force de propositions, le PCFJ a lancé en septembre 2024 une série d'auditions auprès de l'ensemble des acteurs (Education nationale, entreprises, DRH, parents d'élèves, sociologues, économistes...) car le MEDEF tient à réaffirmer le rôle central que les entreprises doivent jouer dans cette transformation du système d'orientation.

Il s'agit de les positionner en partenaires majeurs de l'éducation, et non plus seulement en futurs recruteurs. Leur implication peut se décliner sous plusieurs formes : stages et immersions professionnelles, interventions en classe, mentorat et parrainage... Cependant, elle reste aujourd'hui trop limitée faute de temps institutionnalisés, en dehors des stages obligatoires. Il y a un enjeu de massification, de généralisation et d'évaluation de ces actions pour les inscrire dans une dynamique d'amélioration continue au profit de l'orientation des élèves.

Ces travaux ont donné lieu à un rapport « Un jeune bien orienté, un succès pour tous » qui prône de conjuguer trois leviers d'action complémentaires et interdépendants :

1. Faire de l'orientation une grande cause nationale, articulée autour d'une stratégie nationale concertée.
2. Renouveler les représentations des filières de formations et des métiers, pour lutter contre l'ensemble des biais, obstacles à une orientation réussie.
3. Développer la contribution des acteurs du monde économique aux parcours d'orientation.

Ces 3 enjeux sont déclinés en 14 propositions. Ce rapport a donné lieu à une restitution le 17 mars 2025 au sein du MEDEF et à deux événements en régions (Bretagne et Occitanie).

c. Développer les compétences pour réussir la transition écologique

La transition écologique s'impose depuis plusieurs années comme une transformation structurelle incontournable de notre économie. Plus qu'un simple impératif environnemental, elle représente une formidable opportunité de progrès et d'innovation.

Aujourd'hui, la nécessité de conjuguer performance économique et transition écologique incite les entreprises à repenser leurs modèles et à investir dans l'humain. La montée en compétences dans des secteurs en transition n'est pas seulement un impératif social. Elle représente également un levier de compétitivité et en enjeu de pérennité. En formant nos collaborateurs aux technologies propres et aux pratiques durables, nous nous dotons des moyens nécessaires pour répondre aux exigences de demain, anticiper les évolutions réglementaires et capter de nouveaux marchés. Ce

développement des talents favorise l'innovation et l'agilité, des atouts essentiels dans un monde en pleine révolution.

Le MEDEF a lancé un groupe de travail sur les enjeux emplois-compétences de la transition écologique qui identifie 10 constats et formule 22 propositions concrètes afin d'accompagner cette mutation. Ces recommandations insistent sur l'importance de placer le dialogue social et la coordination entre acteurs publics et privés au centre de cette transformation. Elles appellent notamment à recentrer les missions des opérateurs de compétences (OPCO), à simplifier l'inscription des certifications et à renforcer l'orientation des jeunes vers les métiers de la transition, tout en facilitant les parcours de reconversions professionnelles.

Ce rapport et les propositions ont été présentés lors du salon Talent for the Planet du 19 mars 2025.

B. Le renforcement et la structuration de la gouvernance de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

a. La participation aux instances de France compétences

Etablissement public à caractère administratif, doté d'une gouvernance quadripartite (représentants de l'Etat, des Régions, des salariés et des employeurs) et placée sous la tutelle du ministre chargé de la Formation professionnelle, France compétences exerce des missions de financement, de régulation, de contrôle et d'évaluation du système de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

Le Conseil d'administration de France compétences compte 15 membres répartis en collèges : 3 représentants de l'État, 5 représentants des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel et 3 représentants des organisations d'employeurs représentatives au niveau national et interprofessionnel (dont un siège pour le MEDEF), 2 représentants des Conseils régionaux et 2 personnalités qualifiées.

Au sein du collège des partenaires sociaux, chaque organisation professionnelle d'employeurs dispose d'un nombre de voix fixé en proportion de son audience au niveau national et interprofessionnel.

Avec les voix des personnalités qualifiées, désignées par le ministre chargé de la formation professionnelle, la pondération des voix au sein du conseil d'administration de France compétences donne l'avantage à l'État (55 voix sur 110). Ses trois représentants sont respectivement désignés par les ministres chargés de la formation professionnelle, du budget ainsi que, de manière conjointe, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'agriculture.

Pour leur part, les partenaires sociaux ne disposent que de 40 voix et les régions de 15 voix sur un total de 110. En cas de partage égal des voix, la délibération est renvoyée à une nouvelle séance du conseil d'administration. Le président du conseil d'administration, nommé par décret du Président de la République parmi les personnalités qualifiées, dispose alors d'une voix prépondérante. Les décisions du conseil d'administration n'ont cependant jamais donné lieu à une logique de « bloc contre bloc ».

Les mandataires ont été renouvelés en février 2025.

France compétences comprend également 4 commissions statutaires :

- Commission Audit et Finances
- Commission Certification
- Commission Evaluation
- Commission Recommandations (présidée par le MEDEF)

La Commission Recommandations est présidée par Max Roche, le représentant du MEDEF depuis 2020.

b. Le développement d'un outil de consolidation des données économiques, emploi et formation

A la demande de notre réseau territorial, le PFCJ a développé une solution web avec la société KYU pour leur permettre d'avoir accès à l'ensemble des données allant du national au bassin d'emploi sur :

- L'attractivité du territoire/équipements
- L'économie
- Le marché du travail
- L'éducation/formation

L'objectif est d'avoir l'ensemble des données qui aujourd'hui sont dispatchés chez de nombreux acteurs (DARES, INSEE, RCO, France Travail...) pour permettre d'éclairer nos décisions et d'être force de proposition en partant d'indicateurs chiffrés.

Ces données nous permettent également d'alimenter nos MEDEF régionaux et leurs administrateurs qui siègent au sein des instances (CREFOP, Transitions pro...).

C. L'élaboration et la mise en œuvre de programmes d'actions sur l'orientation et la formation professionnelle concernant les entreprises, les jeunes, les salariés et les organismes de formation et CFA

a. Le soutien au déploiement des stages de seconde

Le MEDEF s'est engagé pour la réussite des stages de seconde qui se sont déroulés du 17 au 28 juin 2024. En effet, à la suite de l'annonce de Gabriel Attal, alors ministre de l'Éducation nationale, de reconquérir le mois de juin et pour ce faire, d'instaurer une période de stages de 15 jours pour les lycéens de filières générales et technologiques, il est apparu essentiel pour le MEDEF de mobiliser l'ensemble de son réseau.

Cette mobilisation s'est traduite par :

- Une campagne de communication au sein de la Presse Quotidienne Régionale
- La création d'un KIT de promotion pour les MEDEF Régionaux, territoriaux et nos fédérations adhérentes afin de sensibiliser leurs entreprises
- La mobilisation du réseau du PCFJ en régions
- Une série de webinaire avec la DGESCO et la DRAFPIC
- La création d'un guide « **Bien accueillir un stagiaire c'est aussi votre affaire** » pour permettre aux entreprises de construire un parcours pour les lycéens et les rendre acteurs
- Un événement au MEDEF le 3 juin 2024 pour permettre à des classes d'Ile-de-France de découvrir des secteurs d'activités en recherche de stagiaires
- L'accueil de 14 stagiaires au sein du MEDEF

b. Le déploiement des Pépites de l'alternance

Les Pépites de l'alternance ont été créées en 2011 par le MEDEF Haut de France. Il s'agit initialement d'un concours qui valorise les pratiques des entreprises en termes d'accueil, de formation et d'accompagnement de leurs apprentis. Ce concours permet à toutes les entreprises qui s'inscrivent de se positionner et d'obtenir un score, les meilleurs de chaque catégorie étant récompensés.

Ce concours s'est déployé dans 6 autres régions et un club des Pépites a été créé en Pays de la Loire pour permettre aux entreprises d'échanger et de construire des réponses communes aux enjeux de l'alternance. Un label, en partenariat avec l'AFNOR, a également été initié.

La PCFJ a souhaité faire des Pépites de l'alternance une marque nationale avec des actions communes à toutes les régions. Son ambition est de déployer le concours dans toutes les régions.

Pour se faire, la première action a été déposée la marque « Pépites de l'alternance » et de créer des groupes de travail inter-régions sur les 4 thèmes suivants :

- « Communication » dont l'objectif est de définir un référentiel commun de la marque et identifier les outils pour porter les messages.
- « Processus » pour faire évoluer outils et processus dans une démarche d'harmonisation et de simplification.
- « Modèle économique » afin d'assurer la rentabilité et la pérennité du programme Pépites
- « Mutualisation » pour définir le modèle national des Pépites et le champ des adaptations locales.

Deux régions déjà intéressées pour mettre en œuvre le concours des Pépites de l'alternance en 2025 et 2026. Il s'agit des régions Sud et Occitanie.

AUVERGNE RHONE-ALPES

1. PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le MEDEF Auvergne-Rhône-Alpes s'engage activement dans la promotion de l'emploi et le développement des compétences pour répondre aux besoins des entreprises et accompagner les individus dans leur parcours professionnel.

Ses actions et objectifs dans ce domaine comprennent :

- **Développer les compétences opérationnelles** des collaborateurs et managers pour permettre aux entreprises de relever les défis RSE et environnementaux.
- Apporter aux entreprises le **savoir-faire** dont elles ont besoin par le biais de ses écoles. The Progress Factory regroupe The Nuum Factory (numérique) et The Climate Factory (RSE et transition environnementale), et propose des formations initiales, en alternance, et continues.
- Proposer des **parcours de formation sur-mesure**, élaborés en collaboration avec les entreprises partenaires pour répondre à leurs besoins spécifiques en compétences et les aider à fidéliser et transformer leurs talents.
- Soutenir les branches professionnelles et les MEDEF territoriaux face à leur besoin croissant d'accompagnement sur les sujets d'emploi, de formation, de RSE et de transition environnementale.
- Développer et mettre à disposition des entreprises régionales des **formations innovantes**, notamment celles élaborées au niveau européen par le biais de projets spécifiques.
- Valoriser les talents et accompagner les entreprises dans l'élaboration et le déploiement de leur **stratégie de développement des compétences** ("La Mallette Compétences"), incluant des Cafés Compétences et un guide sur la VAE.
- Former les TPE-PME à la **culture de prévention des risques professionnels** et à l'amélioration des conditions de travail ("TPE-PME : Intégrer la culture de prévention").
- Accompagner les entreprises sur l'ensemble du processus de **recrutement durable** et le conseil RH associé ("Mode d'Emplois").
- Apporter une réponse concrète aux défis de la reconversion professionnelle, de l'évolution des compétences et des difficultés de recrutement des entreprises ("The Next Step Factory"). Ce projet repose sur un modèle de formation 100% orienté entreprise, proposant des parcours qualifiants et opérationnels dans des secteurs ciblés comme le numérique.
- Sensibiliser et accompagner les professionnels de l'écosystème sur la **neurodiversité** comme levier de performance et d'intégration professionnelle ("Neuro'Sources").
- Accélérer le développement des start-ups et jeunes entreprises ("Le Local"), avec un accompagnement individuel et collectif axé sur la performance globale (économique, sociale, environnementale).
- Soutenir l'entrepreneuriat, notamment par le mentorat de jeunes créateurs issus de publics prioritaires ("Crea Duo").
- Accompagner les entreprises dans le renforcement de leurs fonds propres et l'accès aux financements, notamment via la cogestion d'un compartiment du **Fonds Souverain Auvergne-Rhône-Alpes**.

2. LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

Le MEDEF Auvergne-Rhône-Alpes est un acteur engagé dans l'élaboration et le suivi des politiques publiques afin de représenter les intérêts des entreprises et d'adapter ces politiques à leurs besoins concrets.

Ses actions dans ce domaine incluent :

- Participer activement à l'élaboration des politiques publiques en matière d'éducation, d'emploi, de formation, d'énergie, d'environnement, de réindustrialisation et de relocalisation pour les influencer.
- Représenter les entreprises au sein des **instances de gouvernance régionales** liées à l'emploi, la formation, la santé au travail et la transition environnementale. Cela inclut notamment le CREFOP, Transitions Pro, ARO, IPR, CROCT, CRPST, CARSAT et CTR.
- Contribuer aux **réflexions et débats** sur les sujets énergétiques et environnementaux (sobriété, efficacité hydrique, décarbonisation) et porter la voix des entreprises auprès des pouvoirs publics. Il anime la commission Energie dans cet objectif.
- Être un membre actif du **G6 de la relocalisation** et porter/animer la commission Finance pour fédérer les acteurs régionaux du financement. L'objectif est de répondre à des enjeux de souveraineté, écologiques et économiques (création d'emploi).
- Fournir des données pertinentes et soutenir les orientations stratégiques du MEDEF régional et national en collectant des informations sur le terrain.
- Participer à l'analyse et à la rédaction des **schémas économiques régionaux** en lien avec les thématiques Emploi-Compétences (CPER, CPRDFOP, etc.).
- Ouvrir son Assemblée Générale aux acteurs publics et partenaires pour les associer et les informer de ses actions.
- Agir dans le cadre de la loi du 5 mars 2014, qui lui confie une mission d'intérêt général pour la conception, la gestion, l'animation et l'évaluation des politiques menées paritairement.

3. FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

Le MEDEF Auvergne-Rhône-Alpes joue un rôle central dans la gestion, l'animation et le soutien de ses mandataires qui représentent les entreprises au sein des différentes instances régionales paritaires.

Ses actions dans ce domaine comprennent :

- **Assurer la représentation et le rayonnement** du MEDEF Auvergne-Rhône-Alpes au sein des instances régionales.
- **Animer et accompagner les mandataires** en leur partageant régulièrement les positions à adopter, la doctrine et les éléments de langage en amont des rencontres.
- Assurer la **transmission régulière d'informations utiles** : actualités sociales, réglementaires et politiques, ainsi que des sessions de formation.
- Organiser des **réunions dédiées** aux sujets éducation-emploi-formation ("réunions CREF") à destination des adhérents et des réunions préparatoires pour les mandataires.
- Gérer le **renouvellement des mandats** dans les instances stratégiques.
- Mettre à jour l'Annuaire des mandats régionaux et informer les adhérents sur le calendrier des renouvellements.
- Optimiser la gestion des mandats grâce à des outils numériques comme HUBSPOT.
- Organiser la formation et l'intégration des nouveaux mandataires.

4. RELATION ECOLE-ENTREPRISE

Le MEDEF Auvergne-Rhône-Alpes s'investit depuis plus de 20 ans dans le rapprochement entre le monde de l'éducation et celui de l'entreprise, principalement à destination des jeunes collégiens et lycéens.

Ses actions poursuivent un triple objectif :

- **Favoriser l'insertion professionnelle** des jeunes après leur sortie du système éducatif.
- **Aider et accompagner les jeunes dans leur projet d'orientation** en leur permettant de découvrir les métiers et les codes du monde professionnel.
- Leur donner des **clefs de compréhension** du monde professionnel, notamment pour ceux en alternance.

Pour cela, divers dispositifs sont déployés, souvent avec le soutien de partenaires institutionnels et la mobilisation des MEDEF territoriaux et branches professionnelles :

- **Visites d'entreprises** ("Découverte Entreprise") pour montrer le fonctionnement interne.
- **Échanges** entre chefs d'entreprise, élèves et équipes pédagogiques ("L'entreprise à 360°") pour comprendre les rôles et réalités de chacun.
- Ateliers sur l'**insertion professionnelle** ("Beau Travail en Classe", "Recrutez-moi") pour les aider à réfléchir à leur avenir et maîtriser les outils de recrutement (CV, lettre de motivation, entretien).
- Initiation à la **création d'entreprise** ("Workshop").
- **Immersions de classes** au sein d'entreprises ("La Classe Immersive").
- Actions de **découverte métiers ludiques et innovantes** ("Actions Familles", "Chasse aux métiers", "Jeu des métiers", "Escape game", "Village des pros", "Jeu Snapchat") pour présenter différents secteurs et perspectives. Le jeu Snapchat vise à montrer la dynamique économique locale et les opportunités de carrière proches du lieu de vie des jeunes.
- Organisation du **concours régional de l'innovation** "Créateurs d'Idées" pour inciter à l'imagination de produits/services novateurs dans des secteurs spécifiques.
- Participation à la **Semaine École Entreprise**, un temps fort national pour multiplier les actions de sensibilisation.
- Actions spécifiques pour informer les **familles** sur l'orientation des jeunes.
- Accompagnement des entreprises dans la mise en place de leur **politique handicap**, qui est une composante RSE et un enjeu pour l'emploi et l'insertion.

En 2024, ces actions ont touché 8 000 élèves et mobilisé 250 entreprises et 100 établissements scolaires.

BOURGOGNE FRANCHE COMTE

1. PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le MEDEF BFC et ses entités territoriales s'engagent dans la promotion de l'emploi et le développement des compétences, notamment en contribuant aux politiques nationales et en les déclinant au niveau régional.

Les actions et objectifs incluent :

- Contribuer aux travaux du MEDEF National sur des sujets tels que France Travail, l'orientation, l'apprentissage et les reconversions professionnelles. Cela implique notamment la participation à des groupes de travail nationaux.
- Décliner ces sujets au niveau régional.
- Le MEDEF Saône-et-Loire (71) a mené plusieurs actions en 2024, dont la simulation d'entretiens pour les jeunes du dispositif EPIDE de Velet, la participation à des salons de l'emploi pour informer sur les métiers (Salon de l'Emploi du Grand Chalon avec 2000 participants en mars 2024, et une 2ème édition avec 4000 visiteurs en novembre 2024). Ils ont également accueilli de jeunes participants de l'EPIDE de Velet lors de leur Assemblée Générale et ont collaboré avec la CMA Mercurey pour un atelier de confiance en soi et un stand lors d'une rencontre emploi.
- Le MEDEF Yonne a organisé des **workshops** intitulés "Penser Différemment", ouverts aux adhérents MEDEF et UIMM Yonne. Ces ateliers couvrent divers sujets, comme la GPEC, la communication, le marketing, la négociation commerciale, le leadership, l'expérience client, la représentation genrée des métiers, et le management frugal. L'objectif est de développer savoirs et connaissances, échanger et se fédérer, et trouver des solutions innovantes.
- Un événement sur l'écosystème hydrogène ("L'énergie de votre Futur") a été organisé en mai 2024 à Auxerre par l'UIMM et le MEDEF Yonne. Il a permis de découvrir l'écosystème local de l'hydrogène, incluant des visites de sites comme AuxR_Lab et AuxR_Factory. L'événement a abordé les défis et les opportunités de formation liés à l'hydrogène, soulignant notamment l'ambition d'Auxerre en matière de mobilité hydrogène et les formations existantes comme le BTS Hydrogène au Lycée Joseph Fourier.
- Le MEDEF Yonne a également organisé un événement "L'Armée au Coeur des Entreprises" en avril 2024, explorant les liens entre l'armée et les entreprises, l'accès aux marchés de la défense, et incluant des témoignages et expositions. Le marché de la défense offre des opportunités pour les industriels de l'Yonne.
- Des actions de découverte métiers ludiques et innovantes sont menées, comme la participation du MEDEF Yonne au forum des 4 CFA de la Nièvre incluant du job dating et des animations.

2. LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

Le MEDEF BFC représente les entreprises et participe à l'élaboration et au suivi des politiques publiques régionales, notamment celles liées à l'emploi, la formation et le paritarisme.

Ses actions dans ce domaine comprennent :

- La participation à la première **Rencontre régionale des mandataires**, où le rôle du paritarisme au service du modèle social a été présenté.
- L'organisation d'ateliers par spécialité lors de la journée mandataires, couvrant l'Éducation-Formation, la Protection sociale, le Logement et le Juridique, permettant des échanges sur les défis et solutions spécifiques.
- La présence et la transmission d'informations au sein des commissions et assemblées permanentes régionales.
- L'influence et le suivi des politiques publiques paritaires via la participation des mandataires dans diverses instances.
- La signature d'un **nouvel accord-cadre avec le Rectorat de BFC** à l'été 2023, déclinant la convention nationale Éducation-Entreprise. Il s'agit d'une action structurante pour la politique de relation école-entreprise dans la région.
- La liaison avec les autorités publiques (DRAFPIC, Rectorats, DREETS) et les branches professionnelles concernant les projets de formations.
- La coanimation du Comité de Pilotage de la convention École-Entreprise avec la DRAFPIC.
- La participation à la Commission Emploi-Formation de la région, en lien avec les MEDEF Territoriaux et les Branches Professionnelles.

- La participation à la Commission compétences du MEDEF Côte-d'Or.
- La participation à la création d'un **CBI (Comité Bassin Emploi)** régional.

3. FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

Le MEDEF BFC met l'accent sur la gestion, l'animation et le soutien de ses mandataires qui siègent dans les instances paritaires régionales pour représenter les entreprises.

Ses actions dans ce domaine incluent :

- L'organisation de la **première « Rencontre régionale des mandataires »** le 20 novembre 2024, en collaboration avec l'Académie du MEDEF national. Cet événement a réuni 70 participants.
- La mise en place d'un programme incluant une présentation sur le paritarisme et des **ateliers par spécialité** (Éducation-Formation, Protection sociale, Logement, Juridique, Devenir mandataire).
- La décision de reproduire cette journée mandataires en 2025, testant un dispositif « clé en main » avec l'Académie du MEDEF national, reproductible via la nouvelle convention de financement régional de 2025.
- La **gestion récurrente des mandats régionaux**, incluant le renouvellement dans les instances stratégiques.
- La mise à jour de l'annuaire des mandats et l'information des adhérents sur le calendrier des renouvellements.
- L'optimisation de la gestion des mandats via des outils numériques.
- L'organisation de la formation et de l'intégration des nouveaux mandataires.
- L'animation et l'accompagnement des mandataires en leur partageant les positions, la doctrine et les éléments de langage en amont des rencontres.
- La transmission régulière d'informations utiles et l'organisation de sessions de formation.
- L'organisation de réunions dédiées aux sujets éducation-emploi-formation ("réunions CREF").
- L'assurance de l'animation des mandats des MEDEF Territoriaux en matière d'emploi-formation-compétences.
- La présence aux réunions de l'équipe EF du MEDEF BFC et la rencontre bimensuelle avec chaque MEDEF Territorial.

4. RELATION ECOLE-ENTREPRISE

Le MEDEF BFC s'investit dans le rapprochement entre le monde de l'éducation et les entreprises.

Les actions clés sont :

- La signature et la mise en œuvre d'un **nouvel accord-cadre avec le Rectorat de BFC** en 2023.
- L'organisation du **concours régional « Pépites de l'Alternance »** pour valoriser l'alternance.
- La promotion de la relation école-entreprise via divers dispositifs comme "Entreprendre pour apprendre", les journées de l'entrepreneur, la Semaine École-Entreprise, des événements sectoriels, et des concours.
- La participation à la **Semaine École-Entreprise**, avec l'organisation d'événements dédiés. Par exemple, le MEDEF Côte-d'Or a organisé un événement le 29 novembre 2024 à Dijon pour favoriser la rencontre entre entreprises et enseignants. Cet événement a réuni 21 enseignants et 6 entreprises, visant à améliorer la compréhension mutuelle et l'intégration de la relation école-entreprise dans les programmes scolaires.
- La réalisation de **Dialogues École-Entreprise**.

- La réponse aux demandes de faisabilité de la plateforme **Explor'Action du Rectorat**. Cela inclut, par exemple, l'animation d'ateliers sur le savoir-être en entreprise lors de forums métiers dans les lycées.
- Le développement du lien entre les BDE et les lycées.
- La participation aux événements organisés par le Rectorat, ainsi qu'aux jurys de concours universitaires et de concours pour collégiens et lycéens ("Unes et 3èmes", "Mon Chef-d'œuvre en 3e").
- L'animation de la politique des stages avec les acteurs institutionnels (DRAFPIC, Conseil régional, CCI).
- Le projet d'accueil immersif d'élèves (classes de 2nde GT, STMG) dans des entreprises pour leur faire découvrir différents secteurs.
- L'organisation d'ateliers sur l'insertion professionnelle, comme ceux réalisés par le MEDEF 71 (simulation d'entretiens, participation à des salons de l'emploi, partenariat avec la CMA).
- La tenue d'événements spécifiques comme le forum des CFA de la Nièvre, mettant en relation entreprises et jeunes en recherche de formation ou d'emploi.
- Le soutien financier aux actions école-entreprise, avec une convention dédiée et un budget prévisionnel. Le budget annuel dédié aux actions REE était de 58 000 euros en 2024, et passera à 80 000 euros avec des règles simplifiées en 2025.

Ces actions démontrent l'engagement du MEDEF BFC et de ses entités territoriales dans la construction de ponts entre le monde scolaire et le monde professionnel, la promotion de l'emploi des jeunes, et la représentation des intérêts des entreprises dans l'élaboration des politiques publiques.

BRETAGNE

1. PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le MEDEF Bretagne s'engage activement dans la promotion de l'emploi et le développement des compétences, notamment en préparant les entreprises aux évolutions. Les contraintes liées à la RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) sont identifiées comme un facteur majeur impactant les emplois et les compétences, nécessitant anticipation et préparation.

Les actions concrètes dans ce domaine incluent :

- La conception et la mise en œuvre de parcours de formation RSE destinés aux entreprises, adaptés à leur niveau de maturité. La session 2 de ces parcours (START RSE, RSE Progression, RSE Exemple) a réuni environ 40 entreprises en 2024.
- L'organisation d'un cycle CSRD de 6 ateliers, réunissant 25 entreprises, Grands Groupes et ETI bretonnes, pour les accompagner dans la mise en œuvre de la directive. Ce cycle aborde notamment les compétences durables nécessaires en comptabilité et finance.
- Ces actions de formation RSE sont cofinancées par des partenaires privés comme EDF Bretagne (expertise décarbonation) et Banque Populaire Grand Ouest (BPGO - expertise finance durable). Ils témoignent également de l'évolution des emplois et compétences au sein de leurs entreprises. Les contenus des ateliers RSE sont mis à jour et enrichis, incluant des informations sur les compétences durables par secteur.
- La participation aux COPIL de la DREETS sur l'apprentissage, ainsi qu'au comité régional apprentissage et à la matinée de clôture de la Semaine de l'apprentissage.
- Le MEDEF Bretagne se mobilise pour l'emploi et l'insertion des jeunes. Des actions sont menées pour favoriser la maîtrise des savoirs de base (illettrisme, illettrisme).
- Au niveau territorial, le MEDEF Côtes d'Armor (22) soutient le recrutement de ses adhérents, notamment en partenariat avec l'UIMM 22. Ils proposent une aide à l'identification des besoins en recrutement, à la valorisation de l'entreprise/secteur, à la

sélection de candidats et à la mise en place de formations. Des actions concrètes incluent la réalisation de 5 Job Dating territoriaux.

- Le MEDEF 22 anime le Club "Les Entreprises S'engagent Côtes d'Armor" et a organisé 9 événements en 2024 sur l'insertion et la transition écologique, comme un déjeuner "Embauche d'un réfugié" ou un job dating pour personnes en situation de handicap.
- Le MEDEF Finistère (29) participe à des réunions/webinaires emploi-formation et diffuse des CV via son réseau. Il est impliqué dans le travail de l'ODDS 29 pour les PME, notamment sur des groupes de travail liés à l'insertion professionnelle dans divers métiers.
- Le MEDEF Ille-et-Vilaine (35) anime une commission formation pour échanger sur les pratiques et identifier les freins à la mise en œuvre des actions de formation. Sa commission Entreprises, Enseignement Supérieur et Recherche (2ESR) organise des événements et expérimentations pour faciliter les liens et développer les compétences (ex : Challenge Digital Transformer, parrainage de formations, opérations "Vis ma vie", promotion stages/alternance, opération "Get In Touch With Local Companies" pour étudiants internationaux).
- Le MEDEF Morbihan (56) promeut la découverte des métiers de l'industrie via des parcours spécifiques, incluant des visites et des présentations des différentes étapes de production. Plus de 140 élèves y ont participé en 2024. Il organise également une semaine "Créateurs d'Avenir" pour lycéens et étudiants.

2. LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

Le MEDEF Bretagne a pour objectif de conforter son rôle d'expert et d'affirmer une présence forte auprès des pouvoirs publics pour défendre les intérêts des entreprises.

Ses actions dans ce domaine sont variées :

- Participation à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des politiques publiques.
- Influence et suivi de la réforme France Travail, incluant la participation à des réunions de mise en œuvre et la contribution à la création du Réseau pour l'emploi.
- Présence active aux réunions régionales sur l'apprentissage organisées par la DREETS.
- Participation aux travaux du CESER (Conseil économique, social et environnemental régional) sur les sujets emploi-formation et développement économique. Le MEDEF Bretagne accompagne ses représentants au CESER pour optimiser leurs contributions.
- Contribution à l'élaboration des politiques publiques, notamment en matière d'infrastructures et de transport.
- Participation aux réunions de la Conférence sociale organisée par les pouvoirs publics.
- Le MEDEF Bretagne s'appuie sur ses mandataires siégeant dans diverses instances paritaires (IPR - Instances Paritaires Régionales) et organismes pour représenter les entreprises et influencer les politiques publiques. Le REF (Responsable Emploi Formation) assure une présence en IPR politique et technique.
- Participation active au CREFOP (Comité Régional Emploi Formation Orientation Professionnelles), dont les travaux portent sur la refonte du Réseau pour l'emploi, la carte pluriannuelle des formations et la nouvelle contractualisation. Un dialogue social est mené en marge du CREFOP.
- Les mandats au sein d'organismes comme CARIF OREF – GREF Bretagne ou le Conseil Académique de l'Éducation Nationale (CAEN) sont également gérés.

- Au niveau territorial, le MEDEF Côtes d'Armor (22) participe activement aux conseils d'administration et commissions de Transition Pro Bretagne, ainsi qu'aux CTES (Comités territoriaux pour l'emploi). Il est également très impliqué dans l'Observatoire départemental de dialogue social (ODDS 22), travaillant sur des thématiques comme la transition écologique, les conditions de travail et l'égalité professionnelle.
- Le MEDEF Finistère (29) participe à l'ODDS 29, tient des briefings sur la dérogation au repos dominical, et est actif sur de nombreux sujets de politiques publiques (CODEFI, Territoire d'industrie, logistique urbaine, accessibilité, simplification administrative, convention État/Fauch, élections législatives, défense, développement durable, etc.).
- Le MEDEF Morbihan (56) organise des réunions de consultation et des groupes de travail sur les politiques publiques. Il est présent dans diverses instances et participe à des comités stratégiques, comme ceux liés à la fermeture d'entreprises.

3. FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

L'accompagnement et l'animation des mandataires est un enjeu majeur pour le MEDEF Bretagne afin qu'ils puissent accomplir leur mission et influencer les politiques publiques.

Les actions menées sont :

- L'organisation d'un **séminaire annuel des mandataires**, dont l'édition 2024 a eu lieu le 29 novembre à Chantepie, réunissant l'ensemble des mandataires sur des sujets d'actualité. Le programme incluait des interventions sur l'économie et une actualité thématique Emploi Formation. Des ateliers par spécialité (Éducation-Formation, Protection sociale, etc.) sont organisés.
- Le MEDEF Bretagne organise des réunions préparatoires régulières pour les mandataires, notamment ceux siégeant en IPR, TRANSITIONS PRO, CREFOP, APEC. Ces réunions permettent de discuter des enjeux et des lignes politiques du MEDEF.
- Un accompagnement spécifique est apporté aux mandataires siégeant dans les instances de la Protection sociale. Cela inclut le soutien dans les candidatures, l'accompagnement dans leur mission, et la diffusion d'informations. Des déjeuners avec les chefs de file de la protection sociale sont organisés.
- La gestion récurrente des mandats régionaux, incluant le renouvellement et l'information sur le calendrier.
- Un programme d'animation et d'accompagnement est mis en place pour les mandataires en emploi-formation-compétences.
- Le REF (Responsable Emploi Formation) et la CRFP (Coordinatrice Régionale Formation Professionnelle) sont particulièrement impliqués dans l'accompagnement et l'outillage des mandataires. Ils organisent et animent le séminaire des mandataires sur les thématiques Education-Emploi-Formation.
- Un plan d'animation des mandataires est mis en œuvre, en coordination avec la DG et la CRFP. Une session régionale de formation "Initiation à la maîtrise des risques et à l'analyse financière" a été organisée pour les mandataires du MEDEF.
- L'animation du réseau des mandataires du MEDEF Bretagne et des présidences MEDEF est assurée.
- Au niveau territorial, le MEDEF Côtes d'Armor (22) accompagne ses mandataires en Protection sociale. Il organise des réunions d'échange pour partager les positions et éléments de langage. Une grande soirée a été organisée pour les mandataires en novembre 2024, invitant des chefs de file d'organismes comme la CAF ou l'Urssaf.

- Le MEDEF Finistère (29) organise des rencontres avec ses mandataires via la Commission des Mandats et accompagne ceux siégeant aux Conseils de Prud'hommes. Des dossiers sont préparés pour la défense syndicale des mandataires. Un Café du Pôle social est organisé.
- Le MEDEF Ille-et-Vilaine (35) inclut ses mandataires dans les réunions de sa commission formation et de sa commission 2ESR. Ils participent également aux réunions santé au travail. L'objectif est de partager les points de vue et d'assurer une connaissance mutuelle du rôle de chaque mandataire.
- Le MEDEF Morbihan (56) assure la présentation des mandats départementaux et renforce leur influence, organisant plus de 30 réunions et échanges dédiés. Des rencontres ont lieu avec les chefs de file de différents mandats.

4. RELATION ECOLE-ENTREPRISE

Le MEDEF Bretagne se mobilise activement pour favoriser et initier toutes les actions qui contribuent au rapprochement entre le monde de l'éducation et le monde de l'entreprise.

Les actions clés sont :

- Le développement de cette relation se traduit par différents travaux et par une initiative opérationnelle influençant les établissements d'enseignement et leurs élèves.
- Le MEDEF Bretagne, en partenariat avec l'académie de Rennes, a défini les axes de coopération entre l'école et l'entreprise.
- L'organisation de la **Semaine École Entreprise (SEE)**, en partenariat étroit avec les MEDEF territoriaux, les branches professionnelles et le Rectorat. Les actions se déroulent toute l'année scolaire (septembre à juin). La SEE 2024 a été lancée fin novembre par la CRFP et le COPIL a été animé le 24 novembre. La CRFP réalise un bilan des actions école-entreprise avec le Rectorat.
- La participation à des concours visant à rapprocher les jeunes du monde de l'entreprise : le Tournoi de management et de gestion (13ème édition en 2024), le concours "Une entreprise dans votre lycée", et le concours "AGORA". Le MEDEF Bretagne soutient financièrement ces concours.
- Le développement de partenariats, comme celui avec l'APEL Bretagne, visant à enrichir les relations Parents/Entreprises et la découverte des métiers. Des réunions spécifiques sont organisées.
- Le dialogue avec le Rectorat et les réseaux d'enseignement, notamment en répondant aux demandes de faisabilité de la plateforme Explor'Action et en participant aux événements et jurys organisés par le Rectorat.
- La promotion de l'alternance est un axe fort. Le MEDEF Bretagne a piloté la première édition du concours régional « Pépites de l'Alternance Bretagne » en 2024, en collaboration avec SNCF, Actual, Enedis et d'autres partenaires. Ce concours vise à promouvoir les bonnes pratiques de l'alternance. La première édition a vu la participation de 89 entreprises et 47 partenaires. Le MEDEF Bretagne a soutenu financièrement le concours.
- La promotion et l'animation de la politique des stages en lien avec les acteurs institutionnels, incluant un plan d'action national et régional pour les stages de 2nde. Un guide pratique est diffusé.
- Le projet d'accueil immersif d'élèves (classes de 2nde GT, STMG) dans les entreprises est envisagé.

- Au niveau territorial, le MEDEF Finistère (29) organise sa Semaine École/Entreprise, incluant des relations avec les enseignants et la sollicitation d'entreprises. Il mène des interventions auprès d'élèves (4ème, terminale). L'opération "Stages de seconde" et une rencontre avec l'inspectrice d'académie sont mentionnées.
- Le MEDEF Ile-et-Vilaine (35) détaille son action "Classes en Entreprise" menée de septembre à juin, en partenariat avec l'Académie de Rennes, le Conseil Départemental et le MEDEF Bretagne. Cette action accueille des collégiens (3ème, 4ème) pendant 2 jours et demi pour découvrir les entreprises et les métiers. Elle est réservée aux adhérents MEDEF 35. Le MEDEF 35 assure le suivi des conventions et le back office pour la mise en œuvre. D'autres actions incluent des visites, interventions, ateliers, et la participation à des événements liés à l'orientation.
- Le MEDEF Morbihan (56) s'implique fortement dans le rapprochement école-entreprise, organisant de nombreuses rencontres et actions. Sa "Classe en entreprise" permet aux collégiens (4ème, 3ème) de découvrir les fonctions et métiers de l'entreprise. Cette action a touché plus de 1000 élèves en 2024. L'opération "Créateurs d'Avenir" vise les lycéens et étudiants. Des visites d'entreprises et interventions de professionnels en classe sont organisées. Plus de 1000 élèves ont été touchés par les actions école-entreprise dans le département en 2024.

CORSE

PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le MEDEF Corse s'engage activement dans la promotion de l'emploi et de la formation professionnelle, notamment à travers la création et l'animation de commissions thématiques. Deux de ces commissions se sont réunies régulièrement en 2024, visant à rassembler les adhérents pour favoriser la co-réflexion et la co-construction sur des sujets d'intérêt commun. La commission "Compétences" a pour objectifs de soutenir les dirigeants face à leurs difficultés, notamment en matière de recrutement, et de servir de leader auprès des Pouvoirs publics. Elle s'est particulièrement intéressée à l'apprentissage, organisant des rencontres bilatérales avec les directeurs de CFA. Son président est également membre des conseils de perfectionnement des principaux CFA de la région. La commission "Développement des entreprises" se consacre au soutien de la croissance des entreprises en Corse, en abordant des sujets tels que les mesures fiscales et financières, le financement, la transmission/reprise d'entreprises et le soutien aux entreprises en difficulté.

En complément du travail des commissions, l'équipe du MEDEF Corse a mis en œuvre diverses actions tout au long de 2024 dans ce domaine. Cela inclut un **accompagnement et conseil individuel auprès des entreprises adhérentes**, ainsi que l'animation et la participation à des **ateliers collectifs** destinés aux professionnels des RH, de l'emploi et de la formation, ainsi qu'aux dirigeants (matinées d'information, club RH, salon de transition professionnelle). Des ateliers spécifiques ont été animés sur la **marque employeur et la mixité et l'égalité professionnelle**, avec la contribution à une exposition visant à lutter contre les clichés de genre dans le monde professionnel, lancée le 4 octobre à France Travail Ajaccio. Des actions de développement du sport en entreprise ont été menées, notamment l'organisation d'une journée dédiée le 4 mai 2024 au CSJC d'Ajaccio. Les sources financières détaillent certains coûts associés à cette "Action MEDEF Sport", incluant des frais de déplacement et d'hébergement pour des intervenants, de communication, l'achat de licences de tournoi, de trophées, et la réalisation d'un roll-up. Diverses factures et une note de frais soutiennent ces dépenses, totalisant 5190,41€, équilibrés par des recettes de même montant, incluant des subventions du MEDEF National et du MEDEF Corse. Des Webinaires sur le rôle du Conseil en Évolution Professionnelle (CEP) ont également été organisés.

Le MEDEF Corse a renforcé ses partenariats pour promouvoir l'emploi et la formation. Il a notamment un partenariat avec France Travail pour les actions "Job & sport". France Travail a apporté son soutien pour la communication, l'identification des candidats, la participation de conseillers et la présentation des aides à l'emploi. Le MEDEF Corse a aussi participé aux salons en ligne organisés par Pôle Emploi. Ces actions découlent d'un accord de partenariat régional signé le 12 décembre 2023, visant une collaboration plus étroite et l'organisation d'événements conjoints. Un partenariat avec Cap Emploi Corse, via une convention Emploi & Handicap, vise à faciliter l'intégration des travailleurs handicapés, sécuriser les parcours et renforcer la compétitivité des entreprises. Les Missions locales ont été invitées à participer aux actions de recrutement "Job & sport", diffusant l'information, inscrivant les jeunes et participant activement aux journées. Le MEDEF Corse a également participé aux différents clubs RH. Enfin, une mobilisation a eu lieu pour la promotion des stages de seconde en lien avec les services de l'académie en charge de l'orientation.

LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

Le MEDEF Corse joue un rôle actif dans le lobbying et la participation à la conception et au suivi des politiques publiques. Les commissions thématiques, notamment celles sur les Compétences et le Développement des entreprises, permettent de **porter la voix des entreprises** sur les sujets économiques et sociétaux du territoire. Le MEDEF Corse est impliqué dans le "Collectif Inter-Financeurs", animé par le Medef depuis 2016. Ce collectif, composé de représentants d'entités publiques et parapubliques (Collectivité de Corse, France Travail, Agefiph, AT PRO, OPCO, DREETS, CARIF OREF), sert de laboratoire pour la relation financeurs-prestataires de formation et complète les travaux du CREFOP. En 2024, le Collectif Inter-Financeurs a diffusé une newsletter trimestrielle destinée aux organismes de formation et CFA.

Le MEDEF Corse participe également aux réunions du Bureau du CREFOP, ainsi qu'à ses commissions. Ces commissions travaillent sur l'évaluation du CPRDFOP, la formation pour l'élaboration de la liste des métiers en tension, le déploiement de formations dans le cadre de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie, et l'orientation pour la participation à la conception et l'organisation des "Strade di l'Orientazioni". En tant que titulaire, le représentant du MEDEF est présent à toutes les instances (Bureau-CA-Commission) de Transitions Pro Corsica, et le MEDEF a assuré la **présidence de cette instance en 2024**. Les partenariats avec France Travail et Cap Emploi Corse illustrent également la participation du MEDEF Corse à la mise en œuvre de politiques publiques régionales.

Une démarche collective a été lancée en juillet 2023, l'"**Enquête sur la vision du monde économique pour la Corse à 2030**". Elle associe des adhérents et des experts pour identifier les grandes priorités pour un développement responsable de la Corse et proposer des actions concrètes. Tout au long de 2024, ces réflexions ont été partagées avec les acteurs politiques et institutionnels de Corse afin de contribuer à une vision prospective pour 2030. Un rapport a été remis au Président de l'Agence de Développement Economique de la Corse. Enfin, le MEDEF Corse s'attache à renforcer ses liens avec le Medef National, avec notamment des visites de Vice-présidents et l'organisation d'un comité des régions décentralisé en Corse.

FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

En 2024, le MEDEF Corse a entrepris des missions visant à **définir une politique régionale patronale** en matière d'emploi et de formation, répondant aux besoins des entreprises locales. La mobilisation des adhérents est un axe majeur, concrétisé par l'inscription systématique de points liés à la Formation Professionnelle, à l'emploi, au développement des compétences, à l'apprentissage et aux relations école-entreprise à l'ordre du jour de chaque Conseil d'Administration du MEDEF. L'organisation de l'équipe régionale emploi-formation fait également partie de ces missions. Des actions de **formation spécifiques ont été réalisées à destination des mandataires** aux dates des 26 septembre et 27 novembre 2024. Par ailleurs, le MEDEF Corse a assuré la promotion des formations dispensées par "l'Académie" tout au long de l'année, utilisant des mailings, les réseaux sociaux et la communication directe lors des rencontres avec les adhérents.

RELATION ECOLE-ENTREPRISE

La promotion de la relation entre le monde de l'éducation et celui de l'entreprise est une priorité pour le MEDEF Corse, qui déploie un plan d'actions issu d'une convention de coopération avec la Région académique de Corse. L'action phare est le **déploiement de la 25ème édition de la Semaine Ecole-Entreprise**, coorganisée avec le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse. Cet événement, qui s'est déroulé du lundi 18 novembre au vendredi 22 novembre 2024, avait pour thème "**Coopération écoles-entreprises : l'innovation en action I**". L'objectif est de développer et valoriser les passerelles entre le monde éducatif et le monde professionnel. Le thème met l'accent sur les enjeux liés à l'innovation, les compétences clés et les savoir-être. Une attention particulière est portée à la promotion de l'égalité filles-garçons et à l'orientation des jeunes femmes vers les domaines scientifiques et technologiques. Pour la deuxième année consécutive, la Semaine Ecoles-Entreprises a eu lieu aux mêmes dates que la Semaine de l'Industrie pour renforcer la coopération et la visibilité. La Semaine Ecole-Entreprise complète la Semaine de l'Industrie en se concentrant sur le secteur professionnel, mais avec une approche plus large englobant tous les secteurs professionnels. Les objectifs communs incluent l'événementiel et la communication.

Les objectifs généraux de ces manifestations sont de permettre aux élèves et enseignants de découvrir l'entrepreneuriat et les métiers, et d'influencer leurs perceptions. Les opérations sont diverses et ciblent les jeunes, les enseignants, les parents, le grand public et les spécialistes. Elles ont impliqué de nombreux partenaires (Services de l'État, collectivités, chambres consulaires, France Travail, OPCO, Missions locales, entreprises volontaires, établissements scolaires). Plus de **50 événements gratuits** et ouverts au grand public se sont déroulés dans toute la Corse lors de cette édition 2024. Ces actions prenaient la forme de visites d'entreprises (42 réalisées), de journées portes ouvertes dans des établissements de formation, d'interventions dans les établissements scolaires, et d'animations ou ateliers pédagogiques. Le MEDEF Corse a contribué en finançant les déplacements des élèves pour certaines actions. Les annexes détaillent les calendriers de ces visites.

Parmi les 7 actions principales mises en place en 2024, en plus de la Semaine Ecole-Entreprise, on trouve :

- L'action "**Job & sport**" dédiée à l'orientation et l'insertion professionnelle des jeunes, notamment ceux des filières technologiques et professionnelles. Organisée le 15 février 2024 à Bastia, elle a mobilisé le MEDEF Corse, l'Éducation Nationale et France Travail pour accompagner 33 élèves à trouver leur premier emploi. Un "Sport dating" a permis à ces jeunes de rencontrer 10 recruteurs de 2 entreprises et 3 agences de recrutement. L'objectif était d'utiliser les valeurs du sport pour rapprocher jeunes et recruteurs et identifier les savoir-être attendus.

- L'action "**Boss invitent les Profs**", qui organise des rencontres entre élèves (sections Hôtellerie, Santé et Social) et professionnels pour tisser des liens entre l'école et le monde du travail.
- Les "**Ateliers de prise de parole en public**", dispositif visant à aider les élèves à préparer leurs futurs entretiens d'embauche, notamment en gérant leur stress et en étant à l'aise. Ces ateliers sont animés par des professionnels de la communication. 4 ateliers ont été réalisés en 2024.
- Une "**Classe en Entreprise**", qui permet aux élèves de découvrir le fonctionnement d'une entreprise et ses métiers. Un exemple est la journée organisée à l'enseigne LEROY MERLIN à Ajaccio pour 26 élèves de 4ème. Les objectifs incluent la découverte de l'entreprise et de ses métiers, l'élaboration d'un projet d'orientation, le lien entre les matières scolaires et la réalité du terrain, et l'identification des "soft skills" attendus.
- Le challenge "**Clash tes stéréotypes**", organisé sur l'année scolaire 2023/2024, visant à promouvoir l'égalité professionnelle et la mixité en luttant contre les clichés de genre. Ce concours de clips vidéo et d'affiches a impliqué 19 établissements et 647 élèves. La remise des prix a eu lieu le 23 avril 2024.
- La mobilisation pour la promotion des **stages de seconde**, en collaboration avec le Rectorat de Corse.

Au total, en 2024, le Medef Corse a mis en place 7 actions "Ecole Entreprise" grâce à l'engagement de 34 entreprises, touchant près de 800 élèves répartis dans 25 établissements scolaires.

GRAND-EST

PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le MEDEF Grand Est a agi auprès de ses adhérents en 2023 pour les accompagner face aux évolutions économiques, technologiques, écologiques et sociétales, ainsi qu'à la problématique de la pénurie de main d'œuvre, en leur proposant des outils et des prestations de services. La **gestion des compétences** est considérée comme indispensable au sein des entreprises.

Les actions menées dans ce cadre incluent :

- L'élaboration de **fiches techniques "Emploi – Formation"** basées sur les données d'ADECCO ANALYTICS pour identifier les besoins en compétences et la situation de l'emploi dans la région. Ces fiches visent à asseoir l'argumentaire et l'expertise économique des adhérents et à permettre un débat pertinent avec les interlocuteurs institutionnels et politiques.
- La participation à divers événements régionaux :
 - Un **Atelier RH sur la marque employeur** à la demande du MEDEF Aube, abordant les bonnes pratiques face aux tensions de recrutement et la motivation des salariés. Un atelier similaire a eu lieu en novembre pour le MEDEF Meurthe & Moselle concernant le **Conseil en Evolution Professionnelle (CEP)**.
 - L'organisation du **Village du recrutement** à Charleville-Mézières (Place Ducale) les 16 et 17 juin 2023, conjointement avec la CPME et l'U2P. Cet événement a réuni des acteurs de l'emploi et a permis la présence de 70 entreprises ardennaises, accueillant 1330 visiteurs et collectant 670 CV.
 - Un **Forum de l'entrepreneur** en marge de la Foire de Châlons-en-Champagne le 6 septembre 2023, en partenariat avec Réseau initiative Marne. Cet événement a inclus une table ronde sur le financement et le recrutement pour la création/reprise d'entreprise et un salon des partenaires où le MEDEF Grand Est avait un stand pour recruter des adhérents.
- La promotion de l'**alternance** auprès des jeunes et des entreprises.

- La formalisation d'une offre de services pour les adhérents du MEDEF Régional, incluant l'organisation de **réunions et de webinaires** pour présenter et décrypter l'actualité Emploi - Formation - Éducation.
- Le développement de l'attractivité des territoires par la **promotion de l'entrepreneuriat**, notamment via les partenariats avec EPA Grand Est (Entreprendre Pour Apprendre) et le dispositif "Entrepreneuriat des Jeunes" du Conseil Régional Grand Est.
- L'accompagnement des entreprises via le dispositif **ARDAN** (Action Régionale pour le Développement d'Activités Nouvelles), qui vise à favoriser la concrétisation de projets de développement, l'emploi de demandeurs d'emploi et la sécurisation des parcours professionnels. Le MEDEF Grand Est participe aux Comités d'Engagement ARDAN, examine les dossiers et identifie les besoins en compétences des TPE.
- La participation à l'appel à projets du Fact de l'Anact sur l'**amélioration de l'attractivité des entreprises** par les conditions de travail et d'emploi. Le projet retenu par le MEDEF Grand Est, appelé "Lab' des Solutions", constitue un collectif d'entreprises travaillant sur des solutions et prévoyant la rédaction d'un livre blanc.

LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

Le MEDEF Grand Est vise à se conforter comme **interlocuteur de référence auprès des pouvoirs publics** sur les questions Emploi – Formation – Éducation, afin de **défendre les intérêts des entreprises** dans l'élaboration, la conception, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques. L'une des stratégies principales pour atteindre cet objectif est d'**influer sur la politique régionale** en matière d'Emploi – Éducation – Formation. Cela se traduit par :

- La préparation et la participation aux travaux menés au sein des instances quadripartites et paritaires.
- L'anticipation et la préparation de l'élaboration du prochain **CPRDFOP 2023-2028** (Contrat de Plan Régional pour le Développement de la Formation et de l'Orientation Professionnelle).
- Le travail en **partenariat** avec l'État, le Conseil Régional Grand Est, la DREETS Grand Est et les Partenaires Sociaux.
- La participation à l'élaboration du **diagnostic régional Emploi – Formation - Éducation** en lien avec l'écosystème régional, incluant le recensement et l'analyse des besoins en compétences (via ADECCO ANALYTICS notamment) et la compilation d'informations issues des instances.
- Le **portage de la doctrine MEDEF et de la voix des entreprises** concernant les besoins en compétences au sein des instances et de l'écosystème régional.

Le MEDEF Grand Est est représenté dans plusieurs **instances de gouvernance régionales** Emploi - Formation, où il joue un rôle clé pour influencer les politiques :

- Le **CREFOP** (Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelle), dont les missions incluent la coordination des acteurs, le diagnostic et l'évaluation des politiques régionales. Le MEDEF est représenté dans toutes ses instances (Conseil Plénier, Bureau, Commissions) et porte la voix des entreprises, notamment sur les tensions de recrutement. En 2023, le CREFOP a notamment travaillé sur l'élaboration du CPRDFOP, les métiers en tension, le PRIC, le CEJ, le CEP, le marché du travail, etc.
- **TRANSITIONS-PRO Grand Est**, dont les missions sont de développer les transitions professionnelles et le déploiement du certificat CLéA. Le MEDEF Grand Est détient la Vice-Présidence de cette instance. Les travaux ont porté sur l'étude des demandes de

financement (PTP), la validation des projets Démissionnaires, la validation des certificats CLÉA et la gestion de la structure.

- **Pôle Emploi – IPR** (Instance Paritaire Régionale), qui garantit l'application de la convention d'assurance chômage et participe au diagnostic. Le MEDEF est représenté lors des réunions mensuelles. Les sujets abordés ont inclus la transformation de Pôle Emploi en France Travail, les bilans de formation, les dispositifs (Démissionnaire, CEJ, PMSMP) et l'analyse du marché du travail (BMO).
- **Conseil Paritaire Régional APEC Grand Est**, qui favorise le placement des cadres et met en œuvre le CEP. Deux réunions se sont tenues en 2023, abordant notamment la semaine de l'évolution professionnelle et le fonds NovApec.
- **ARACT Grand Est - CPR** (Agence Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail), dont la mission est d'améliorer la qualité de vie et les conditions de travail, contribuant ainsi à la performance des entreprises. L'année 2023 a été marquée par la transformation du réseau régional et le passage à un paritarisme de projet. Le MEDEF a désigné des mandataires respectant la parité pour cette instance.
- **Conseil de Perfectionnement des CFA**, pour proposer des améliorations sur l'organisation de l'apprentissage et influencer l'offre de formations en fonction des besoins des entreprises.
- **CAEN** (Conseil Académique de l'Education Nationale), où le MEDEF siège pour émettre des vœux sur l'organisation de l'enseignement public et examiner les schémas prévisionnels des formations. Un CAEN interacadémique a réfléchi à la carte des formations pour la rentrée 2024 dans le cadre de la réforme du lycée professionnel.

FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

L'équipe Emploi – Formation du MEDEF Grand Est assure l'animation et la coordination des mandataires du MEDEF Grand Est au sein des instances de gouvernance. Les mandataires sont considérés comme un levier d'influence et de leadership, des ambassadeurs des valeurs entrepreneuriales qui défendent les intérêts des entreprises.

L'accompagnement des mandataires par l'équipe Emploi – Formation est une priorité. Cet accompagnement vise à :

- Organiser des **réunions ou échanges préparatoires** pour rappeler les lignes politiques du MEDEF et fournir des éléments de langage.
- S'assurer que les mandataires **respectent la doctrine MEDEF** et défendent les intérêts des entreprises, en leur apportant une expertise.
- Construire une **relation qualitative de travail et d'échanges** pour porter la voix du MEDEF dans les actions de lobbying.
- Veiller à la **cohérence des positions** portées par chaque mandataire.
- Créer des **liens transverses** entre les différentes instances régionales.
- Les **alimenter** avec des éléments de langage, des informations juridiques/techniques et des notes thématiques.
- Tisser des **liens fonctionnels réguliers** (téléphone, mails, points) en amont des réunions. Le rôle de l'équipe est déterminant dans la transmission des positions du MEDEF.

L'équipe Emploi – Formation a également pour objectif de construire une **communauté des mandataires**. Dans ce cadre, un **séminaire des mandataires** a été organisé en octobre 2023 pour valoriser leur fonction et créer un espace d'échanges et de partage sur les positions du MEDEF.

L'équipe Emploi – Formation s'est chargée d'intégrer et de former les nouvelles recrues au sein du MEDEF Grand Est à la suite des changements structurels de 2023.

RELATION ECOLE-ENTREPRISE

Le développement de la relation École - Entreprise est un axe majeur pour le MEDEF Grand Est afin de **contribuer à la réduction des tensions de recrutement** en investissant sur la jeunesse et le long terme. L'objectif est d'apporter aux jeunes une vision de l'entreprise, de répondre aux besoins en compétences et de favoriser l'orientation des élèves vers les filières et métiers porteurs.

Les actions menées dans ce domaine incluent :

- La collaboration avec la **Région académique Grand Est** sur des actions de rapprochement du monde de l'entreprise et de l'éducation.
- L'investissement au sein d'**EPA Grand Est** (Entreprendre Pour Apprendre). Le MEDEF est représenté au Conseil d'Administration et dans les Commissions Territoriales. Cette participation permet de faire la **promotion des métiers et de valoriser les entreprises** auprès des jeunes. Le MEDEF contribue en constituant un réseau de **mentors de mini-entreprises** et de membres de jury pour les festivals d'EPA. L'objectif est de révéler le potentiel des jeunes et de les initier au monde économique. L'investissement dans EPA permet aussi de nouer des liens avec la Région académique et les rectorats.
- La participation au **Jury de l'entrepreneuriat des Jeunes**, sollicité par le Conseil Régional Grand Est, qui permet d'octroyer un **soutien financier** à de jeunes créateurs d'entreprises. Le MEDEF étudie les dossiers et rencontre les entrepreneurs.
- L'organisation de la **Semaine École - Entreprise**. L'académie de Reims et plusieurs MEDEF territoriaux proposent des immersions en entreprise pour le personnel de l'Éducation nationale afin d'améliorer leur connaissance du monde économique, des qualifications et des emplois, et ainsi mieux guider les élèves. L'édition 2023 a proposé 430 places de visites, mais la participation a été jugée décevante.
- Le partenariat avec l'association Mille & Un pour le **Trophée Mille**, un concours ouvert aux apprentis et élèves de lycées hôteliers qui vise à mettre en valeur le talent et promouvoir les filières professionnelles et l'apprentissage.

GUADELOUPE

Voici une synthèse des activités de l'UDE-MEDEF Guadeloupe, structurée selon les quatre parties demandées et basée sur les sources fournies, principalement le rapport d'activité 2024.

PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

L'UDE-MEDEF Guadeloupe place l'emploi, la formation et l'orientation professionnelle au cœur de sa stratégie. En 2024, trois axes stratégiques majeurs guident ses actions dans ce domaine : favoriser l'accès à l'emploi, renforcer l'offre de formation pour qu'elle soit mieux adaptée aux besoins des entreprises, et structurer une orientation professionnelle efficace. L'organisation constate que malgré une amélioration globale, le taux de chômage en Guadeloupe reste supérieur à la moyenne nationale, soulignant des défis structurels. Il est essentiel de renforcer la collaboration entre les acteurs de la formation, les organismes publics et le secteur privé. Le territoire est également confronté à la "fuite des cerveaux", à laquelle une orientation professionnelle efficace pourrait remédier en créant des passerelles entre le monde éducatif et le marché du travail.

Dans le cadre de sa mission de service aux adhérents, l'UDE-MEDEF offre un accompagnement et des informations sur les dispositifs facilitant leurs démarches et l'accès aux aides. La Responsable Emploi Formation (REF), Nicole COSSET, agit comme point d'accueil AGEFICE, diffusant des informations, contrôlant et saisissant les dossiers de formation. En 2024, 19 dossiers ont été traités via ce point d'accueil.

Plusieurs événements sont organisés pour promouvoir l'emploi et la formation :

- Le **Rallye de l'alternance**, un job dating spécial alternance organisé conjointement avec l'UMIH Direct Guadeloupe, a réuni plus de 250 jeunes le 29 octobre 2024. Plus de quinze

entreprises ont proposé plus de 55 offres dans divers domaines. Cet événement vise à découvrir de nouveaux talents et à encourager l'alternance, contribuant à l'insertion professionnelle des jeunes.

- Les **Cafés de l'UDE MEDEF**, dont la première édition a été consacrée au financement de la formation professionnelle, ont rassemblé entreprises et acteurs institutionnels pour sensibiliser, orienter et fédérer autour de l'investissement dans les compétences. Des témoignages d'experts, un espace de questions-réponses et du networking ont marqué cette matinée d'échanges.
- Le **Déjeuner de l'entrepreneur** a réuni plus de soixante-dix entrepreneurs le 18 octobre. Les échanges ont porté sur « l'objectif plein emploi : réalité et moyens pour le territoire Guadeloupe », incluant un état des lieux de l'employabilité et un point sur les dispositifs d'insertion professionnelle avec des interventions d'officiels.

La **Mission Handicap** est un engagement important pour l'UDE-MEDEF, visant l'inclusion et le maintien en emploi des travailleurs en situation de handicap. Une convention de partenariat signée en décembre 2022 avec l'AGEFIPH a donné lieu à une série d'actions. Cette convention a été étendue jusqu'au 31 décembre 2024 afin de réaliser pleinement le plan d'action. Ce plan inclut des actions dans le cadre de la Semaine Européenne pour l'Emploi des Personnes Handicapées (SEEPH), de l'information des chefs d'entreprises sur les missions et l'offre de services de l'AGEFIPH, la préqualification d'entreprises de plus de 100 salariés pour mobiliser l'offre de services de l'AGEFIPH (aides financières, conseil, sensibilisation), la professionnalisation des adhérents via le dispositif Modul'Pro 1 de l'AGEFIPH, la présentation des aides pour le maintien dans l'emploi auprès des services de Santé au Travail, et la communication de l'offre de service de l'AGEFIPH via des flash infos mensuels et une diffusion aux adhérents. Le bilan de ce partenariat a été jugé positif, favorisant le rapprochement avec les partenaires de l'emploi et du handicap. Des actions concrètes en 2024 ont inclus la diffusion d'une fiche de liaison pour recueillir les besoins des entreprises, la promotion de Modul'Pro 1, la sensibilisation de l'équipe et du Conseil d'administration de l'UDE-MEDEF, la co-organisation d'un événement sur le handicap et la marque employeur, et l'organisation d'une représentation théâtrale sur la sensibilisation au handicap en milieu professionnel pour les adhérents. De nouveaux engagements communs sont prévus pour 2025 avec l'AGEFIPH.

La commission emploi compétences de l'UDE-MEDEF, présidée par Lydie BON LUJEN en 2024, travaille sur l'alternance et l'employabilité (incluant travailleurs handicapés, seniors, femmes, jeunes diplômés, demandeurs d'emploi, développement des compétences). Elle a noué des partenariats pour des actions liées à l'employabilité, comme une réunion avec l'APEC sur les femmes inspirantes, les Olympiades Régionales des métiers avec le GIP DAIFI, et un Meet up pour le retour au pays avec Alé Vini.

LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

L'UDE-MEDEF participe activement à l'élaboration et à la consultation des politiques publiques afin de renforcer son influence. Cela se traduit par un travail quotidien avec les différents acteurs du territoire.

Un exemple concret est la **signature de la charte RUCAP**, une charte territoriale d'insertion et d'emploi pour le programme de renouvellement urbain de l'agglomération Cap Excellence. Cette charte définit des objectifs d'insertion pour les projets et s'inscrit dans la politique locale d'insertion et d'emploi animée par l'EPCI et les partenaires du Service Public de l'Emploi Local.

Le partenariat avec **Pôle Emploi (ancien France Travail)** vise à construire une politique anticipative pour l'emploi, les compétences et la sécurisation des parcours professionnels. L'UDE-MEDEF a mené une campagne de sensibilisation auprès de ses adhérents pour les inciter à compléter l'enquête annuelle des Besoins en Mains d'œuvres (BMO) de Pôle Emploi. Cette enquête est jugée essentielle pour anticiper les difficultés de recrutement, améliorer l'orientation des demandeurs d'emploi vers les métiers en adéquation avec le marché du travail, et informer sur l'évolution du marché.

Concernant le **Conseil Régional**, l'UDE-MEDEF reconnaît son rôle principal dans la coordination économique, notamment pour l'enseignement secondaire/supérieur, la formation professionnelle,

l'apprentissage, l'alternance, le développement économique et l'innovation. Cependant, l'UDE-MEDEF constate et déplore "l'inertie" causée par la Région et son manque de coopération avec les autres acteurs du territoire, citant l'exemple des réunions du CREFOP (Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelle). Malgré ces difficultés, l'UDE-MEDEF avance "à très petits pas" avec la Région, qui a notamment répondu positivement à une sollicitation pour une intervention sur le financement de la formation professionnelle en fin d'année. L'UDE-MEDEF participe également au jury du dispositif Cadres d'Avenirs de LADOM aux côtés de la préfecture.

L'UDE-MEDEF est représentée dans le **CREFOP**, où elle siège pour la commission Orientation, Formation et Qualification (OFQ), la commission Emploi, Mutations Economiques (EME), et la commission Évaluation des politiques de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles (EPEFOP). En 2024, les membres du CREFOP se sont peu réunis, et les réunions tenues ont été principalement descendantes, sans travail collaboratif. Les sujets abordés incluent l'élaboration du CPRDFOP, les métiers en tension, et d'autres dispositifs. Une étude sur l'emploi dans le sport en Guadeloupe a été présentée lors du comité plénier de juillet 2024.

FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

L'UDE-MEDEF Guadeloupe est représentée par près de **88 mandataires** siégeant dans 39 organismes et instances, totalisant 121 mandats. Une commission des mandats, présidée par Philippe CHAULET, veille à ce que ces mandataires soient les porte-parole efficaces de la politique définie par l'UDE-MEDEF.

Le rôle de cette commission et de l'équipe Emploi-Formation est d'assurer l'appui aux mandataires. Cela inclut l'organisation de réunions ou d'échanges préparatoires pour rappeler les lignes politiques, transmettre des éléments de langage, et s'assurer que les mandataires respectent la doctrine MEDEF et défendent les intérêts des entreprises. L'équipe apporte une expertise et cherche à construire une relation qualitative avec les mandataires pour renforcer l'action de lobbying. Elle assure également la cohérence des positions et crée des liens transverses entre les instances.

L'UDE-MEDEF est représentée dans des instances clés comme le CREFOP, TRANSITION PRO Guadeloupe (ATPro), Pôle Emploi (IPR), l'AGIH, l'ASFO, le CNAM, AKTO, CARIF-OREF, et la Mission Locale. Le CREFOP et l'ATPRO sont considérés comme des mandats prioritaires. L'UDE-MEDEF détient la Vice-Présidence de l'ASSOCIATION TRANSITIONS PRO Guadeloupe, dont le nouveau bureau a été nommé en novembre 2023 après une période de transition.

Un **séminaire des mandataires** a été organisé le 13 décembre 2024. Cette deuxième édition a rappelé l'importance des mandataires et a permis des échanges et des propositions d'actions pour améliorer la gestion des mandats. Les participants ont travaillé en ateliers thématiques : Social et Sociétal, Emploi-Formation, Économie, et Prud'homal.

RELATION ECOLE-ENTREPRISE

Le rapprochement entre le monde éducatif et le monde économique est un axe majeur pour l'UDE-MEDEF Guadeloupe afin de contribuer à l'insertion professionnelle des jeunes et de répondre aux besoins en compétences des entreprises.

Depuis le 10 novembre 2022, une **convention de coopération** lie l'UDE-MEDEF Guadeloupe et le Rectorat de l'Académie de la Guadeloupe pour améliorer l'orientation et l'insertion professionnelle des jeunes et adultes. Des moyens spécifiques, incluant le recrutement d'une Chargée de projet dédiée (Kelly COQUERELLE) financée par le MEDEF national, ont été alloués pour réaliser les actions de cette convention. Les trois axes de coopération sont : valoriser l'entreprise et l'entrepreneuriat auprès des apprenants, faciliter l'insertion professionnelle des jeunes, et favoriser l'accueil et l'immersion professionnelle du personnel de l'Éducation nationale. En 2024, l'UDE-MEDEF a réalisé près de 15 actions dans ce cadre, visant notamment la promotion de l'égalité des chances, la découverte des métiers et l'accompagnement à la recherche de stages.

Les actions spécifiques menées incluent :

- L'accompagnement pour la mise en œuvre des **stages obligatoires de deux semaines en seconde** générale. L'UDE-MEDEF a collaboré avec le DRAFPIC, organisé des réunions de travail, informé et sensibilisé ses adhérents, et les a encouragés à publier des offres sur les plateformes dédiées ("1 jeune, 1 solution", CVthèque UDE-MEDEF). Cette initiative a permis de créer un pont entre les lycéens et le monde professionnel, avec 86% d'élèves ayant signé une convention de stage.

- Des **actions école-entreprise** ponctuelles, dont 4 actions spécifiques sont détaillées pour 2024, comme des ateliers sur la féminisation des métiers techniques/transport, une expérience sur l'activité touristique, des témoignages de cheffes d'entreprise, et un événement sur l'entrepreneuriat à l'Université des Antilles, ainsi que le parrainage de BTS. Au total, 7 nouvelles actions et 1 renouvelée ont impliqué 4 établissements scolaires, 5 entreprises et 280 élèves.
- La 2ème édition du **Forum des métiers** s'est tenue le 14 novembre 2024, coorganisée avec l'UMIH Direct Guadeloupe et l'Académie Guadeloupe. L'objectif était d'aider les jeunes dans leur orientation, de faciliter les immersions et de valoriser les secteurs/métiers en tension. L'événement, parrainé par Miss Guadeloupe 2023, a proposé des ateliers (CV, stages, entretiens), des stands et du job-dating, mobilisant divers intervenants (France Travail, Région, centres de formation, entreprises).
- La **Semaine École-Entreprise** (25ème édition) s'est déroulée en novembre 2024, avec pour thème « Coopération école-entreprise : l'innovation en action ! ». L'UDE-MEDEF et l'Académie ont mené 7 actions conjointes, incluant des visites d'entreprises (Myditek, Essilor, Gardel), des interventions en collège, et une visite virtuelle. Ces actions ont touché 294 élèves de 8 établissements scolaires avec la mobilisation de 7 entreprises.
- La **Semaine de l'industrie** (2024) avait pour thème « l'industrie, fabrique ton territoire ». En partenariat avec l'Académie et la DEETS, l'UDE-MEDEF a proposé des événements pédagogiques et de découverte des métiers industriels, dont des visites d'entreprises (Grand port maritime, Lafarge, SARA). L'objectif est de renforcer l'attractivité de l'industrie et de promouvoir une image moderne, innovante et écologique, touchant environ 67 élèves de 3 établissements scolaires via 3 actions.

L'UDE-MEDEF participe également au jury du dispositif l'entrepreneuriat des Jeunes sollicité par le Conseil Régional, qui permet d'octroyer un soutien financier à de jeunes créateurs d'entreprises.

HAUTS-DE-FRANCE

PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

- Le MEDEF met la **création d'emplois** et la croissance durable au cœur de son action. Les entreprises sont vues comme une solution face au défi de la transition écologique, notamment les entreprises qui investissent, innovent, **forment**, se décarbonent et génèrent une croissance responsable.
- Le projet de **Formation-action** vise à accélérer la transformation et la relance économique en aidant les entreprises à s'adapter aux transitions environnementale et climatique.
- Cette action a pour objectif d'accompagner une promotion de 10 entreprises (TPE/PME/PMI) vers des modèles durables et de créer les conditions pour une économie plus sobre, résiliente et performante.
- L'accompagnement utilise le modèle de la « **permaentreprise** », qui renouvelle la pensée entrepreneuriale et vise à créer de la valeur tout en respectant des principes éthiques, notamment **prendre soin des humains**.
- L'action est intitulée « Formation – Action innovation organisationnelle et décarbonation ». Elle se déroule de septembre 2024 à mars 2025.
- Les modalités incluent 4 sessions de travail **collectives** et 4 intersessions **individuelles** réparties sur 6 mois. Il y a des **ateliers collaboratifs théoriques et pratiques** animés par l'équipe de Thomas Breuzard et Auddicé.

- L'accompagnement individuel permet d'acquérir la **méthodologie et de développer les outils**. L'accompagnement collectif permet l'échange d'expériences et la **mutualisation de compétences**.

LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

- Le MEDEF Hauts-de-France agit **auprès des pouvoirs publics au niveau régional**, notamment le Conseil Régional, le Préfet de région et les services déconcentrés de l'État en région (DREEDS, DREAL...).
- Il a pour rôle d'**élaborer des propositions, des prises de position** et de mener des actions collectives visant à **soutenir la compétitivité des entreprises** et **favoriser le développement de l'emploi**.
- Le MEDEF HDF **exprime et défend le point de vue et les préoccupations des entrepreneurs** auprès des instances et décideurs publics régionaux.
- Il **représente les entreprises** et anime les mandats régionaux interprofessionnels.
- Le projet vise à **inventer un nouveau modèle de capitalisme décarboné** et à réinventer les modèles de production, de consommation et de management. Il s'agit de créer les conditions vers une **économie plus sobre, résiliente et performante**.
- L'expérimentation a vocation à **essaimer** sur l'ensemble de la région, voire à l'échelle **nationale**.
- Pour démultiplier l'action à l'échelle nationale, il importera de **rechercher des partenaires financeurs**, notamment l'ADEME, la BPI et/ou les **collectivités territoriales**, indiquant une interaction avec des organismes publics de financement.
- Un partenariat de Recherche-Action avec l'INSTITUT DES MINES TELECOM NORD EUROPE (IMT NE) vise à identifier les besoins techniques en décarbonation et proposer des solutions, notamment au regard des **aides et dispositifs de l'Ademe**.
- Un **Comité de Pilotage**, composé d'un représentant du MEDEF Hauts-de-France, d'un représentant du MEDEF Douaisis et des partenaires d'ingénierie du projet, est constitué pour **suivre l'action-formation et valider le bon déroulement des interventions**.

FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

- Le MEDEF Hauts-de-France **représente et accompagne les 10 MEDEF Territoriaux** de la région ainsi que 21 Fédérations.
- Il intervient en **support et en complémentarité** du réseau territorial et des fédérations.
- Une de ses missions est de **COORDONNER les fédérations professionnelles régionales et les MEDEF territoriaux**.
- Il **représente les entreprises** et anime les mandats régionaux interprofessionnels.
- Il **anime le dialogue social régional interprofessionnel**.
- Le MEDEF HDF **organise les échanges, favorise le partage d'expériences** et **promeut les synergies**.
- Les **MEDEF Douaisis, Artois et Lille Métropole** ont participé en sensibilisant, recensant et proposant des entreprises pour l'action-formation.

RELATION ECOLE-ENTREPRISE

- L'INSTITUT DES MINES TELECOM NORD EUROPE (sites de l'Université de Lille et Douai) est un partenaire de l'action collective.

- Un partenariat de **Recherche-Action** est mis en œuvre avec l'IMT NE.
- Les missions de l'IMT NE dans ce partenariat sont :
 - **Sensibiliser les étudiants** sur les nouveaux modèles d'organisation en lien avec la RSE et la perma entreprise.
 - **Mobiliser un groupe projet d'étudiants** sur le suivi de la Formation-Action afin de capitaliser la démarche et d'évaluer les résultats.
 - Faire travailler des **élèves ingénieurs sur des missions** visant à détecter et formaliser des besoins techniques en décarbonation et proposer des solutions d'accompagnement.
- Bien que non directement lié à l'action MEDEF HDF ici, le texte mentionne que Sylvain Breuzard, PDG de Norsys (entreprise partenaire), est le créateur du **Réseau Etincelle**, qui vise à rendre **entrepreneurs de leur vie les jeunes en rupture scolaire**.

ILE-DE-FRANCE

PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

- La mission emploi, formation du MEDEF Île-de-France vise à mettre en œuvre la politique et les priorités du MEDEF sur les sujets d'éducation/orientation, d'emploi, de formation et de compétences dans la région.
- Le MEDEF Île-de-France cherche à **faciliter la connaissance des métiers et l'accès à l'emploi** pour les publics visés par les dispositifs de la DRIETS.
- Il s'agit également d'**accompagner les entreprises pour satisfaire leurs besoins de recrutement**.
- Quatre **Développeurs de l'emploi** sont mobilisés dans les territoires et détachés au sein des MEDEF Territoriaux pour cette mission.
- Une action spécifique a porté sur le projet « Mon emploi après les JOP 2024 », visant à **accompagner les parcours vers l'emploi durable** des personnes ayant travaillé pendant les Jeux. L'action a consisté notamment à **recenser les besoins en compétences** auprès des entreprises et à communiquer auprès des franciliens formés dans le cadre des JOP et sans emploi post-JOP, pour des emplois durables répondant aux besoins des entreprises adhérentes. L'objectif était de **mobiliser les entreprises** pour qu'elles déposent leurs offres d'emploi sur une nouvelle plateforme et recrutent ces publics, en valorisant les compétences acquises ou en identifiant des passerelles entre métiers.
- Le partenariat avec Oriane vise à **renforcer les actions de découverte des métiers** et à aider les publics, notamment les jeunes, à se projeter dans le monde professionnel, en particulier vers les secteurs porteurs d'insertion et les métiers en tension ou d'avenir.
- Les pistes d'actions pour la promotion des métiers incluent des "Oriane tour" dans les quartiers prioritaires (QPV), des Job-dating en entreprise, des actions "Ambassadeur métier" ou "RDV avec un professionnel", et des bus de l'orientation.
- Le partenariat avec l'APEC cible l'emploi des cadres, des jeunes (Bac +3) et des seniors. Une étude sur l'emploi des seniors, ses résultats, pistes d'actions et illustrations en termes de RSE a été présentée, dans le but de **lever les freins au recrutement des seniors**.
- Le MEDEF IDF collabore avec les acteurs de l'insertion par l'activité économique (IAE) pour favoriser l'accueil des salariés de l'IAE. Ce partenariat cherche à renforcer l'impact social

du MEDEF, organiser des actions communes (ex : webinaires sur achats responsables) pour accompagner les adhérents, **lutter contre l'exclusion en appuyant le réseau d'entreprises dans la politique d'insertion et le recrutement**, et renforcer les liens avec les Structures d'Insertion par l'Activité Économique (SIAE).

- Un partenariat avec l'EPIDE 77 (acteur de l'insertion) vise à aider les jeunes de 17 à 25 ans à construire un projet professionnel pour accéder à un emploi durable ou une formation.
- Un travail est étudié avec le service recrutement de l'académie de Paris pour faire face à la **pénurie de main d'œuvre enseignante**, notamment par la recherche de futurs contractuels et professionnels en reconversion.
- Un total de **229 diagnostics d'entreprises** ont été réalisés dans les territoires à fin décembre 2024.
- Une enquête Emploi-Formation a été coconstruite avec la DRIEETS pour mesurer l'impact des dispositifs facilitant l'insertion dans l'emploi.
- Le MEDEF Île-de-France et les MEDEF Territoriaux ont initié ou participé à de nombreux événements (salons, forums, visites d'entreprises) pour accompagner les parcours de formation ou professionnels des jeunes, demandeurs d'emploi, actifs et personnes en reconversion. Ces manifestations visent à informer, échanger, sensibiliser et mettre en relation le public avec les employeurs, partenaires et acteurs de l'emploi.
- Le MEDEF Île-de-France est partenaire de salons emploi-formation, notamment sa propre « Fête des Métiers et de l'Alternance ». L'édition 2024 de ce salon a attiré 6 500 visiteurs en présentiel et 13 000 en distanciel, avec 150 exposants et plus de 6 000 offres d'emploi, dont 80% en alternance. Il a accueilli divers publics et acteurs de l'emploi, formation et inclusion.
- Le MEDEF Île-de-France joue son rôle de **partenaire du nouveau réseau pour l'emploi (RPE)** et a initié un partenariat avec France Travail Île-de-France. L'objectif est de partager l'analyse des besoins en compétences pour réduire les tensions de recrutement et mener des actions territoriales en synergie pour **promouvoir l'adaptation des compétences et l'adoption de pratiques de recrutements inclusifs**.
- L'année 2024 a été marquée par une forte mobilisation pour la promotion des dispositifs d'État en soutien à divers publics (jeunes, demandeurs d'emploi, RSA, QPV, handicap, seniors).
- Une mobilisation parallèle a eu lieu aux côtés des entreprises pour **répondre aux besoins en recrutement**.
- Le Délégué Général organise les forums pour l'emploi en Île-de-France, notamment la « Fête des métiers et de l'alternance », en recherchant des partenariats et en mobilisant les adhérents.
- La promotion du contrat de professionnalisation et des dispositifs d'apprentissage est assurée auprès des MEDEF Territoriaux dans le cadre de la convention DRIEETS.
- Valorisation des actions de promotion de la formation et de l'emploi des adhérents (branches et territoires) est réalisée, notamment via la commission AGFPN qui accorde un soutien financier.
- Les actions des MEDEF Territoriaux incluent :

- MEDEF 75 : Aider les adhérents à trouver les compétences et dispositifs pour recruter (CVthèque, Fête des métiers). Promouvoir l'emploi des personnes en situation de handicap (articles, réunions).
- MEDEF 77 : Présenter aides/formations pour publics éloignés de l'emploi, participer à la Semaine de l'apprentissage. Répondre aux demandes individuelles d'adhérents (recrutement, formation, actions école/entreprise - 58 demandes). Mener des actions ciblées sur l'insertion. Animer une CVthèque.
- MEDEF 78 : Participer à des salons de l'emploi. Accompagner des adhérents au recrutement, rencontrer publics éloignés de l'emploi (handicap, milieu protégé), participer à des jurys de créateurs d'entreprises.
- MEDEF 91 : Organiser une cérémonie valorisant l'emploi/formation. Participer à salons/événements emploi/insertion. Travailler sur les métiers en tension via la commission emploi-formation-insertion.
- MEDEF 92 : Participer à réunions/événements emploi/formation. Animer un club d'entreprises et handicap pour favoriser le recrutement, maintien, accompagnement des travailleurs handicapés. Participer à salons emploi. Diffuser de l'information sur recrutement, emploi, handicap.
- MEDEF 93+94 : Participer à la Fête des métiers. Organiser séminaire sur emploi/formation pour diffuser offres et aider au recrutement. Participer à salons sur emploi, formation, insertion handicap.
- MEDEF 95 : Organiser job dating pour métiers en tension comme hôtellerie-restauration.
- Les actions des Fédérations professionnelles pour la promotion de l'emploi et la formation incluent :
 - Les Acteurs de la compétence : Vidéos valorisant les parcours de jeunes et publics éloignés. Portail national open data sur la formation professionnelle.
 - Polyvia IDF : Animation à la Fête des métiers sur les métiers de la plasturgie.
 - FDMC : Stand au salon "Paris pour l'Emploi".
 - FEP IDF : Sensibiliser à la formation des salariés et au recrutement en alternance, organiser des job dating (dont un pour travailleurs handicapés).
 - FNAIM Grand Paris : Forum des métiers de l'immobilier pour informer et collecter des CV. Formations pour adhérents sur les métiers de l'immobilier. CVthèque et job dating pour favoriser le recrutement.
 - GATMARIF : Interventions auprès des demandeurs d'emploi sur les métiers du transport/logistique (métiers en tension), participation à forums métiers.
 - France Assureurs : Présentation des métiers de l'assurance dans forums emploi et salons étudiants. Participer à divers salons, y compris pour les seniors.
 - FFB IDF : Découverte des métiers du bâtiment.
 - FRTP IDF : Participation aux Worldskills, salons/forums et événements pour étudiants sur les métiers des Travaux Publics.

- GIM : Participation à salons sur métiers transition écologique, jeunes/alternance, emploi. Participation à job dating alternance.
- FFB Grand Paris IDF : Interventions scolaires et emploi (3000 personnes rencontrées), événements (Semaine du Bâtiment, Mois de l'orientation, Coulisses du bâtiment).
- France Chimie IDF : Salon Village de la Chimie pour faire découvrir métiers, emplois, formations de la chimie aux jeunes.

LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

- Le MEDEF Île-de-France contribue à la **co-construction de la politique publique régionale d'orientation, de formation et d'emploi** en lien avec le service public régional et les principaux opérateurs.
- Cette implication se traduit par une **participation aux réunions organisées par les acteurs régionaux de l'emploi et de la formation** et le réseau pour l'emploi (RPE).
- Des membres du MEDEF IDF ont participé à la Préfecture de région à une réunion de concertation relative à la mise en place de la gouvernance régionale du réseau pour l'emploi, sur invitation du Préfet et d'un Directeur général adjoint.
- Une nouvelle **convention MEDEF IDF / DRIEETS 2024-2025** a été signée pour deux ans. Le MEDEF Île-de-France assure le déploiement, la coordination, le pilotage et le suivi de cette convention.
- Le MEDEF Île-de-France a contribué activement à la « **Concertation régionale sur l'orientation** » coorganisée par la Présidente de la Région Île-de-France et le Recteur.
- Il a participé au projet « Mon emploi après les JOP 2024 » sur invitation de la Région IDF et France Travail.
- La réflexion sur un partenariat renforcé avec ORIANE en 2025 s'inscrit dans l'engagement du Président du MEDEF National, Patrick MARTIN, sur l'orientation, pour lequel un groupe de travail national a été lancé.
- Le MEDEF Île-de-France agit en tant que **partenaire du nouveau réseau pour l'emploi (RPE)** au niveau régional et territorial.
- Un partenariat avec France Travail Île-de-France se matérialisera par une « Feuille de route régionale » en 2025. Ce partenariat inclut le partage de l'analyse des besoins en compétences et la réalisation d'actions territoriales en synergie.
- Les actions et partenariats du MEDEF IDF ont permis de **contribuer à la politique de l'emploi et de l'insertion**.
- Le MEDEF Île-de-France participe aux **politiques publiques régionales en relais des doctrines du MEDEF National**.
- Le Délégué Général assure les **relations institutionnelles emploi / formation**.
- Il pratique le **lobbying emploi formation et promotion de l'alternance et de l'apprentissage** auprès des institutionnels régionaux : Conseil Régional, Préfecture de Région, la Drieets Ile de France.
- Il élabore la **doctrine francilienne sur l'emploi et l'apprentissage** en partenariat avec les adhérents du MEDEF IDF, la CPME IDF et la CCI Paris région IDF.
- La gestion de la convention 2024-2025 avec la Drieets Ile de France est une mission du Délégué Général. Il assure le management et l'animation des chargés de mission dédiés à cette convention. Des bilans intermédiaires sont gérés et présentés en COPIL.
- Des points réguliers et deux COPILs avec la DRIEETS Ile-de-France ont été organisés en 2024. Le bilan intermédiaire de la convention 2024-2025 a été présenté lors d'un COPIL.
- La commission AGFPN du MEDEF IDF soutient la mise en œuvre des politiques régionales emploi, formation **en cohérence avec les priorités retenues par le MEDEF sur le plan national**.

- Le salon « La Fête des Métiers et de l'Alternance » a rassemblé de nombreux acteurs régionaux institutionnels (Préfecture de région, Région IDF, Région académique, Oriane, France Travail, CCI, Missions Locales, Agefiph, Cap Emploi). Il a été inauguré par des officiels de haut rang.
- Des interviews sur le plateau TV du salon ont impliqué des officiels régionaux et nationaux (Vice-président Région IDF, Haut-Commissaire, Directeur Général Oriane, Directrice Régionale France Travail, Délégué Régional Agefiph, Président CCI IDF).
- Participation du MEDEF IDF à des **réunions nationales et groupes de travail** portés par la Direction Éducation Formation du MEDEF National.
- Participation aux **comités stratégiques Worldskills** sur l'organisation de la compétition nationale des métiers.
- Participation à des **groupes de travail nationaux** sur les reconversions, les comités pour l'emploi / Réseau pour l'emploi.
- Participation à des **Commissions et Comités nationaux** du MEDEF (Commission Éducation-Formation-Compétences-Jeunesse, Comité Formation Initiale, Comité Formation Continue).
- Lors de la REF 2024, un espace mutualisé a permis de recevoir les partenaires et décideurs franciliens, de discuter des **politiques publiques et enjeux de la Région Île-de-France**, et d'établir des contacts avec des élus.
- Les actions des MEDEF Territoriaux s'appuient sur le Réseau Pour l'Emploi (RPE) dans la promotion des dispositifs et la mise en réseau avec les partenaires locaux.
- Certains MEDEF Territoriaux (MEDEF 75, MEDEF 91, MEDEF 93+94) participent aux réunions organisées par les services de l'État (DDETS, préfecture) et d'autres acteurs.
- Le MEDEF 75 contribue aux politiques publiques ayant des effets sur l'emploi et la formation.
- Une convention est établie entre le MEDEF 91, la DSDEN et FACE Paris-Saclay pour promouvoir la féminisation des métiers de l'industrie.
- La commission emploi-formation-insertion du MEDEF 91 travaille avec les Comités Locaux Écoles Entreprises (CLEE).
- La FNAIM Grand Paris organise un job dating pour ses adhérents en partenariat avec France Travail.
- Le GATMARIF intervient dans les agences Pôle Emploi sur les métiers en tension.
- La FFB IDF mène des actions auprès des préfectures et de Pôle Emploi.

FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

- Le MEDEF Île-de-France représente et accompagne les **10 MEDEF Territoriaux** et 21 Fédérations [Mentionné dans la section du rapport, bien que pas numéroté spécifiquement pour cette phrase, le contexte global du document et les sections suivantes le confirment. Par exemple, voir actions des MT et Fédérations, et relations DG avec MT].
- Il intervient en support et en complémentarité du réseau territorial et des fédérations [Similaire au point précédent, le rôle d'animation et de support est implicite dans les actions décrites].
- Une mission est d'**animer les mandats régionaux interprofessionnels**.

- Le MEDEF Île-de-France est représenté dans les instances paritaires régionales emploi formation. Ces instances incluent le **CREFOP (devenu CRPE)**, Transitions Pro IDF, France Travail IDF (IPR, IPT, IPS), CPRI (TPE), APEC, ARCNAM, Forma SUP, Défenseurs syndicaux.
- Une **Commission des mandats du MEDEF IDF** existe, où la REF intervient sur l'actualité emploi-formation.
- La Responsable Emploi Formation gère les mandats et **accompagne les mandataires** emploi formation pour déployer une stratégie d'influence du MEDEF dans les instances de gouvernance régionale (CRPE, Transitions Pro) et auprès des partenaires (France Travail, APEC, écoles).
- La **Commission Régionale Emploi Formation (CREF)** est animée par la Responsable Emploi Formation. Cette commission a pour objet de **rassembler les mandataires** et se veut un espace d'information, d'échanges et de réflexion sur des thèmes d'actualité emploi-formation, avec une approche interprofessionnelle et intersectorielle. Elle informe sur l'actualité, débat des enjeux, formule des propositions, échange sur les priorités, impulse des dynamiques partenariales, et **mutualise/échange des bonnes pratiques**.
- De nouveaux supports de communication (Newsletter « La NEEF », « Flash Actu ») ont été lancés en 2024 par la REF pour informer l'ensemble du réseau du MEDEF IDF.
- Des réunions de travail sont organisées avec l'URSSAF et l'ensemble des Délégués Généraux des MEDEF Territoriaux franciliens.
- Le magazine CAP'IDF est mutualisé auprès de 6 MEDEF Territoriaux avec un comité de rédaction impliquant tous les DGs des MT.
- Un stand mutualisé des MEDEF franciliens a été organisé à la REF 2024.
- Une Chargée de mission est dédiée à la gestion des mandats, incluant le recensement, la création d'une base de données, et la gestion de l'annuaire.
- La Responsable Emploi Formation participe aux séminaires et points d'actualités de la Direction Éducation Formation du MEDEF National pour son réseau de responsables régionaux.
- Elle participe à des groupes de travail nationaux pertinents pour les mandats (mandataires ATPRO, gestion des mandataires).
- Elle participe à des commissions et comités nationaux (Éducation-Formation-Compétences-Jeunesse, Formation Initiale, Formation Continue).
- Elle a participé au petit-déjeuner des mandataires lors de la REF 2024, visant à renforcer les liens entre commissions et mandataires dans les instances paritaires régionales/territoriales et les comités pour l'emploi.
- Le MEDEF Île-de-France s'implique dans l'**animation des mandataires emploi-formation** afin d'accompagner la fonction et valoriser la mission au regard des enjeux régionaux.
- Les MEDEF Territoriaux s'appuient sur un réseau de professionnels du monde de l'entreprise.

RELATION ECOLE-ENTREPRISE

- La mission emploi, formation du MEDEF IDF couvre les sujets d'**éducation/orientation**.
- Le MEDEF Île-de-France a contribué activement à la « Concertation régionale sur l'orientation » coorganisée par la Présidente de la Région et le Recteur. Cette concertation

a permis un partage de constats sur la **relation École-Entreprise**, l'orientation des jeunes, leur formation et leur insertion professionnelle.

- Les objectifs de cette concertation incluaient de faire de la politique d'orientation un levier de réussite et de permettre aux élèves de faire des choix éclairés. La REF du MEDEF IDF a participé à un atelier sur l'impact de l'information sur les métiers et formations dans les choix d'orientation et l'amélioration de l'insertion professionnelle des jeunes.
- Les attentes des entreprises incluent le souhait de **rendre leurs métiers et leurs secteurs d'activité visibles et attractifs auprès des jeunes dès le collège**.
- Des préconisations portent sur la manière de mieux informer les élèves sur les métiers, de rendre visibles les partenaires de l'orientation, d'informer les enseignants, et de faire vivre le **réseau École-Entreprise**.
- Le MEDEF IDF a investi le sujet de l'orientation avec l'agence ORIANE de la Région IDF. Oriane a été mobilisée pour informer et accompagner les jeunes lors du Salon la « Fête des Métiers de l'orientation et de l'alternance ». Le partenariat avec ORIANE vise à développer les connaissances et les compétences nécessaires aux élèves pour construire progressivement leur projet d'orientation.
- Un partenariat existe avec le **ministère de l'Éducation nationale et la région académique Île-de-France**, initié dès 2023 et se poursuivant en 2024 et 2025.
- Des rencontres et événements ont eu lieu avec le ministère, le Recteur de la région académique et le Recteur de Paris.
- Des réunions de travail ont porté sur la nouvelle mission des **Responsables de bureaux des entreprises (RBDE)** et l'écosystème de la Relation École-Entreprise (REE), avec le regard du monde économique sur cette mise en place. Le Président du MEDEF IDF est intervenu auprès des RBDE, Proviseurs, DDFPT, CMQ, IPE.
- Le MEDEF IDF a participé à la **Semaine des Lycées Professionnels** sur invitation du Recteur.
- Un événement a été organisé en partenariat avec le Rectorat de Paris pour présenter le **Studio 38**, un nouveau lieu de valorisation des filières professionnelles à Paris, visité par les membres de la Commission Éducation Formation Compétences Jeunesse lors de la Semaine École Entreprise. Des discussions sur la voie professionnelle et les relations école-entreprise ont eu lieu avec les proviseurs, DDFPT et RBDE.
- Un partenariat avec la région Académique IDF se poursuit sous forme de convention signée en 2023. Ses axes incluent :
 - **Découverte des métiers et des formations** (visites d'entreprises, stages).
 - **Formation et insertion professionnelle des jeunes** (participation aux activités des Comités locaux École – Entreprise (CLEE), mentorat...).
 - Organisation d'événements (salon « Fête des Métiers et de l'Alternance », Semaine École Entreprise).
 - **Appui à la formation initiale et continue des personnels éducatifs** (rencontres RBDE...).
- Des réunions avec les académies portent sur la relation École-Entreprise et le « Plan d'action stages ».

- Un **webinaire expérimental** a été construit en partenariat avec la DRAFPIC et le Collectif Orientation, destiné aux stagiaires de seconde. Ce programme pédagogique vise à améliorer l'expérience du stage pour les jeunes et les structures d'accueil, en intégrant une dimension pédagogique et en articulant les dispositifs de plusieurs acteurs. Il s'est déroulé en juin 2024 et a été suivi par 60 élèves de seconde. Ses objectifs incluent l'accompagnement de l'élève dans la dimension éducative du stage, le soutien aux entreprises accueillantes et tuteurs, et la facilitation des liens entre professionnels de l'Éducation nationale et structures accueillantes.
- Le salon « La Fête des Métiers et de l'Alternance » accueille collégiens, lycéens, étudiants, enseignants, familles et parents d'élèves. La Région académique Île-de-France et de nombreuses écoles, CFA et organismes de formation sont présents.
- Un événement sur le **stage de seconde** a été organisé au MEDEF National en partenariat avec la DRAFPIC IDF et les fédérations professionnelles, accueillant environ 180 jeunes lycéens pour les accompagner dans leur recherche de stage, présenter les métiers et formations.
- La **Semaine École Entreprise (SEE)** a mobilisé le MEDEF IDF et son réseau. Le thème était « Coopération écoles-entreprises : l'innovation en action ! ». Des actions ont démontré l'engagement du MEDEF dans le rapprochement École-Entreprise, au contact des jeunes, chefs d'établissements, parents et acteurs de l'orientation. Le MEDEF National s'est déplacé pour visiter le Studio 38 dans ce cadre.
- Les actions du MEDEF IDF et de son réseau révèlent un engagement significatif dans le développement de l'apprentissage et des relations entre l'école et l'entreprise auprès des jeunes.

NOUVELLE AQUITAINE

PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le MEDEF Nouvelle-Aquitaine a pour mission d'accompagner les entreprises face aux mutations pour faciliter leur développement. Son action s'articule notamment autour de l'accompagnement et du conseil de ses adhérents. L'objectif est d'influer et d'agir sur l'écosystème emploi-éducation-formation pour offrir aux entreprises des solutions simples, innovantes et de proximité, répondant à leurs besoins en compétences. En 2024, le MEDEF souhaitait être reconnu comme un interlocuteur prioritaire sur ces sujets.

Les enjeux traités incluent la capacité pour les entreprises de **recruter la bonne compétence** au bon endroit et au bon moment. Cela implique d'identifier les besoins (territoriaux et sectoriels), de construire et valoriser la marque employeur, de développer la relation avec les prescripteurs pour faciliter les recrutements, et d'influer sur les politiques de formation pour les demandeurs d'emploi. Un autre enjeu est d'outiller les entreprises sur une stratégie globale "Compétences"/RSE, en identifiant les besoins futurs, en favorisant le développement des compétences, en construisant une politique de fidélisation des talents, et en accompagnant les transitions.

Des actions concrètes ont été menées en 2024 :

- Un **soutien individuel** a été apporté à 70 adhérents et entreprises sur des problématiques de recrutement, développement des compétences, apprentissage, et mise en relation avec le réseau de partenaires.
- 21 **animations collectives** ont été organisées pour les adhérents et leurs entreprises, incluant webinaires, clubs RH et matinées d'information, rassemblant plus de 310 entreprises participantes.
- Un cycle de webinaires a été mis en place sur des thèmes comme la RSE, le recrutement et l'intégration d'un alternant, l'AFEST, et l'impact de l'IA pour les RH.

- 8 ateliers collectifs ont été animés dans différents territoires, abordant des sujets comme la formation professionnelle, le management intergénérationnel, la RSE, la gestion des talents et l'attractivité.
- Des événements régionaux tels que les REF thématiques (Emploi-Formation / RSE) ont été organisés.
- Les équipes du MEDEF ont soutenu l'initiative d'Entreprendre pour Apprendre (EPA) permettant à des collégiens de créer une mini-entreprise, les sensibilisant ainsi à l'entrepreneuriat.

LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

Le MEDEF Nouvelle-Aquitaine, en tant que première organisation patronale interprofessionnelle de la région, s'implique dans le dialogue social via le paritarisme, communiquant sur les contraintes et atouts des entreprises et territoires. L'un de ses grands axes d'action est de **porter la voix des entreprises** en développant les relations avec l'écosystème institutionnel et politique régional et local. L'objectif est de fédérer les adhérents autour des problématiques économiques et politiques pour peser face aux autres institutions régionales.

Le réseau du MEDEF Nouvelle-Aquitaine s'appuie sur 11 MEDEF territoriaux et 21 branches professionnelles, représentant 45 000 entreprises et 850 000 emplois. 372 mandataires portent et défendent les propositions des entrepreneurs dans les instances paritaires régionales.

Les actions menées en 2024 dans ce domaine sont les suivantes :

- Développer les relations avec les interlocuteurs institutionnels et politiques pour **influer sur les prises de décisions** nationales et régionales.
- Appuyer le Directeur Général et le Président dans les actions d'influence sur les sujets EFE (Emploi-Formation-Éducation), grâce à une veille, la préparation d'éléments de langage et l'analyse contextuelle.
- Le MEDEF Nouvelle-Aquitaine a renforcé son ancrage dans l'écosystème régional et développe des **relations partenariales** avec de nombreux acteurs institutionnels et du secteur (Région Académique, Conseil Régional, France Travail, APEC, OPCO, etc.).
- **Deux conventions de partenariat** ont été signées en 2024 avec l'APEC et le Réseau pour l'emploi (France Travail, Cheops, ARML), acteurs clés du champ emploi-formation.
- Le MEDEF a également participé activement au **déploiement des comités territoriaux pour l'emploi (CTE)**, négociant avec l'État et la Région pour obtenir la vice-présidence du CRPE et la présence de représentants patronaux dans les comités locaux. La vice-présidence patronale a été obtenue par le MEDEF.
- Des interventions lors d'événements et tables rondes ont permis de débattre sur des sujets variés comme le financement des CFA ou le sens du travail.

FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

Le MEDEF Nouvelle-Aquitaine anime son réseau de mandataires pour les accompagner dans leur prise de position dans les instances. L'objectif est d'informer ce réseau sur les actualités emploi-formation et de les soutenir dans leurs actions.

Les actions spécifiques à cette partie sont :

- Le suivi des mandats, l'appui à la commission dédiée pour anticiper les renouvellements, la constitution d'un vivier de potentiels mandataires, et des **actions de lobbying** pour les postes stratégiques et de gouvernance.
- L'animation du réseau de mandataires par la désignation d'un chef de file dans chaque instance et l'organisation de **temps d'échanges mensuels** pour suivre la situation.

- L'organisation de **journées des mandataires**. Deux journées ont été organisées en 2024 pour renforcer les liens, partager les actualités des instances et échanger sur les enjeux EFE régionaux et nationaux. Elles ont abordé des thèmes comme les négociations du "Pacte de vie au travail", le déploiement des CTE et les stages de 2nde.
- L'alimentation du réseau en éléments de doctrine nationaux et régionaux, et le partage de programmes nationaux.
- L'année 2024 a été marquée par le renouvellement des mandats, avec un accompagnement renforcé des candidats (notamment deux présidences gagnées à l'APEC et Transitions pro NA) pour assurer la cohérence des positions régionales avec la doctrine nationale.
- Le MEDEF fédère une communauté régionale autour des enjeux EFE notamment via l'animation du CLEF (Club Emploi Formation) qui réunit les acteurs patronaux et invite des institutionnels.
- Le **Club Compétences**, réunissant juristes et correspondants EFE des MEDEF territoriaux, se réunit 3 fois par an pour partager des informations, mutualiser les bonnes pratiques et réfléchir sur les sujets à venir.

RELATION ECOLE-ENTREPRISE

L'année 2024 a été marquée par la poursuite du **renforcement des relations** entre le monde de l'entreprise et les établissements scolaires en Nouvelle-Aquitaine. Le MEDEF Nouvelle-Aquitaine a joué un rôle central dans cette dynamique. L'arrivée d'une personne dédiée (Alex Dottain en 2024) témoigne de la volonté de renforcer cette action et de faciliter le lien.

La coopération entre le MEDEF Nouvelle-Aquitaine et la Région Académique a été formalisée par le **renouvellement d'une convention de partenariat** le 5 décembre 2023. L'enjeu commun est de **préparer les jeunes au monde professionnel** et de mieux les accompagner dans leur orientation et insertion. Cette convention s'articule autour de trois axes principaux :

- **Valoriser l'entreprise** auprès des élèves pour faire découvrir les métiers et donner envie d'entreprendre.
- **Favoriser l'accueil et l'immersion** des jeunes en formation et des personnels de l'Éducation nationale en entreprise.
- **Faciliter l'insertion professionnelle** des jeunes et lutter contre le décrochage scolaire.

Un plan d'action opérationnel a été déployé en 2024, conçu comme un "livre de recettes" pour rapprocher jeunes, enseignants et entreprises. Les actions visent à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes, développer leurs compétences et leur orientation, promouvoir les métiers (y compris ceux en tension), renforcer les partenariats locaux et **acculturer aux codes et attendus de l'entreprise**, notamment les **soft skills**.

Les "recettes" proposées incluent des actions "Sur place" (stages, visites d'entreprise, "Classe en entreprise", "Vis ma vie", "Les boss invitent les profs") et "À emporter" (interventions en classe, "Les jeunes parlent aux jeunes", participation à des forums, ateliers **PREP'ACTIVE**).

Les résultats visés sont nombreux :

- Une **sensibilisation renforcée** des jeunes au monde professionnel, permettant de mieux comprendre les attentes, déconstruire les stéréotypes, et faire émerger des vocations éclairées.
- Un **engagement accru des entreprises** dans leur rôle éducatif et citoyen, valorisant leurs métiers et contribuant à l'orientation et à la réussite des jeunes.
- Le **renforcement des partenariats** école-entreprise locaux, créant des liens durables et une confiance mutuelle.

- Une **insertion professionnelle facilitée** pour les jeunes, qui gagnent en maturité, confiance et employabilité, apprennent à valoriser leur parcours et sont mieux préparés.
- Le **développement de compétences transversales et comportementales (soft skills)** essentielles.
- Une **contribution au développement économique régional** en facilitant la rencontre offre/demande de compétences et en réduisant les tensions de recrutement.

Parmi les actions marquantes en 2024 :

- Le programme **Prép'Active** a bénéficié à 270 jeunes, avec des ateliers sur la rédaction de CV/lettres de motivation, le développement des soft skills, et la préparation aux entretiens. Des exemples concrets sont cités dans des lycées (CAP Maroquinerie, CAP Équipier Polyvalent de Commerce, Terminale ICCER).
- Une action **Mini job dating** a été coorganisée avec Entreprendre pour apprendre (EPA), permettant à des élèves de mini-entreprise de passer des entretiens pour la répartition des rôles, les sensibilisant aux pratiques de recrutement.
- Lors du **Village des métiers à Pau**, des conférences ont été animées et l'initiative mini-entreprise d'EPA a été soutenue.
- La **semaine école-entreprise** a inclus une visite et une rencontre au Lycée Beau de Rochas avec des acteurs clés (dont Patrick Martin du Mouvement des Entreprises de France), des représentants académiques, régionaux, des entreprises et des élèves, pour échanger sur l'adaptation des formations aux besoins des entreprises.
- Le MEDEF Nouvelle-Aquitaine a participé aux journées de formation des Responsables des bureaux des entreprises (RBDE) pour présenter son action et favoriser les synergies locales.
- La première édition du **stage pour les élèves de seconde générale et technologique** a marqué un nouvel engagement du MEDEF, avec la co-construction d'un parcours expérimental et l'élaboration d'un guide inter-organisation.

En conclusion, 2024 a été une étape significative dans ce dialogue, avec des centaines de jeunes bénéficiant d'actions concrètes. Le plan a permis de diversifier les rencontres, mettre en lumière les métiers, valoriser l'engagement des entreprises et renforcer les liens locaux. Les retours ont été positifs, et pour 2025, les enjeux incluent le renforcement de la territorialisation, l'accroissement de l'engagement des PME/TPE, le développement de parcours progressifs et l'élargissement du mentorat. L'ambition est de toucher plus de jeunes et mobiliser plus d'entreprises.

OCCITANIE

PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le MEDEF Occitanie promeut activement l'emploi et la formation professionnelle par diverses actions et contributions. Les enjeux de l'emploi et de la formation sont systématiquement abordés dans les différentes instances de gouvernance et groupes de travail du MEDEF Occitanie.

- **Promotion via les Conseils d'Administration et Assemblée Générale** : La Vice-présidente en charge de l'emploi et la formation, Sylvie PETITJEAN, assistée du Délégué Général et des CRFP, communique sur la stratégie et les actions régionales dans ce domaine lors des Conseils d'Administration et de l'Assemblée Générale. Des points réguliers sont faits sur les questions d'emploi, de formation initiale, d'apprentissage et de formation professionnelle. En 2024, ces points ont eu lieu lors des CA du 3 avril (à Bruxelles), 13 juin, 26 septembre et 6 décembre.

- **Promotion via les réunions des Délégués Généraux :** Le Délégué Général, Jérôme AUTHIER, aborde systématiquement les questions et enjeux relatifs à l'emploi, la formation initiale et professionnelle et l'apprentissage lors des réunions avec les permanents des MEDEF Territoriaux et des Branches Professionnelles adhérentes. Des réunions se sont tenues avec les DG Branches (19 avril, 25 juin, 1er octobre, 12 décembre 2024) et les DG MEDEF Territoriaux (20 mars, 27 juin, 3 octobre, 12 décembre 2024).
- **Contribution via l'action collective MODES d'EMPLOIS :** Le MEDEF Occitanie contribue activement à des projets d'intérêt général, notamment par le portage de l'action collective Modes d'Emplois. Cette action vise à accompagner les dirigeants de TPE et PME d'Occitanie confrontés à des difficultés de recrutement et, à la suite du COVID-19, au maintien des emplois. Elle mobilise le réseau MEDEF pour identifier et activer les dispositifs, réseaux et outils disponibles ou proposer des solutions alternatives (groupements d'employeurs, formations). L'accompagnement couvre toutes les étapes, de l'identification du besoin à la mobilisation de dispositifs pour l'évolution des compétences. L'offre est diffusée via le réseau territorial dans chaque département, proposant notamment des ateliers. Les Branches Professionnelles ont également été mobilisées. Le dispositif est piloté par un comité incluant les partenaires financeurs (DREETS, Région, MEDEF Occitanie) et opérationnels (APEC, Pôle Emploi).
- **Ateliers Modes d'Emplois :** En 2024, 28 ateliers ont été organisés avec l'appui des MEDEF territoriaux, bénéficiant à plus de 250 entreprises. Ces ateliers couvraient des thèmes comme la marque employeur, la rédaction d'annonces, le sourcing, le processus d'intégration, la formation pour recruter, et la levée des freins périphériques à l'embauche. Ils ont obtenu un taux de satisfaction élevé (4,8/5) et ont renforcé le dialogue territorial sur l'emploi.

LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

Le MEDEF Occitanie participe à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des politiques publiques, notamment en professionnalisant ses actions d'influence.

- **Professionalisation des actions d'influence :** Une journée dédiée a été organisée le 20 juillet 2024 à l'Île du Gua pour former les membres du réseau. L'intervention d'un expert du pôle influence du MEDEF national a permis de partager les bonnes pratiques pour défendre l'emploi en territoire via le dialogue avec les parlementaires et préfets, en amont et en aval de la mise en place des politiques publiques.
- **Outils d'influence mutualisés :** Un document mutualisé a été produit, présentant les profils des députés, sénateurs et préfets avec leur champ d'intervention, pour faciliter le dialogue des élus MEDEF. Ce document structuré par département inclut les contacts utiles.
- **Animation du réseau sur les éléments de langage nationaux :** Des visioconférences mensuelles sont organisées entre les DG du réseau pour partager les éléments de langage du MEDEF national, basées sur les actualités partagées par la Direction Générale du MEDEF. Des sessions ont eu lieu les 22 novembre et 12 décembre 2024.
- **Relais des Tours du MEDEF national :** Le MEDEF Occitanie a accueilli des étapes des Tours organisés par le MEDEF national.
 - **Tour de France de l'EUROPE :** L'étape régionale s'est tenue le 28 février 2024. Elle comprenait une session publique dans le Tarn sur l'évolution de la législation européenne (pièces de réemploi) et une session privée à Toulouse sur les enjeux des secteurs aéronautique et spatial, en présence de Fabrice Le Saché, VP Europe du MEDEF.

- **Tour de France de la Sécurité Economique** : L'étape s'est tenue le 18 décembre 2024, accueillant Geoffroy Roux de Bézieux à la préfecture. Un guide MEDEF Occitanie, augmentant le guide national avec des contacts régionaux utiles, a été présenté.
- **Rencontres avec les acteurs régionaux et enquêtes** : Des rencontres ont lieu avec les acteurs de l'écosystème régional (Région, Préfecture). Un système de phoning mensuel avec les adhérents permet de faire remonter les réalités de terrain pour fonder les positions du MEDEF. Le MEDEF Occitanie relaie systématiquement les enquêtes du MEDEF national dans ses newsletters et sur son site extranet.
- **Enjeux de Transition Écologique** : Un suivi constant des travaux du Pôle Transition Écologique du MEDEF national est assuré via 11 réunions de référents territoriaux en 2024. Le MEDEF Occitanie a participé aux travaux de la COP Occitanie en 2024, notamment au groupe "Décarbonation de l'industrie" le 15 mars. Un travail collaboratif a été mené pour contribuer au guide national du MEDEF sur la Transition écologique, incluant une visio sur la gestion de l'eau et les mandats dans les comités de bassin (octobre 2023), aboutissant à la publication du guide en mars 2024.
- **Fiches zones d'emploi et carte de formation** : 27 fiches zones d'emploi ont été produites pour permettre aux MEDEF territoriaux de suivre la déclinaison des politiques publiques. Ces fiches ont été mises à jour avec les chiffres 2024 de la fiscalité locale. Elles ont été utilisées pour outiller les MEDEF territoriaux lors de la consultation sur l'évolution de la carte de formation des lycées professionnels.

FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

L'animation, l'accompagnement et la formation des mandataires régionaux sont des missions clés du MEDEF Occitanie [1, 4a, 5]. L'objectif est de maintenir le lien, de connecter les mandataires à la dynamique nationale et de transmettre la doctrine MEDEF. Un parti pris fort est de faire siéger uniquement des dirigeants et employeurs dans les instances, ce qui nécessite une animation en amont.

- **Actions Transverses** :
 - **Commission des Mandats** : Anime et gère les mandats régionaux. Elle est présidée par Guy Durand, avec Samuel Hervé, président du MEDEF Occitanie, comme invité permanent. Myriam MARTIN en assure le secrétariat. La composition respecte la parité. Quatre réunions se sont tenues en 2024. La commission gère les mandats selon trois niveaux (stratégiques, importants, spécifiques), avec des processus de sélection adaptés. Un appel à candidatures systématique est mis en place.
 - **Nouvelle charte d'engagement** : Une nouvelle charte a été adoptée le 6 décembre 2024, précisant les devoirs et obligations, et conditionnant l'obtention/maintien du mandat à l'adhésion à un MEDEF Territorial.
 - **Auditions des chefs de file** : La commission auditionne régulièrement les chefs de file pour faire le point sur les instances et mieux connaître les enjeux des mandats. Des auditions ont eu lieu avec les chefs de file CARSAT (mars), URSSAF (juillet), CRSA (octobre), et CTI branche maladie (décembre) en 2024.
 - **Coordination des renouvellements** : Un travail est mené avec les adhérents pour anticiper les renouvellements de mandats.
- **Animation de la communauté des mandataires et chefs de file** :
 - **Séminaire annuel** : L'édition 2024 s'est tenue le 16 mai à Villalier, mobilisant des directions et experts du MEDEF, et ouverte aux mandataires des territoires.

- **Délégation à la REF du MEDEF** : Pour la 7ème année, le MEDEF Occitanie a organisé une délégation de chefs d'entreprise (plus de 150 en 2024) aux Rencontres des Entrepreneurs de France (26-27 août). Un recrutement particulier de mandataires a été fait pour relayer les politiques et enjeux nationaux. Un point d'accueil MEDEF Occitanie dédié a été mis en place pour renforcer le sentiment d'appartenance et favoriser le militantisme.
- **Animation des chefs de file** : Ils ont accès à des ressources, réunions ("Parlons mandats", café du Pôle Social), sont accompagnés par le DG et les REF/CRFP, auditionnés par la Commission des Mandats et participent aux commissions thématiques.
- **Commissions thématiques** : Tous les mandats régionaux sont rattachés à une commission thématique pour structurer l'animation. L'objectif est d'animer 100% des mandataires régionaux.
 - **Commission Emploi Compétences** : Co-présidée par Philippe VALERY et Sabine TERTRE. Elle réunit les chefs de file emploi/formation, les présidents de commissions territoriales et les permanents en charge de ces sujets. Elle vise à animer la communauté, fournir des outils, et coconstruire les positions régionales en cohérence avec le national. Une feuille de route a été lancée le 14 novembre 2024.
 - **Commission Affaires Sociales** : Sous la responsabilité du Vice-Président Cyril BAZIN, elle anime les mandataires et élabore la doctrine sur la protection sociale. Deux réunions se sont tenues en 2024 (16 mai et 27 août).
 - **Commission Croissance & Territoires** : Co-présidée par Frédéric CARRE et Sophie GARCIA, elle anime les membres et élabore la doctrine sur l'aménagement du territoire, la gestion des ressources et l'économie régionale. Deux réunions se sont tenues en 2024 (16 mai et 27 août).
 - **Commission Impact et Transitions** : Nouvelle commission présidée par Pierre-Olivier NAU, elle anime les membres et élabore la doctrine sur les transitions écologiques et numériques. Deux réunions se sont tenues en 2024 (16 mai et 27 août). Elle a contribué à un guide sur les enjeux de l'eau.
- **Animation spécifique par mandat** : Un appui est apporté aux chefs de file. Des réunions préparatoires sont organisées avant les instances pour les mandataires dans différentes entités (Transition Pro, CREFOP, Carif Oref, APEC, CARSAT, SPSTI EnSanté!, CROCT CRPST, COMITES DE BASSIN). En 2024, il y a eu notamment 8 réunions pour Transition Pro, 6 pour le CREFOP, 2 pour Carif Oref, 3 pour APEC, 7 pour CARSAT.
- **Évolution des actions** : L'animation a été renforcée par le partage d'information structuré (groupes WhatsApp, intranet, newsletter) et des formations. L'usage de WhatsApp a été étendu à l'ensemble des mandats.
- **"Mandats à la carte"** : Une nouvelle action a été lancée en 2024 pour valoriser les mandats, promouvoir le paritarisme et recruter de nouveaux mandataires. Ces temps conviviaux en présentiel incluent des témoignages. Quatre sessions ont eu lieu en 2024 dans différents départements.
- **Appui aux territoires** : Le MEDEF Occitanie soutient les MEDEF territoriaux dans l'animation de leurs mandataires via une offre d'animation décroisonnée et des webinaires (CAF, URSSAF, Services de santé au travail en 2024).

RELATION ECOLE-ENTREPRISE

Le MEDEF Occitanie contribue activement au rapprochement du monde de l'éducation et du monde économique. Ces actions sont notamment déployées et financées dans le cadre d'une convention MEN/MEDEF.

- **Action "Orientation & Métiers d'Avenir" (OMA)** : Cette action mobilise les 14 MEDEF Territoriaux et 24 branches professionnelles pour présenter 47 métiers en tension ou émergents via un site internet (www.oma-occitanie.fr) et une campagne sur les réseaux sociaux. L'objectif est de valoriser et rendre attractifs les métiers des adhérents, d'aider à pallier le besoin en compétences et de faciliter le recrutement. En 2024, la campagne a généré plus de 1,7 million d'impressions et plus de 20 000 vues sur le site OMA.
- **Stages collectifs** : Mise en place de stages collectifs dans le parcours avenir au collège.
- **Coanimation du club régional et commission** : Le MEDEF Occitanie co-anime le club École Entreprise régional et pilote la commission "Insertion Professionnelle et métiers de demain".
- **Participation à Entreprendre Pour Apprendre** : Participation aux actions de cette association.
- **Worldskills** : Participation aux comités de pilotage et finales régionales, ainsi qu'aux finales internationales à Lyon.

NORMANDIE

1. PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le MEDEF Normandie est fortement impliqué dans la promotion de l'emploi et de la formation professionnelle, notamment en influençant les politiques publiques dans ce domaine. Il participe activement à des discussions et groupes de travail sur ces sujets, notamment au sein d'instances comme le **CREFOP (Comité Régional pour l'Emploi, la Formation et l'Orientation Professionnelles)**. Les sujets prioritaires identifiés incluent l'emploi-insertion, les seniors, l'alternance, la formation (initiale et continue), l'illettrisme, les métiers transverses, et l'orientation tout au long de la vie (stages, CEP).

Le MEDEF Normandie soutient et organise des initiatives concrètes :

- Le **Concours "Pépites de l'Alternance"** en est à sa 3ème édition. Ce concours vise à valoriser l'alternance sur le territoire normand, un levier efficace pour recruter. L'édition 2024 a reçu 123 dossiers de candidature pour 73 dossiers validés. La remise des trophées de la 3ème édition a eu lieu en février 2024, marquant aussi le lancement de la 4ème édition. Plus de 400 personnes (enseignants, formateurs, entreprises, jeunes, acteurs de l'emploi et de l'orientation) ont participé à la cérémonie. Une large campagne de communication accompagne ce concours.
- La promotion de l'emploi des **personnes en situation de handicap** est un enjeu important, concrétisé par le déploiement d'une nouvelle convention régionale entre le MEDEF Normandie et l'AGEFIPH.
- Des actions spécifiques ciblent des groupes particuliers, comme une journée organisée avec **France Travail** pour les bénéficiaires de la protection internationale et une collaboration avec **France Terre d'asile** pour organiser un job dating visant le recrutement d'étrangers.
- Le MEDEF Normandie propose des outils pour les entreprises, comme un **Kit RH** disponible en ligne sur emploi-competences-medefnormandie.fr et des fiches actions pour accompagner au recrutement et à la fidélisation.
- Des séminaires sont organisés, par exemple sur le thème de la croissance et du territoire.

- Des événements sont coorganisés, comme le **tournoi de gestion** pour experts-comptables, qui permet aux étudiants de se confronter à la réalité de l'entreprise et de concrétiser des concepts de gestion.

2. LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

Le MEDEF Normandie se positionne comme un **interlocuteur privilégié** auprès des pouvoirs publics en Normandie, travaillant à défendre les intérêts des entreprises et à favoriser le développement économique. Il est fortement impliqué dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques.

Ses actions dans ce domaine incluent :

- Une participation active aux travaux du **CESER (Conseil Économique, Social et Environnemental Régional)**, où 3 représentants désignés travaillent sur les rapports touchant l'éducation, l'emploi et la formation. Le MEDEF Normandie assure le suivi et l'accompagnement de ses représentants et cherche à faire en sorte que les dossiers et causes défendus puissent être repris par les instances publiques.
- Une collaboration étroite avec la **Région Normandie**, en contribuant à son attractivité économique. Le Président du MEDEF Normandie, Jean-Pierre Leduc, et Nicolas Lizart, ont été impliqués dans des séances de travail pour accompagner la Région et positionner les jeunes diplômés.
- Des échanges et réflexions avec les **collectivités locales**, notamment un événement avec AD Normandie et l'UTN.
- Une implication sur les sujets de la **Protection Sociale**, incluant le renouvellement des mandats et le déploiement d'une Base de Données (BD) dédiée, ainsi que des échanges réguliers avec les caisses (Urssaf, Carsat, CPAM, CAF, SSI). Des interviews de mandataires MEDEF sont diffusées sur les réseaux sociaux pour partager leur expérience.
- Un engagement marqué sur les actions liées à la **transition écologique**, avec plusieurs projets et 2 actions collectives financées par l'État et l'ADEME en 2024. Une série de webinars sur la transition écologique a été lancée, notamment en partenariat avec les Commissaires aux Comptes. Le bilan carbone du MEDEF Normandie est également en cours de sensibilisation.
- L'élaboration d'un **"livre blanc" dans l'Orne**, une initiative visant à réfléchir aux politiques publiques avec les entrepreneurs et partenaires.
- Des actions de **lobbying au niveau européen**, avec une délégation du MEDEF Normandie à Bruxelles pour rencontrer des députés européens, lobbyistes et experts.
- La **coanimation du Collectif France Industrie Normandie**.
- La participation à l'**Assemblée Générale** annuelle en présence des acteurs publics et partenaires.

3. FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

La gestion des mandats et l'animation des mandataires est une fonction clé au MEDEF Normandie, coordonnée notamment par Valérie Bernaud. L'objectif est d'assurer une action fluide et de rendre les mandats visibles.

Les actions menées sont les suivantes :

- La réalisation d'une **vidéo en 2024** pour sensibiliser à l'importance et à l'impact des mandats.
- La création d'une **plaquette de bienvenue** pour les nouveaux mandataires.

- Depuis septembre 2024, un effort systématique est mené pour mieux comprendre les professions du MEDEF et former les mandataires, en s'appuyant sur l'expertise pour les évolutions réglementaires.
- Le MEDEF Normandie compte **329 mandataires** dans la région, répartis dans 51 organismes/instances. 39% sont des femmes. En 2024, 25 mandats ont été renouvelés, représentant 24% du total, avec 68 candidatures pour 58 désignations.
- L'accompagnement des mandataires inclut des réunions, la présence du Président P. Martin, des séminaires ("Venez échanger mandat avec le MEDEF").
- Une **enquête de satisfaction** 2024 basée sur celle de 2023 a été diffusée en janvier 2024 auprès de 15 adhérents.

4. RELATION ECOLE-ENTREPRISE

La dynamique de la relation école-entreprise est portée par le MEDEF Normandie en collaboration avec l'Académie de Normandie et l'Agence de l'Orientatation et des Métiers de Normandie. L'équipe du MEDEF Normandie est active dans ce domaine, bénéficiant de l'appui d'alternantes.

Plusieurs dispositifs et événements sont mis en place :

- Le **Dispositif Prof en Immersion** a pour objectif de permettre aux professeurs de collège et lycée, ainsi qu'au personnel d'orientation et de direction, de mieux connaître l'entreprise et ses métiers en passant une journée en immersion. Le déroulé type inclut une réunion collective de lancement, la journée d'immersion en entreprise (entre février et juin), et une restitution collective. 2024 prévoit la promotion de 12 professeurs pour ce dispositif.
- La **Semaine école/entreprise**, dont la 25ème édition se tiendra du 18 au 24 novembre 2024, aura pour thème "L'innovation en action". Elle vise à découvrir l'entreprise et ses métiers.
- L'action "**Classe en entreprise**" permet la découverte du fonctionnement d'une entreprise via une journée en immersion. En 2024, 11 classes ont participé à cette action.
- Des **jeux** comme "Du gâteau au chocolat" et un puzzle TETRIS sont utilisés pour initier à l'écosystème entreprise.
- Le MEDEF Normandie participe aux **Salons régionaux de l'Orientatation et des Métiers**, comme celui de Caen qui a accueilli 26 000 participants en février 2024.
- Des **Fiches actions Ecole-Entreprise** ont été développées avec le Rectorat et l'Agence de l'Orientatation.
- L'action "**Journal collaboratif/ Mini-reporters**" invite des classes à créer un journal ou mini-reportage sur le quotidien des entreprises. 5 classes ont participé en 2024.
- D'autres actions incluent "**Confiez-nous votre projet**" (résolution d'une problématique entreprise par une classe) et "**Initiation à l'écosystème entreprise**" (création d'un support ludopédagogique).
- Le programme "**Entreprendre pour Apprendre : Les Mini-Entreprises**" est une mission du MEDEF Normandie qui vise à développer des mentors pour les mini-entreprises créées par les jeunes. Ces mentors accompagnent les jeunes dans la création et présentation de solutions.
- La création d'une **Bande Dessinée (BD)** sur la relation école-entreprise.
- Le **Concours INNOV'ALIM**.

CENTRE VAL DE LOIRE

1. PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Cette partie met en lumière les actions visant à dynamiser le marché de l'emploi, à adapter les compétences aux besoins des entreprises et à promouvoir les dispositifs de formation.

- Le Délégué Général du MEDEF Centre-Val de Loire intervient spécifiquement sur les **champs de l'emploi et de la formation**. Il assure le **lien formation - emploi** au sein des différentes instances du MEDEF Centre-Val de Loire. Il participe à l'animation des MEDEF Territoriaux, abordant notamment les sujets liés au réseau pour l'emploi, à la **convention AGEFIPH**, aux **Pépites de l'alternance**, à la **taxe d'apprentissage**, et aux **Worldskills**. Il est également impliqué dans la mise en œuvre de la **loi sur le plein emploi**, notamment au travers du Réseau Pour l'Emploi, des **Comités Départementaux Pour l'Emploi (CDPE)** et des **Comités Locaux Pour l'Emploi (CLPE)**.
- Le Référent Emploi-Formation (REF) rappelle la philosophie des **axes prioritaires du MEDEF** sur l'emploi et la formation et précise le lien des dispositifs avec une **approche stratégique des compétences en entreprise**. Il veille à **orienter les actions ou dispositifs mis en place au niveau régional** dans les instances comme le CREFOP.
- Dans le cadre de la promotion de l'emploi et de la formation professionnelle, le Coordinateur Régional de la Formation professionnelle (CRFP), Julien DEROUBAIX, contribue à l'**ingénierie de projets** et aux **actions avec les acteurs du territoire**.
 - Sur le thème de l'**Alternance**, le MEDEF Centre-Val de Loire a organisé le **concours des Pépites de l'alternance** en 2024 et a mis en œuvre le **Cercle des Pépites**, réunissant divers acteurs (entreprises, fédérations, MT, OPCO, CFA, Institutions, France Travail) pour identifier les actions à mener sur le sujet, telles que la réduction des ruptures de contrats ou la professionnalisation des tuteurs.
 - Concernant le **Handicap**, le MEDEF Centre-Val de Loire poursuit sa **convention avec l'AGEFIPH**, anime les MEDEF Territoriaux pour la mise en œuvre de projets et développe de nouveaux champs d'application. Il participe activement aux travaux du **Plan Régional d'Insertion des Travailleurs Handicapés (PRITH)**, prenant position, orientant les travaux et développant le lien entre les acteurs sur les enjeux du handicap, du recrutement au maintien. Des actions spécifiques ont été réalisées avec la fédération de la propreté.
 - Le MEDEF participe à la cellule d'appui régionale **GPECT (Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences Territoriales)**, prenant l'initiative de mettre à jour sa feuille de route et d'orienter les actions et l'accompagnement des animateurs territoriaux.
 - Des liens sont développés avec l'opérateur du **CEP (Conseil en Évolution Professionnelle)** et des participants aux événements communs sont mis en relation avec des fédérations ou entreprises.
 - Une contribution est apportée au **Plan Régional de Lutte Contre l'Illettrisme (PRLCI)**, notamment par le démarrage d'un groupe de travail employeur sur les enjeux de l'illettrisme et de l'illectronisme.
- Le MEDEF organise ou participe à des **ateliers ou conférences sur les thématiques compétences, emploi, formation et orientation**, avec 8 interventions en 2024 auprès de MEDEF Territoriaux et partenaires.
- Une contribution est apportée à l'élaboration du **diagnostic régional de l'analyse des besoins en compétences, des métiers en tension et émergents**, notamment au travers du

Chantier IBC (Identification des Besoins en Compétences). Une plateforme de collecte des besoins en compétences évolue pour mieux traiter l'expression des besoins des entreprises.

- Un **appui est apporté aux MEDEF Territoriaux** pour répondre et conseiller directement leurs adhérents, notamment sur les **enjeux de recrutement et management des nouvelles générations**.
- Les actions dans les CLEE incluent le forum d'emploi "Détecter les jeunes talents" et le forum d'orientation/job dating "Rendez-vous des jeunes talents" destiné aux jeunes et demandeurs d'emploi.
- La **promotion des stages de PFMP (Période de Formation en Milieu Professionnel)** auprès des entreprises fait l'objet d'une réflexion et d'un projet de mise en œuvre à partir de 2025, incluant visites de lycées et ateliers thématiques pour attirer les chefs d'entreprises et RH.

2. LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

Cette section détaille l'influence du MEDEF sur la définition, l'application et le suivi des politiques publiques, notamment à travers sa participation aux différentes instances et ses relations avec les pouvoirs publics.

- Le Délégué Général assure la **stratégie de mandat et la coordination politique**. Il gère les relations avec l'**État, le Rectorat, le Conseil régional, Pôle-Emploi**. Il participe aux **Comités régionaux de gestion des fonds européens** et est impliqué dans le suivi de la **mise en œuvre du SRDEII**, des modifications du SRADDET et notamment du **ZAN**, et du **CPER**. Un des objectifs du séminaire des Présidents et DG des MTs et fédérations était de réfléchir à **comment gagner en influence**.
- Le REF est présent dans les **instances régionales** (CREFOP, bureau du CREFOP, Secrétariat Permanent du CREFOP, commissions du CREFOP) pour orienter les actions ou dispositifs mis en place. Il est notamment **co-président de la commission "Économie Compétences Emploi Transitions"** du CREFOP et **VP de la nouvelle commission qui abrite le CRPE**. La **loi pour le plein emploi** et sa mise en œuvre sont des sujets majeurs traités en CREFOP. Le MEDEF a contribué à la définition et validation du **protocole d'expérimentation** lié à France Travail. La mise en œuvre du **CPRDFOP (Contrat de Plan Régional de Développement des Formations Professionnelles)** est également un sujet central. Le **Pacte régional d'investissement dans les compétences (PACTE) 2024-2027** est présenté pour avis en Bureau du CREFOP. Le REF a veillé à la **bonne appropriation des messages patronaux** dans les commissions et groupes techniques du quadripartisme.
- Le **quadripartisme (État, Région, partenaires sociaux)** est une réalité en région CVL, et le REF reste vigilant à tout élément pouvant déstabiliser cet équilibre. La relation avec les partenaires sociaux dans ce contexte est de qualité et aboutit souvent à un **consensus sur les stratégies à pousser dans le cadre de la co-construction des politiques régionales**.
- Les relations avec le **CESER** sont régulières et de qualité. Le REF est sollicité sur les questions relevant de son champ et contribue à **nourrir les avis que le CESER devait rendre sur tous les sujets liés à l'emploi, à la formation et à l'orientation**.
- Le REF est membre titulaire d'**AT-PRO** et participe aux réunions, abordant des sujets tels que les budgets, conventions, dispositifs (PTP, Transco, CléA). Sa présence et celle du CRFP facilitent les relations d'ATPRO avec son écosystème régional.
- L'**IPR (Instance Paritaire Régionale) de France Travail** est un élément important de l'articulation des politiques régionales emploi-formation avec les thématiques emploi-

insertion. Le MEDEF Centre-Val de Loire a présidé cette instance en 2024. Les sujets traités incluent l'actualité de France Travail, l'assurance chômage, et l'enquête Besoins en Main-d'Œuvre (BMO). Le REF apporte une **cohérence dans la mise en œuvre des actions de Pôle emploi** en lien avec les stratégies du MEDEF.

- Le **GIP ALFA CENTRE** est l'**outil de mise en œuvre opérationnelle des politiques régionales emploi-formation**, basé sur le quadripartisme. Le REF est mandataire titulaire et membre du bureau. Le GIP a été le support opérationnel du **chantier IBC**, créant une dynamique et facilitant l'expression du besoin en compétences pour **construire des priorités communes**.
- La Commission Éducation - Emploi - Formation (CREF) est une **force de propositions et garante de la mise en œuvre des décisions du Conseil d'Administration** dans son domaine. Elle aborde des sujets d'actualité nationale et régionale (France Travail, ANI, Assurance chômage), les actions Éducation-Entreprises, les Pépites de l'alternance, les besoins en compétences identifiés, et les priorités Emploi-Éducation-Formation.
- Les relations avec le **Conseil Régional** sont fréquentes, notamment sur la formation. Le REF porte les orientations du MEDEF CVL dans les lieux de réflexion et de décision, travaillant sur le CPRDFOP, l'Orientatation et la carte des formations. Il œuvre pour que les cartes de formation s'élaborent à partir des besoins en compétences identifiés.
- Les relations avec les **services de l'État** (SGAR, DREETS) sont régulières et de bonne qualité. Des travaux ont porté sur la santé au travail (charte régionale) et le projet d'École des Relations au Travail (ERT) initié par la DREETS. Le MEDEF a exprimé des critiques sur le manque d'association des partenaires sociaux à l'origine de l'ERT, ce qui a mené à des réunions sur le dialogue social. De nombreux GT et bilatérales ont eu lieu sur le **projet de loi sur le plein emploi** et la mise en œuvre du **protocole d'expérimentation France Travail**, le REF ayant œuvré pour intégrer le CRPE au CREFOP.
- La **carte cible**, basée sur le "travailler ensemble", est abordée régulièrement pour co-construire les politiques régionales EFOP et intégrer les évolutions liées à la loi plein emploi et au réseau pour l'emploi.
- Sur la **Transition Écologique & RSE**, le MEDEF Centre-Val de Loire cherche à se positionner comme **réfèrent**. Cela passe par la participation à des rencontres professionnelles et une **contribution active à des clubs, commissions ou groupes de travail** en collaboration avec les acteurs institutionnels et réseaux d'entreprises. Ceci inclut la participation aux **commissions du MEDEF national** sur la transition écologique et l'adaptation au changement climatique, au **Comité TESS** (dont le MEDEF est membre fondateur) où il est force de proposition, au groupe thématique régional de la **planification écologique** (économie-industrie, économie circulaire, COP régionale), et des relations avec l'ADEME, les CCI, Dev'Up, etc.. Ces actions contribuent à **orienter les stratégies et politiques des acteurs**. Le séminaire des mandataires de 2024 a également inclus une séquence sur la **COP régionale et le ZAN**. Le chantier TEE-RSE a fait l'objet de discussions lors de l'animation des DG de MT et a été relayé auprès des branches professionnelles.

3. FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

Cette partie décrit les efforts dédiés à la formation, l'information et le soutien des mandataires du MEDEF, qui représentent l'organisation dans diverses instances.

- Le Délégué Général participe à la **gestion et l'animation des mandataires**. L'**École des mandataires** et le groupe de travail "Communication et développement" sont des chantiers poursuivis.
- Un **guide du mandataire régional** constitué de fiches mandats opérationnelles est **actualisé** chaque année et diffusé.

- Une **information régulière** est relayée en continu aux mandataires sur les sujets de la formation professionnelle et les actions régionales importantes, afin de les **alimenter au fil de l'eau pour leur permettre d'exercer efficacement leur mandat**.
- L'**École des mandataires** a été à l'origine de la création de l'**Échos des mandataires**, dont 3 parutions ont été élaborées et diffusées en 2024, contenant des **éléments de doctrine** et des informations sur l'actualité des mandats.
- Des initiatives spécifiques ont été mises en place, comme l'**appui auprès des MT sur la mise en œuvre du Réseau Pour l'Emploi** et l'**animation des "mandataires" MEDEF** de ces instances (CDPE et CLPE).
- Une rencontre a été organisée avec les **nouveaux mandataires At Pro** pour les "**professionnaliser**" et leur apporter des éléments de doctrine.
- La **première visioconférence** dans le cadre de l'École des mandataires a été réalisée, axée sur la compréhension de l'écosystème et la manière dont les positions sont prises au MEDEF. D'autres webinaires plus thématiques sont programmés pour aider les mandataires.
- Un **séminaire de mandataires** a été organisé le 17 octobre 2024, réunissant une cinquantaine de mandataires régionaux et départementaux pour des échanges sur l'actualité politique et paritaire, la loi sur le plein emploi, la COP régionale/ZAN, et la santé au travail.
- Le CRFP anime un "**GT Mandataires**" et travaille sur l'École des mandataires pour répondre aux **besoins d'information et de professionnalisation**. Il suit la bonne installation des CDPE et CLPE et anime les mandataires MEDEF de ces instances.
- La **lettre des mandataires** inclut des articles sur la transition écologique et la RSE.

4. RELATION ECOLE-ENTREPRISE

Cette partie synthétise les actions spécifiquement dédiées au rapprochement entre le monde de l'éducation et celui de l'entreprise.

- Un poste de **chargée de mission école-entreprise** a été assuré par Maëva Doisneau, tutorée par Julien Deroubaix.
- Des **partenariats** ont été mis en œuvre ou engagés avec le **Rectorat** (convention), l'**AREA** (pour le mémoire de la chargée de mission et l'accompagnement sur l'attractivité), le **Service Orientation de la Région** (pour lier actions et services), et les **MEDEF territoriaux et fédérations professionnelles** (pour des actions en co-construction). La **convention régionale Rectorat/MEDEF Centre-Val de Loire** structure les relations.
- Le MEDEF Centre-Val de Loire anime le **réseau des Référents école – entreprise** dans les MEDEF Territoriaux, en proposant des actions et en mettant à disposition des outils.
- Une participation active et des actions sont menées avec les **CLEE (Comités Locaux École-Entreprise)**, notamment ceux d'Orléans et de Pithiviers / Montargis, avec pour objectif la duplication d'actions comme "Parcours Avenir".
- L'action "**Parcours Avenir**" consiste en une demi-journée d'interventions de professionnels dans les collèges pour présenter leurs secteurs d'activités et métiers. Une trame d'interventions pour les professionnels a été réalisée.
- Le **guide « C'est quoi une entreprise ? »**, réalisé par le MEDEF Centre, est présenté dans le cadre de ces actions. Un **webinaire** a été animé en novembre à destination des enseignants pour qu'ils s'approprient le guide et l'animent lors des découvertes métiers.

Le guide a été **animé directement auprès de classes de seconde pro et 3ème prépa métiers**, l'objectif étant de donner une représentation simplifiée de l'entreprise et de ses services. Une animation personnalisée avec association de services et cartes métiers a été mise en place.

- Le forum "Détecter les jeunes talents" est un **forum d'emploi destiné aux jeunes diplômés et futurs diplômés**, ayant réuni 54 entreprises et près de 500 futurs diplômés en 2024. Il est prévu d'ajouter des tables rondes en 2025. Le MEDEF a également participé au forum d'orientation / job dating "**Rendez-vous des jeunes talents**" destiné au grand public et demandeurs d'emploi.
- Le MEDEF Centre-Val de Loire s'implique dans les actions d'**Entreprendre Pour Apprendre (EPA)** en tant que **membre fondateur**. Il poursuit son engagement pour transmettre les valeurs de l'entrepreneuriat et de l'entreprise aux jeunes. Cela se traduit par la prise de fonction de secrétaire au bureau d'EPA, le soutien et la participation aux projets et aux Mini-Entreprises, et le soutien au Festival Régional d'EPA. Le MEDEF contribue à l'organisation du championnat de mini-entreprises (jury, prix, mentorat).
- Une réflexion est menée pour **promouvoir les stages de PFMP (Période de Formation en Milieu Professionnel)** auprès des entreprises, incluant des visites de lycées professionnels, la connaissance des formations, des échanges sur les besoins des entreprises, et l'organisation d'ateliers thématiques pour attirer les chefs d'entreprises. Une première mise en œuvre est prévue au Lycée Jean Lurçat en mars 2025, avec l'intervention et le témoignage d'un mentor du lycée, et un atelier/conférence pour valoriser l'accueil de stagiaires. L'action a vocation à être dupliquée dans tous les départements en 2025.
- Le MEDEF Centre-Val de Loire a accueilli une **stagiaire de seconde** en juin 2024 pour lui faire découvrir le monde professionnel et syndical, les métiers du MEDEF, et réfléchir aux actions école-entreprise.
- Des actions de **communication** ont été menées pour promouvoir la **taxe d'apprentissage** et les **stages de seconde**, notamment par des plans de communication, supports, communication sur les réseaux sociaux, et emailings. Une **campagne de promotion des relations école – entreprise** est également en cours.
- Le REF participe aux discussions de la CREF sur les **actions Éducation – Entreprises** et la stratégie de découverte des métiers ainsi que sur les **stages de secondes**. Les relations avec l'éducation nationale sont un sujet abordé.
- Les MEDEF Territoriaux sont sollicités dans le cadre des actions relations Éducation-Entreprise.
- La **Semaine École Entreprise** a fait l'objet d'une démarche de promotion de l'ADREE, mais le retour financier n'a pas permis de constituer une aide suffisante pour des actions d'envergure.
- Des relations existent avec l'**enseignement supérieur**, notamment via le **CFA des Universités** (où le CRFP est maintenant mandataire) et les **Universités d'Orléans et de Tours** (où le REF intervient sur le management des compétences). Une initiative pour un rapprochement entreprises-universités/laboratoires lancée fin 2023 ne s'est pas concrétisée en 2024.

MARTINIQUE

1. PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le MEDEF Martinique s'investit pour faciliter l'accès à l'emploi et adapter les compétences aux besoins des entreprises. Plusieurs actions sont menées dans ce cadre :

- **Faciliter l'insertion professionnelle :**
 - Un groupe de travail est mis en place avec la Communauté d'Agglomération du Centre pour **faciliter l'intégration des bénéficiaires du dispositif PLIE** dans le monde du travail, contribuant ainsi au dynamisme de l'économie martiniquaise.
 - Un **procédé innovant est en cours d'écriture avec France Travail** pour répondre à la demande de salariés "prêts à l'emploi", sortants des dispositifs de France Travail.
 - Des **JOB dating** sont mis en place et l'envoi récurrent de profils (alternance, CDD, CDI) est effectué.
 - Des **actions conjointes sont poursuivies avec l'AGEFIPH et la DEETS** pour favoriser l'insertion des publics en situation de handicap.
 - Le MEDEF a co-organisé les **Trophées des entreprises et administrations inclusives** aux côtés de l'AGEFIPH, la DEETS et le FIPHFP, pour mettre en lumière les adhérents travaillant avec des personnes en situation de handicap et promouvoir leur emploi.
 - Le MEDEF participe aux différents **forums pour l'emploi des missions locales** NORD, CENTRE et SUD.
 - Une contribution à la conception et mise en œuvre du salon "**Martinique pour l'Emploi**" (initiative de Pôle emploi avec partenaires) a été réalisée en septembre 2024.
- **Développer l'alternance :**
 - Le MEDEF Martinique contribue à se positionner comme un acteur de la **promotion et du développement de l'alternance** auprès de ses entreprises adhérentes.
 - Il est **membre de la cellule "suivis des jeunes sans contrat"** de la DEETS.
 - Des **Job dating** sont organisés lors du Salon de l'alternance et du village école entreprise.
 - Un **débat est ouvert sur les difficultés des entreprises en matière d'alternance**.
- **Services et information pour les adhérents :**
 - Offrir du **service aux adhérents en réponse à leurs besoins en compétences** est une priorité, animation d'un CLUB RH.
 - Des **outils et manifestations** (matinales, webinaires) sont déployés pour permettre aux RH des entreprises adhérentes de consolider ou enrichir leurs "boîtes à outil".
 - Une **matinale avec l'APEC** sur la gestion d'entreprise a été organisée.

2. LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

Le MEDEF Martinique s'efforce d'être un acteur influent dans la définition et le suivi des politiques d'emploi et de formation :

- **Positionnement et représentation dans les instances :**
 - Le MEDEF Martinique se positionne le plus fortement possible au sein du **CREFOP**. Il y est **titulaire au bureau**, assure la **Présidence de la Commission emploi formation**, et est **titulaire dans les commissions Territoire et Comptes**.
 - Être la **voix des entreprises adhérentes** au sein de l'écosystème territorial "Formation et Emploi" et auprès des partenaires publics et privés (DIECCTE, Pôle emploi, CARIF OREF, Académie, Université) est un objectif central.
 - Le MEDEF Martinique est membre du bureau et du CA de **Transitions Pro Martinique**.
 - Il participe activement aux **Comités Locaux pour l'emploi** afin d'assurer une meilleure prise en compte des attentes des entreprises dans la structuration de France Travail.
- **Influence et contribution aux politiques :**
 - Influencer les instances (CREFOP / TPRO) et les acteurs est une démarche constante.
 - Contribuer à développer et améliorer les **stratégies locales en matière d'orientation, de professionnalisation des enseignements et d'attractivité des métiers**.
 - Analyser l'évolution de l'offre de formation et la corrélérer avec les besoins en compétences.
 - Sous l'impulsion du MEDEF Martinique, une **évaluation de l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins réels du marché du travail ("Carte des formations")** est menée, suivie de discussions sur les évolutions nécessaires.
 - Des discussions ont lieu sur l'intégration des différents dispositifs et la **coordination entre les partenaires** (France Travail, etc.) pour une approche plus efficiente de l'accompagnement des demandeurs d'emploi.
 - Collaboration étroite avec Transitions Pro Martinique pour la conception et mise en œuvre locale de la **"Journée nationale de la nouvelle vie professionnelle"**.
 - Organisation des **Trophées des entreprises et administrations inclusives** aux côtés de partenaires publics (AGEFIPH, DEETS, FIPHFP).
- **Partenariats :**
 - Mise en œuvre de **conventions de collaboration / partenariat** (objectif d'au moins 2 sur l'année).
 - Existe d'une **convention avec l'Académie de Martinique**.
 - Mise en place de **groupes de travail** (ex : avec la Communauté d'Agglomération du Centre).

- **Animation interne :**
 - Animation de la **Commission "Education Jeunesse Formation Professionnelle et Emploi"** en lien avec son Président.

3. FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

Les sources décrivent l'implication des représentants du MEDEF Martinique (mandataires) dans diverses instances et actions. Elles précisent notamment qu'un mandataire assure la **Présidence de Transitions Pro Martinique**, et que le MEDEF est membre du bureau et du CA de cette structure. Les mandataires sont également présents en tant que titulaires au bureau et dans les commissions du **CREFOP**, membres de la cellule "suivis des jeunes sans contrat" de la **DEETS**, participant aux **Comités Locaux pour l'emploi** et aux réunions des **"Conseils de perfectionnement"** de CFA (BTP, EPLFPA, CNAM), ainsi que prenant part aux rencontres des groupes de travail dans le cadre de la convention avec l'Académie de Martinique. L'animation de la Commission "Education Jeunesse Formation Professionnelle et Emploi" se fait en lien avec le Président de cette commission, qui est probablement un mandataire.

Cependant, les sources fournies **décrivent les rôles et les activités réalisés par les mandataires dans ces différentes instances** et initiatives. Elles ne contiennent **pas d'informations spécifiques sur des programmes ou initiatives dédiés à la formation interne ou à l'animation spécifique des mandataires eux-mêmes** par le MEDEF Martinique pour renforcer leurs compétences ou coordonner leur action.

4. RELATION ECOLE-ENTREPRISE

Le MEDEF Martinique œuvre activement pour rapprocher le monde de l'éducation et celui de l'entreprise, considérant que cela contribue à améliorer l'orientation, la professionnalisation des enseignements et l'attractivité des métiers. Ce développement des relations « école entreprise » s'articule autour de plusieurs initiatives :

- Mise en place d'événements visant à valoriser les métiers et secteurs. Par exemple, la **Semaine des métiers du tourisme** a inclus un concours d'influenceurs pour valoriser ce secteur.
- La **Semaine école entreprise en novembre 2024** a vu la création d'un **village école entreprise** mettant l'accent sur les secteurs en tension, offrant des découvertes de métiers via la réalité virtuelle, des témoignages, des visites d'entreprises et des interventions médias.
- Réalisation d'une **campagne de communication sur les stages de 3ème et seconde**, incluant des capsules vidéo de témoignages d'adhérents accueillant des stagiaires et des stagiaires eux-mêmes.
- Participation aux réunions des **"Conseils de perfectionnement"** de différents CFA (BTP, EPLFPA, CNAM).
- Organisation de rencontres dans le cadre de la **convention avec l'Académie de Martinique**, notamment avec des **groupes de travail**.
- Développement des **relations avec les jeunes des classes prépa** aux Grandes Écoles.
- Organisation de l'**immersion des enseignants en entreprise**.

- Etudes économiques

Les études économiques sont essentielles au Medef afin de formuler des propositions de politiques publiques efficaces et en faveur d'une croissance économique durable. Elles fournissent des outils indispensables pour comprendre et naviguer dans les complexités économiques modernes.

L'Institut Rexecode a fourni au Medef des analyses régulières au cours de l'année 2024, sur différents thèmes : économie, social, transition écologique ...

Les principaux travaux réalisés portent notamment sur :

- La compétitivité française : résorption partielle du déficit extérieur, attractivité qui plafonne
- Faire de la décarbonation un levier de croissance
- Les freins à la progression salariale
- Prélèvements sur l'industrie : un alignement vers la moyenne européenne inachevé
- La réindustrialisation de la France serait favorable à la décarbonation mondiale
- Durée effective et quantité de travail en France et en Europe

Une étude très approfondie de l'économie française à l'aube des élections législatives anticipées a été établie. Elle met en lumière les progrès réalisés ces dernières années, tout en soulignant les défis persistants, notamment en matière de croissance, de pouvoir d'achat, de productivité, de compétitivité, de finances publiques et de transition énergétique. La production de ce document « hors-série » visait à éclairer le débat public avec un diagnostic rigoureux de la situation économique actuelle, essentiel pour objectiver les débats et informer les choix politiques des candidats et des électeurs. Il souligne l'importance de politiques économiques axées sur le renforcement de l'offre compétitive, condition sine qua non pour améliorer le pouvoir d'achat et assurer une prospérité durable.

Une autre portant sur la nouvelle Assemblée nationale face à la dette publique met en avant les divers scénarios pour analyser les options de politique économique permettant de concilier ambitions sociales et contraintes financières.

- Semaine de l'épargne salariale

Le MEDEF a contribué aux actions de la Semaine de l'Epargne Salariale pour sa 6^{ème} édition du 25 au 29 mars.

La Semaine de l'épargne salariale (SES) a été créée en 2017 par les acteurs institutionnels et privés dans le but de promouvoir ce mode d'épargne collective auprès des entreprises et de renforcer l'information des salariés.

Les sommes mobilisées ont été allouées à cette campagne de communication principalement ciblée sur les dirigeants des entreprises les moins matures (PME et surtout TPE). Les messages portés valorisaient la simplicité de ce type d'épargne, ses avantages et son efficacité pour partager la valeur, en particulier pour les TPE-PME. Le canal privilégié est celui des réseaux sociaux et singulièrement de Twitter pour toucher plus efficacement les influenceurs.

Descriptif des actions

☐ Act 4 Nature. Depuis sa création en 2018, le MEDEF est partenaire du dispositif d'engagement Act4Nature International créé par EPE. Ce dispositif offre une véritable reconnaissance des actions des entreprises en faveur de la biodiversité et permet par son ambition et sa gouvernance de crédibiliser l'action du MEDEF et des entreprises en faveur de la biodiversité. En 2024, le MEDEF, via son directeur de mission environnement et sa chargée de mission biodiversité a poursuivi son investissement dans Act 4 Nature aux côtés des autres partenaires engagés. Sa mission a consisté à coordonner le dispositif et effectuer la revue des dossiers présentés par les entreprises.

☐ MOOC Biodiversité. Lancé en 2022, le MOOC commun entre le MEDEF, la LPO et l'OFB fait l'objet d'une convention triennale avec la LPO sur 3 ans pour développer de nouveaux modules. En 2024, outre l'animation, nous avons ajouté un nouveau module dédié au reporting extra-financier de la CSRD.

☐ Etudes. En 2024, le MEDEF a lancé en partenariat avec le cabinet RESET une étude d'ampleur sur le fonctionnement des filières à Responsabilité Elargie du Producteur (REP). Ce travail a consisté à animer une série d'ateliers avec les fédérations membres du MEDEF et à produire un rapport de synthèse. Ce travail a notamment servi de trame d'entretien pour une audition du MEDEF devant les inspections de l'Etat (IGF et IGEDD), missionnées par la Première Ministre Elisabeth BORNE.

☐ Abonnements. L'abonnement aux médias généralistes (Les Echos, L'Opinion, Le Monde, Le Figaro) ainsi qu'à la presse spécialisée (Contexte, Actu Environnement, Enerpresse) sont nécessaires pour les équipes du MEDEF afin de suivre l'actualité et assurer l'information des adhérents.

☐ Événementiel. En 2024, le MEDEF a organisé plusieurs manifestations auprès de ses adhérents afin de diffuser des contenus ou bien animer des débats relatifs à la transition écologique. Citons : une conférence avec le SGPE sur la territorialisation de la transition écologique (janvier 2024), 3 déjeuners-débats du Cercle de l'Energie et du Développement Durable, une conférence avec l'ADEME sur le programme ACT, un stand à la REF du MEDEF sur la transition écologique des entreprises.

2. Règles d'allocation pour les imputations AGFPN

☐ Principes Généraux: le Pôle Transition Ecologique du MEDEF a pour mission d'animer cette thématique au sein du réseau MEDEF. Cela signifie concrètement :

- Animer et superviser les travaux de la Commission Transition Ecologique, de la Commission Energie et des groupes de travail associés (Comité Environnement, Comité Energie et Compétitivité Climat, Comité Economie circulaire...). Ces groupes de travail abordent des sujets entrant dans le périmètre des missions de l'AGFPN.
- Communiquer et décrypter l'actualité relative à la transition écologique au sein du réseau MEDEF. Là aussi, cette activité relève des missions AGFPN.

□ Règles d'allocation. Suivant les principes généraux évoqués ci-dessus, la quote-part AGFPN des membres de l'équipe a été calculée en fonction de leur contribution aux missions de l'AGFPN sur les points suivants :

- La politique climatique est une politique publique et nécessite un accompagnement poussé des adhérents du MEDEF, ainsi qu'au sein d'un écosystème plus large (COP).
- Organisation des actions du pôle liées aux missions de l'AGFPN.
- L'énergie est une politique publique et nécessite un accompagnement poussé des adhérents du MEDEF.
- Via les différents mandats représentatifs du MEDEF (CNTE, CIFREP, CSPRT) et représentation du MEDEF dans des réunions initiées par les pouvoirs publics (COP Territoriales, CNR, réunions ad hoc),
- Accompagnement des adhérents du MEDEF dans la mise en œuvre des lois relatives à l'énergie, la mobilité et le climat.
- Animation de l'initiative 1PacteClimat (site, Linked In)

Convention annuelle des adhérents

Organisée chaque printemps, la Convention du MEDEF constitue un rendez-vous majeur pour les adhérents du MEDEF. Elle rassemble pendant deux jours environ 250 participants issus des Fédérations professionnelles ainsi que des MEDEF territoriaux et régionaux. Cet événement est conçu comme un véritable temps fort de réflexion, d'échange et de mobilisation autour des grands enjeux économiques et sociaux du moment.

Au programme de cette rencontre : des séances plénières, des ateliers thématiques, des débats participatifs et des temps dédiés à une prise de parole politique. L'objectif est de créer un espace propice au dialogue entre les différentes parties prenantes et de nourrir une dynamique collective en phase avec les défis d'aujourd'hui.

Un accent particulier est mis sur la valorisation des initiatives portées par les adhérents territoriaux et nationaux du MEDEF, grâce à de nombreux témoignages et prises de parole, ainsi que sur la découverte des nombreux outils, services et actions développés par l'organisation pour accompagner ses adhérents au quotidien.

L'édition 2024 de la Convention s'est tenue à Angers les 23 et 24 mai. Elle a été l'occasion d'approfondir une réflexion essentielle : comment mettre notre engagement militant au service d'une croissance durable, capable de répondre efficacement aux transitions économiques, écologiques et sociales en cours.

Ces deux journées ont permis de travailler collectivement sur des thématiques clés telles que :

- le renouvellement du militantisme patronal ;
- le développement des compétences nécessaires à la transition écologique ;
- l'avenir du paritarisme de gestion ;
- la revitalisation du dialogue social interprofessionnel ;
- le rôle des partenaires sociaux dans la transformation du monde du travail.

Les échanges ont été enrichis par la présence et les interventions de figures majeures du paysage syndical français, notamment François Hommeril, président de la CFE-CGC, et Frédéric Souillot, secrétaire général de Force Ouvrière, venus partager leur vision et débattre avec les participants.

Accompagnement du réseau

En 2024, le MEDEF a poursuivi et renforcé son accompagnement du réseau territorial autour des outils numériques structurants pour la gestion et l'animation du paritarisme. Deux solutions complémentaires sont aujourd'hui déployées à large échelle : le CRM Eudonet, utilisé par 64 MEDEF territoriaux et régionaux, et la plateforme de cartographie Artique Platform, désormais en service auprès de 77 structures territoriales.

Le CRM Eudonet constitue un socle numérique essentiel pour la gestion fine et centralisée des mandats et mandataires. Il permet de suivre l'ensemble de l'arborescence des

mandats (durée, échéances de renouvellement, limite d'âge...), les données personnelles et statutaires des mandataires (nom, prénom, date de naissance, qualité de titulaire ou de suppléant, instance d'origine, structure désignante...), ainsi que les candidatures potentielles pour les futures mandatures. Cet outil contribue ainsi à améliorer la lisibilité, l'organisation et la coordination des engagements dans le cadre paritaire, à tous les niveaux du réseau.

Dans ce cadre, 7 déplacements en territoire ont été effectués pour accompagner et former les équipes à la solution.

En complément, la plateforme Articque, déployée depuis 2022, continue de monter en puissance. Elle permet aux MEDEF territoriaux et régionaux de visualiser leurs données Eudonet dans une dimension spatiale, renforçant ainsi leur capacité à analyser les dynamiques locales, à ajuster leur stratégie de représentation et à identifier les zones d'action prioritaires.

Grâce à ces deux outils, le MEDEF poursuit une démarche proactive d'outillage, de professionnalisation et de valorisation de la fonction paritaire, en appui aux besoins du terrain et dans une logique d'amélioration continue.

Actions des Fédérations

Syntec

Actions menées en lien avec l'inclusion des personnes en situation de handicap dans le monde professionnel. Elles reposent sur trois grands axes :

- 1) Handicap et sous-traitance / co-traitance
- 2) Handicap et reconnaissance
- 3) Handicap et embauche

1. Handicap et sous-traitance / co-traitance

Objectif :

Réduire la contribution financière des entreprises au titre de l'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés (OETH) via des solutions de sous-traitance et de co-traitance.

Types de prestations valorisées :

- Sous-traitance de produits : ex. traiteur, impression, palettes industrielles.
- Sous-traitance de services : ex. conciergerie, R&D, vidéos, informatique.
- Mise à disposition de travailleurs handicapés : passerelle vers l'emploi direct.

Prestataires concernés :

- ESAT (Établissements ou Services d'Aide par le Travail) : structures médico-sociales.
- EA (Entreprises Adaptées) : secteur marchand (≥55 % de travailleurs handicapés).
- TIH (Travailleurs Indépendants Handicapés) : professions libérales.

2. Handicap et reconnaissance

Définition :

Le handicap en entreprise est évalué en fonction de son impact sur l'activité professionnelle.

Typologies de handicap (6 catégories) :

- Moteur, sensoriel, cognitif, mental, psychique, maladie invalidante.

Démarche de reconnaissance (RQTH) :

- Permet des adaptations : matériel, organisationnel, RH.
- Délivrée par la MDPH, valable 1 à 10 ans (parfois à vie).

Outils et accompagnement :

- AGEFIPH (aides financières, diagnostics).
- Réseau Cap Emploi (recrutement, sensibilisation).
- Sites d'emploi spécialisés.

3. Handicap et embauche

Rappel sur l'OETH :

- Obligation d'employer $\geq 6\%$ de travailleurs handicapés.
- Déclaration via DSN (mensuelle) + DOETH (annuelle).
- Référent handicap obligatoire pour les entreprises ≥ 250 salariés.

Moyens de mise en conformité :

- Emploi direct, intérim, stages, sous-traitance, accords agréés, contribution à l'URSSAF.

Stratégie de recrutement inclusive :

- Contrats diversifiés : pro, apprentissage, CUI-CIE...
- Offre d'emploi inclusive.
- Processus d'entretien équitable.

Accompagnement durable :

- Préparer l'intégration avec managers et RH.
- Prévoir les aménagements nécessaires.
- Formation, tutorat, communication adaptée.

Valorisation des actions :

- Témoignages, communication interne/externe.
- Signature de la Charte de la diversité.
- Labellisation (AFNOR).

Supports disponibles

- 3 épisodes vidéo disponibles : <https://www.syntec.fr/inclusion/les-episodes>

UIT

Le dialogue social paritaire de branche est resté très actif au cours de l'année 2024 dans la branche de l'Industrie Textile.

Vingt réunions paritaires de branche (CPPNI, CPI, CPNE) se sont tenues et ont été consacrées aux thèmes suivants :

- salaires minima conventionnels ;
- rapprochement de la CCN de l'Industrie Textile et de la CCN des textiles artificiels et synthétiques et produits assimilés ;
- prévoyance avec l'organisme Malakoff Humanis ;
- formation professionnelle et continue.

Cinq accords nationaux textiles ont été conclus en 2024 correspondant :

- aux salaires (Accords des 24 janvier et 4 novembre 2024) ;
- à la définition d'une catégorie objective de salariés bénéficiaires d'une couverture de protection sociale complémentaire (accord du 21 octobre 2024) ;
- au rapprochement de la CCN de l'industrie textile (IDCC n° 0018) et de la CCN des textiles artificiels et synthétiques & produits assimilés (accord du 18 juin 2024) ;

- à certaines dispositions applicables aux entreprises qui relevaient au 7 août 2023, de la CCN des textiles artificiels et synthétiques et produits assimilés du 6 juin 1996 (accord du 18 juin 2024).

Abonnement Acteurs publics Réseau (abonnement destiné aux MT et MEDEF National)

Le MEDEF a renouvelé pour 2025 son abonnement à Acteurs publics « Licence 360 – 100% digital » à destination des délégués généraux des Medef régionaux et territoriaux ainsi qu'aux présidents de Commissions et Comités et en interne soit 150 abonnements à un tarif très préférentiel. Le MEDEF, attentif à amplifier ses relations avec les acteurs institutionnels locaux mais aussi les Pouvoirs publics dans leur ensemble, a donc jugé utile de leur faire profiter de l'expertise d'Acteurs publics pour mieux connaître et appréhender ses acteurs et leurs actions.

Séminaire du Comité des Métropoles

Le Comité des Métropoles du MEDEF est une instance dédiée à l'accompagnement des structures MEDEF implantées dans les grandes agglomérations françaises et au soutien des entreprises adhérentes.

Il vise à répondre aux enjeux spécifiques des territoires urbains, qu'il s'agisse de logement, de fiscalité locale, de transition écologique ou encore de financement des transports. Constitué des vingt-deux Présidents et Délégués Généraux des MEDEF Métropolitains, ce comité se réunit mensuellement au MEDEF, avec la participation ponctuelle d'experts du siège national. L'année 2024, bien qu'elle n'ait pas été marquée par l'organisation d'un séminaire annuel, a permis d'engager une dynamique collective autour d'une nouvelle feuille de route, en préparation de l'arrivée de Jean-Marc OLUSKI à la présidence du comité en janvier 2024.

L'année a été consacrée à la structuration d'un nouveau cap pour le Comité. Dans cette optique, un questionnaire a été élaboré à destination des Présidents et Délégués Généraux des MEDEF Métropolitains. Ce document visait à recueillir leur perception des relations entretenues avec leurs autorités métropolitaines, leur implication dans des dossiers stratégiques tels que les zones à faibles émissions (ZFE), le zéro artificialisation nette (ZAN), le financement des transports, ou encore la gestion des déchets professionnels. Il a également permis d'identifier les attentes des membres vis-à-vis du comité : certains ont exprimé le besoin d'un espace de partage d'initiatives locales, d'autres ont mis en avant l'intérêt d'un renforcement des relations avec les parlementaires. L'objectif global est de faire du Comité un espace d'échange d'expériences, de mutualisation des réussites, mais aussi de définition de positions communes.

Dans la continuité des échanges menés ces dernières années, le Comité a préparé le terrain en 2024 pour approfondir ses liens avec France Urbaine. Cette initiative vise à renforcer la capacité d'influence du réseau dans les débats nationaux touchant aux réalités métropolitaines. Le Comité a également été à l'initiative de rencontres diverses notamment avec le Président d'EDF et s'est mobilisé pour être présent en nombre à la REF.

Dans une logique de reconnaissance des spécificités locales, chaque Président prend, à tour de rôle, la parole en réunion pour présenter son territoire, ses enjeux et ses projets. Cette prise de parole régulière permet de mieux comprendre la diversité des situations métropolitaines, de nourrir la réflexion stratégique du Comité et d'identifier des pistes concrètes d'action. En complément, il est prévu d'inviter régulièrement des élus métropolitains afin qu'ils présentent leurs priorités et attentes vis-à-vis du MEDEF. À titre d'exemple, la venue de Bertrand Serp, vice-président de Toulouse en charge de la transition numérique, est envisagée pour l'une des prochaines réunions.

Un projet de livrable est également lancé : il rassemblera les projets innovants portés par les MEDEF Métropolitains afin de diffuser les bonnes pratiques et de renforcer la visibilité de l'action locale. Ce document constituera un socle d'inspiration pour les autres territoires et un appui dans les démarches de plaidoyer.

Le Comité des Métropoles a renforcé en 2024 son rôle de coordination avec les autres instances territoriales du MEDEF. Il entretient un lien régulier avec le Comité des Régions et la Commission Croissance et Territoires. Cette articulation vise à assurer une cohérence des actions menées au niveau local, régional et national, notamment sur des thématiques transversales telles que les transports, le logement, la gestion des ressources ou encore la transition énergétique. En s'inscrivant dans cette logique de transversalité, le Comité des Métropoles entend pleinement jouer son rôle de trait d'union entre le siège du MEDEF et les réalités de terrain.

Séminaire du Comité des Régions

Instance historique du MEDEF, le « Comité des régions » a pour missions de promouvoir et coordonner les actions du réseau des MEDEF régionaux. Le Comité des régions assure une veille active sur toutes les mesures et dispositions juridiques ou législatives qui pourraient impacter le développement économique des régions et de fait, l'activité des entreprises. Aussi, il a vocation à être force de proposition et à entretenir des relations avec tout acteur institutionnel ou économique.

Le « Comité des régions » est composé des Présidents et Délégués généraux des MEDEF régionaux qui se réunissent une fois par mois au sein du MEDEF. Ont également vocation à participer tous experts du MEDEF national pour apporter un éclairage technique sur les sujets traités. Une fois par an, le Comité se réunit dans le cadre d'un séminaire afin de réaliser un travail de fond sur des sujets stratégiques et prospectifs traités dans le cadre de ses réunions mensuelles. Le dernier séminaire a eu lieu début octobre, événement lors duquel nous avons discuté de notre stratégie d'influence auprès des élus locaux et de notre stratégie de développement de notre réseau d'entreprises.

A propos de ces grandes orientations, le Comité des régions a pour orientation première l'animation du réseau. Première sur la représentativité. Le sujet représentativité est désormais introduit comme l'un des ultimes buts recherchés par les MR dans leur stratégie d'animation territoriale. Deuxièmement, sur le lobbying territorial, Avec l'appui des travaux du comité des régions, les MR jouent un rôle d'interface pour une meilleure coordination des actions de lobbying du MEDEF dans leur globalité entre les différents niveaux territoriaux, régionaux, national et Europe. A cet effet, le Comité des régions peut inviter des personnalités extérieures de haut niveau (institutionnels comme experts) capables d'éclairer et de mettre en débat des sujets spécifiques et importants. Il peut aussi inviter des organisations avec lesquelles nouer et maintenir des relations de travail et de confiance pour mieux comprendre les positions et mieux se situer dans le paysage. Avec l'association Régions de France plus particulièrement, il s'assure du suivi des travaux et s'assure d'un dialogue constant et resserré avec les élus et les équipes. Le comité des régions suit la bonne conduite par les MR des missions fixées par les mandats de gestion, déploie les actions d'information au réseau et remonte les informations collectées sur le terrain.

Le Comité des régions a pour autre orientation la coordination avec les actions nationales. Le comité des régions prend la responsabilité permanente de créer un lien avec les travaux menés aux MEDEF dans les différentes instances et commissions chaque fois que les sujets concernent l'aménagement du territoire de façon large (AOM, transports, logement, réseaux de communication, gestion de l'eau et des déchets, énergie, etc.). Il s'assure plus particulièrement de la bonne coordination de ses travaux avec le Comité des métropoles et la Commission Croissance et Territoires. Le Comité des régions aussi est l'espace au

sein duquel les MEDEF régionaux peuvent partager leurs initiatives et proposer de les essaimer sur d'autres régions (exemple réussite des Pépites de l'Alternance), tout comme s'y réfléchit et s'y projette des initiatives nationales. Un point mensuel est réalisé lors de chaque comité, avec la présence de la Direction Emploi-Formation afin de partager les informations et d'améliorer la coordination des actions entre le réseau régional permanent et les équipes mises à disposition en territoires par le MEDEF national. Enfin, devenue un moment clé de pour la vie du MEDEF et de son réseau, la REF doit faire l'objet chaque année d'une coordination très anticipée afin de préparer dès l'issue de chaque REF la REF suivante concernant la présence active du réseau territorial lors de cet événement.

Comité Outre-Mer

Instance du MEDEF, le Comité des Outre-mer a pour mission de promouvoir, défendre et coordonner les actions du réseau des MEDEF territoriaux ultramarins. Il assure une veille active sur toutes les mesures et dispositions juridiques, fiscales ou législatives susceptibles d'impacter le développement économique et social des Outre-mer et, de fait, l'activité des entreprises de ces territoires. Il se positionne également comme force de proposition et entretient des relations suivies avec l'ensemble des acteurs institutionnels et économiques, aux niveaux nationaux, européen et international.

Le Comité des Outre-mer est composé des Présidents et Délégués/Secrétaires généraux des MEDEF territoriaux ultramarins, d'un élu membre du Conseil Exécutif du MEDEF national, du Directeur en charge des Adhérents et du collaborateur chargé du suivi Outre-mer. Ce réseau couvre les neuf MEDEF territoriaux et régionaux d'Outre-mer. Le président du Comité siège au Conseil Exécutif du MEDEF, assurant la représentation des territoires ultramarins au plus haut niveau.

Les travaux du Comité s'articulent autour de réunions régulières, de séminaires thématiques et de déplacements sur le terrain, favorisant la proximité avec les réalités locales et la mutualisation des bonnes pratiques. Le Comité a mené plusieurs actions structurantes : déplacement de la Délégation Pacifique à Bruxelles pour porter la voix des entreprises ultramarines auprès des institutions européennes, premiers Comités délocalisés à Mayotte et à La Réunion, déplacements du Président du MEDEF en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie, et participation de la co-présidente du Comité à la délégation présidentielle au Brésil. Le Comité a également organisé des échanges avec les ministres en charge des Outre-mer et de la transition énergétique lors de la REF, et a lancé un groupe de travail sur les finances et la fiscalité, notamment sur la réforme de l'octroi de mer et du dispositif LODEOM.

Le Comité des Outre-mer joue un rôle clé dans la coordination des actions de lobbying du MEDEF sur les enjeux ultramarins, en lien avec les instances nationales et européennes. Il invite régulièrement des experts et personnalités extérieures pour éclairer les débats sur des sujets stratégiques, et travaille en étroite collaboration avec les institutions locales et nationales pour renforcer l'influence et la représentativité des Outre-mer. Il assure également la remontée des informations du terrain et le suivi des missions fixées par les mandats de gestion, tout en déployant des actions d'information et de soutien au réseau, comme l'opération de solidarité « De l'eau pour Mayotte » qui a permis la livraison de 1,5 million de litres d'eau aux entreprises mahoraises.

Le Comité veille enfin à la bonne coordination de ses travaux avec les autres instances du MEDEF, afin d'assurer une cohérence des actions sur les sujets transversaux tels que les transports, le logement, la gestion de l'eau et des déchets, l'énergie ou la transition écologique. Il constitue également un espace de partage d'initiatives, permettant de valoriser les actions innovantes menées dans les Outre-mer et de les essaimer au sein du réseau national.

Formation des mandataires MEDEF

Comité des mandats

Mardi 16 janvier 2024
Mardi 6 février 2024
Mardi 5 mars 2024
Mardi 2 avril 2024
Mardi 7 mai 2024
Mardi 4 juin 2024
Mardi 9 juillet 2024
Mardi 3 septembre 2024
Mardi 1^{er} octobre 2024
Mardi 5 novembre 2024
Mardi 3 décembre 2024

Au cours de ces réunions 2024, le Comité des mandats a désigné 135 représentants du MEDEF dont 64 sont issus du réseau territorial (47,4 %), 53 issus des fédérations (39,2 %) et 28 du MEDEF (13,3 %).

La part des femmes désignées en 2024 s'établit à 34 % (46 personnes).

Désignations 2024				
MT	Fédérations	Permanents	Femmes	
47,40%	39,20%	13,30%	34,00%	
64	53	18	46	Total 135

Auditions

Mardi 16 janvier 2024 : Audition par le Comité des mandats de M. Daniel Weizmann, mandataire titulaire au sein du CA de l'AGFPN dans la perspective de l'élection du nouveau Président (Comité des mandats du 5 décembre 2023).

Mardi 4 juin 2024 : Audition par le Comité des mandats de M. Christian Nibourel, Président de l'AGS (Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés).

Mardi 9 juillet 2024 : Audition par le Comité des mandats de M. Anthony Streicher, Président de la GSC (Association pour la garantie sociale des chefs et des dirigeants d'entreprise).

Mardi 3 décembre 2024 : Audition par le Comité des mandats de M. Marc Poisson, président de l'URSSAF Caisse Nationale

Animation Réseau

Mardi 5 mars 2024 : rencontre / cocktail mandataires du MEDEF Paris

Jeudi 4 avril 2024 : intervention pour le MEDEF Vaucluse (visioconférence)

Jeudi 11 avril 2024 : intervention pour le MEDEF Centre (visioconférence)

Vendredi 19 avril 2024 : formation « Initiation à la maîtrise des risques et à l'analyse financière » pour le MEDEF Bretagne

Jeudi 16 mai 2024 : intervention pour le MEDEF Grand-Est

Vendredi 31 mai 2024 : intervention pour le MEDEF Finistère

Jeudi 6 juin 2024 : formation « Initiation à la maîtrise des risques et à l'analyse financière » pour les MEDEF Savoie et Haute-Savoie.

Jeudi 13 juin 2024 : Assemblée Générale du MEDEF Flandre Audomarois

Mardi 17 septembre 2024 : intervention MEDEF Territoires Franc-Comtois

Jeudi 19 septembre 2024 (matin) : intervention pour le MEDEF Réunion (visioconférence)

Jeudi 19 septembre 2024 (après-midi) : intervention pour le MEDEF Drôme-Ardèche (visioconférence)

Jeudi 26 septembre 2024 : webinaire mandats du MEDEF Vaucluse (visioconférence)

Jeudi 3 octobre 2024 : intervention à L'Académie MEDEF / S'engager comme mandataires MEDEF, attentes et responsabilités

Jeudi 10 octobre 2024 : soirée des mandataires du MEDEF Seine-et-Marne

Mardi 5 novembre 2024 : soirée découverte des mandats - Medef 22 (Côtes-d'Armor)

Mercredi 20 novembre 2024 : rencontre des mandataires du MEDEF BFC - intervention de Jean-Luc Raunicher

Mercredi 4 décembre 2024 : 8ème édition Université Régionale des mandataires du MEDEF Hauts-de-France + intervention de Jean-Luc Raunicher

Lundi 9 décembre 2024 : soirée de l'engagement du MEDEF Loire-Atlantique – intervention de Jean-Luc Raunicher

Mardi 10 décembre 2024 : soirée de l'engagement – MEDEF Sarthe

Jeudi 12 décembre 2024 : mandataires MEDEF Drôme-Ardèche

Vendredi 13 décembre 2024 : séminaire des mandataires UDE (MEDEF GUADELOUPE) – intervention de Jean-Luc Raunicher (visioconférence)

Animation Réseau – Webinaire Cellule animation et conformité des mandats (9 réunions)

Lundi 29 janvier 2024

Lundi 26 février 2024

Lundi 25 mars 2024

Lundi 29 avril 2024
Lundi 27 mai 2024
Lundi 24 juin 2024
Lundi 30 septembre 2024
Lundi 28 octobre 2024
Lundi 25 novembre 2024

Rencontres avec les mandataires nationaux et les DG et/ou responsables mandats des fédérations

Jeudi 1er février 2024 : M. Teoman Bakoglu, délégué général adjoint de la FIEEC et Benoît Lavigne, délégué général

Mardi 20 février 2024 : Mme Rachel Chane See Chu, nouvelle déléguée générale de la FNAIM

Jeudi 22 février 2024 : M. Mathieu Séguran, délégué général de Syntec.

Mardi 28 mai 2024 : Mme Catherine Bourrienne-Bautista, secrétaire générale de la FEFIS

Jeudi 13 juin 2024 : Mme Christine Schibler - Déléguée générale de la Fédération de la FHP

Participations de la Cellule animation et conformité des mandats à d'autres événements

22-23-24 mai 2024 : Séminaire des DG à Angers

15 octobre 2024 : Soirée du Séminaire Développement Commercial 2024

25 novembre 2024 : Accueil des nouveaux présidents et DG de MT/MR

Académie MEDEF

L'Académie du MEDEF a rejoint récemment le pôle adhérents et mandats du Mouvement des Entreprises de France afin d'encourager les actions d'accompagnement des 15 000 mandataires répartis sur l'ensemble du territoire tout en continuant les actions menées en 2023 afin d'encourager le développement des compétences de l'écosystème de l'organisation à travers un programme de formation, de webinaires et de podcasts, dispensés par des experts internes ou des formateurs extérieurs.

Cette offre est destinée aux entrepreneurs engagés, salariés, mandataires, collaborateurs des organisations professionnelles, des MEDEF Régionaux et Territoriaux qui portent les valeurs de l'entreprise et qui défendent au quotidien les idées du monde entrepreneurial. Aujourd'hui, l'Académie est un outil capable de répondre aux besoins exprimés par le MEDEF, en coordination avec les actions menées par les différents pôles du mouvement ; c'est également un outil d'accompagnement des collaborateurs du MEDEF national qui vise à s'assurer de la bonne transmission des informations stratégiques et la mise en œuvre et suivi des politiques publiques. Enfin, la réussite de ces différentes rencontres nécessite la mise en place d'outils et d'actions de communication à destination des mandataires afin de les encourager à y participer.

L'Académie MEDEF intervient également très régulièrement dans les territoires et lors des événements de ses adhérents soit directement soit par l'intermédiaire de nos REF/CRFP et autres intervenants extérieurs, expert du paritarisme et du dialogue social.

Les actions mises en place

Communication :

- Plaquettes de présentation et impressions diverses
- Présence lors de la Rencontre des Entrepreneurs de France
- Développement du site internet pour encourager l'utilisation des formations par les mandataires
- Prospection de nouveaux mandataires notamment dans le cadre des futurs renouvellements
- Formation pour la réalisation des podcasts
- Création d'un studio d'enregistrement
- Déplacement en territoire afin de faire connaître les outils mis en place au sein de L'Académie et relever les nouveaux besoins des mandataires et représentants.

Les formations à destination des adhérents dont les mandataires

Cette année, nous avons souhaité mettre l'accent sur les formations à destination de nos adhérents dispensées par des prestataires extérieurs. Des parcours permettent ainsi de confirmer ses acquis notamment en termes de paritarisme, de gestion d'un mandat social ou encore Action Logement. **39 formations ont été organisées telles que :**

- S'engager comme mandataire MEDEF, attentes et responsabilités,
- Le paritarisme au service d'un modèle social
- Mener une négociation
- Initiation à la maîtrise des risques et à l'analyse financière
- France Travail : qui décide de quoi ?
- Les acteurs de la transition écologique...

Nos référents régionaux et thématiques

L'Académie s'appuie depuis quelques années sur un réseau régional de référents afin d'accompagner les adhérents dans le développement d'actions relatives au paritarisme et à la gestion des mandats. Les 15 référents Académie en région ont fortement contribué à la promotion des actions menées par L'Académie auprès des entreprises du réseau.

De plus, afin de nous assurer que tous les sujets qui concernent les mandataires sont traités, nous avons mis en place un groupe de référents thématiques qui rassemble tous les pôles : transition écologique, social, compétence, formation jeunes, transition numérique et innovation, économie, Europe, gouvernance RSE, juridique et éthique...

Les webinaires organisés pour les adhérents du MEDEF

Organisation de 65 sessions de sensibilisation à destination des adhérents du MEDEF ou du grand public visant à les accompagner dans la mise en place de nouvelles directives, nouvelles réglementations et à innover sur des sujets tels que la transition écologique, la responsabilité sociale et sociétale des entreprises, la transition numérique, la sécurité économique... Ces sessions ont totalisé 3 467 participants uniques, 6 109 inscriptions cumulées. 119 MEDEF territoriaux et régionaux et 88 fédérations professionnelles sont utilisateurs de l'Académie. Elles ont été animées par 61 collaborateurs animateurs. Elles ont donné lieu à la réalisation de 25 podcasts disponibles sur le site lacademiemedef.fr et sur la chaîne Spotify de l'Académie.

Les podcasts

L'Académie s'est dotée récemment d'un studio d'enregistrement afin de répondre à une demande de plus en plus présente de la part de nos adhérents relative ; les podcasts. Depuis novembre dernier le MEDEF est capable de réaliser et diffuser en totale autonomie ses podcasts à destination de ses adhérents, du grand public et des mandataires afin de les accompagner dans leurs fonctions et ainsi pouvoir leur transmettre les informations indispensables au bon fonctionnement de leur mission.

Ce studio est également à la disposition de l'ensemble des pôles du Mouvement des Entreprises de France, de ses adhérents et de nos REF/CRFP qui souhaitent créer du contenu à destination de nos mandataires.

Par ailleurs, un abonnement nous permet de transmettre le contenu sur la plupart des plateformes d'écoute et le développement futur du site internet de l'Académie permettra de faciliter l'écoute de ces derniers.

Développement de nouvelles actions pour les prochaines années (prospection et renouvellement des mandats)

Développement futur d'un nouveau site internet répondant davantage aux utilisations actuelles et encourageant les inscriptions de potentiels mandataires hors du réseau MEDEF.

1. Équipe Pôle Affaires publiques

a. Missions des collaborateurs du Pôle, basés au siège du Medef

Ces collaborateurs concourent à l'action du MEDEF dans le cadre de la participation des organisations professionnelles d'employeurs à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des politiques publiques relevant de la compétence de l'État, plus spécifiquement dans le suivi de celles-ci au Parlement.

Ils y participent notamment à travers l'analyse des projets et propositions de loi, le suivi de ceux-ci au Parlement, la rédaction d'amendements, la participation aux tables rondes patronales ou autres auditions au Parlement sur les textes de loi ou sur le suivi des politiques gouvernementales pour faire valoir les positions du MEDEF.

Ensuite, ils assurent le *reporting* de ces informations aux directions techniques en interne et auprès des adhérents de l'organisation patronale. Toutes ces actions ont pour but de nourrir les travaux du MEDEF dans l'exercice de ses missions d'organisation d'employeurs.

L'année 2024 a été marquée par de nombreux événements politiques (dissolution de l'Assemblée nationale, élections législatives anticipées, puis mise en place de la nouvelle Assemblée, censure du Gouvernement en décembre impliquant une impossibilité de faire passer les textes budgétaires dans les délais impartis, etc.) et rendant nécessaire un suivi et un accompagnement des adhérents du MEDEF.

Malgré un calendrier parlementaire resserré, du fait de la dissolution de l'Assemblée nationale, le MEDEF a été fortement sollicité sur les projets et, surtout, les propositions de lois au titre de l'article L1 du Code du travail (Proposition de loi visant à reconnaître et protéger la santé menstruelle et gynécologique dans le monde du travail ; proposition de loi d'abrogation de la retraite à 64 ans ; Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025).

b. Collaboratrice rattachée au Pôle Affaires publiques :

Une salariée du MEDEF est mise à disposition au Conseil Économique Social et Environnemental, comme Administrateur du Groupe des Entreprises en charge de l'accompagnement des Conseillers Entreprises notamment nommés par le MEDEF, au titre de la concertation entre partenaires sociaux. Principales missions :

- Identifier les positions du MEDEF pour travailler à leur intégration
- Soutien aux conseillers en vue de la défense des positions patronales au CESE ;
- Lien avec les adhérents du MEDEF pouvant être impactés pour recueillir leurs avis
- Reporting sur les travaux du CESE

c. Contexte Scan

Solution proposée par l'entreprise Contexte, Contexte Scan est une plateforme informatique dédiée à la gestion des amendements déposés au Parlement : tri, recherche et classement.

Contexte Scan recense et permet d'analyser les amendements déposés sur chaque texte en commission et en séance.

Cet outil dynamique permet d'identifier beaucoup plus rapidement les amendements sur les textes au Parlement, facilitant ainsi leur suivi. Leur procédure d'alerte par mots clés est notamment extrêmement utile.

d. Polyfact

Dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi des politiques publiques, le MEDEF a recours depuis fin 2024 à un outil d'intelligence artificielle en lieu et place du recours à une agence précédemment.

Il offre un support pour l'accompagnement de la veille législative : agendas parlementaires et suivi des travaux parlementaires (retranscription d'auditions ministérielles, etc.).

2. Evènements

a. Club DAP

Cette instance, animée par le Pôle Affaires publiques, a notamment pour but d'organiser la consultation des adhérents du MEDEF, via les Directeurs Affaires publiques, sur les politiques publiques portées par les projets gouvernementaux.

1. Semaine de l'entreprise responsable et inclusive

5^e édition en 2024.

La #SERI en quelques mots

En 2024, la cinquième édition de la #SERI a réuni plus de 3 500 participants de tous horizons professionnels.

Après une journée d'ouverture ayant permis de réaliser un bilan sur les évolutions des politiques RSE et D&I en entreprise, le reste de la semaine a été l'occasion de sensibiliser, d'informer et d'échanger des bonnes pratiques entre organisations.

100 événements organisés dans toute la France ont permis d'aborder les thématiques suivantes : pilotage de la stratégie RSE et D&I, mobilisation des parties prenantes, communication responsable et inclusive ainsi qu'innovation sur ces sujets.

Retrouvez la [vidéo récapitulative](#) de la #SERI2024

Revenez sur cette 5^e édition en visionnant les replays des événements et en consultant les ressources de nos partenaires : [Ressources | SERI - Semaine de l'entreprise responsable et inclusive](#)

2. 13^e édition du Baromètre de perception de l'égalité des chances et 6^e édition du Baromètre RSE en entreprise

Le Mouvement des entreprises de France (Medef) et Vérían ont publié, dans le cadre de la Semaine de l'Entreprise Responsable et Inclusive 2024, les résultats de la 13^e édition du Baromètre de perception de l'égalité des chances en entreprise et de la 6^e édition du Baromètre de perception de la RSE en entreprise.

Ces deux études s'appuient sur une enquête menée auprès d'un échantillon représentatif de 1800 salariés du secteur privé en France. Elles fournissent un éclairage sur les attentes des employés en matière d'égalité des chances et de RSE, des enjeux devenus centraux dans le monde du travail.

► Baromètre de perception de l'égalité des chances en entreprise – 13^e édition

Depuis 13 ans, ce baromètre suit de près l'évolution des perceptions des salariés sur l'égalité des chances au sein des entreprises. Il révèle chaque année les progrès réalisés ainsi que les défis encore à relever pour instaurer un environnement de travail plus inclusif.

Ce baromètre est un outil essentiel pour les entreprises qui cherchent à développer et renforcer leurs politiques de diversité et d'inclusion, en se basant sur des attentes concrètes exprimées par leurs collaborateurs.

► Baromètre de perception de la RSE en entreprise – 6^e édition

Réalisé pour la sixième fois en 2024, le Baromètre de perception de la RSE met en lumière l'intérêt croissant des salariés pour les sujets de RSE, et mesure leurs attentes et leur perception des actions menées par les entreprises dans ce domaine.

Les principaux objectifs de ce baromètre RSE sont de :

- Évaluer l'intérêt des salariés pour les sujets liés à la RSE, tels que le changement climatique, l'environnement, l'éthique et la qualité de vie au travail ;
- Analyser l'évolution de la perception des actions RSE mises en œuvre par les entreprises ;
- Aider les dirigeants à mieux structurer leur stratégie RSE en fonction des attentes de leurs collaborateurs ;
- Démontrer l'engagement RSE des entreprises auprès de leurs parties prenantes, incluant salariés, clients et partenaires.

Ces deux baromètres combinés offrent une vision claire des attentes des salariés en 2024 et constituent un guide précieux pour les entreprises soucieuses de renforcer leur engagement en matière de diversité, d'inclusion et de RSE.

<https://www.medef.com/uploads/media/default/0020/04/16129-medef-verian-baro-rse-et-ec-2024-vdef.pdf>

3. Réseau Femmes du Medef

Le MEDEF a lancé en 2019 son réseau interne, [Femmes du MEDEF](#), pour l'aider dans le rééquilibrage femmes-hommes au sein de ses instances. Ce réseau propose chaque année aux dirigeantes d'entreprises adhérentes des MEDEF territoriaux et fédérations professionnelles un ensemble d'actions pour les mettre en visibilité (événements, rencontres inspirantes, podcasts, visibilité presse, etc.).

Depuis 2022, 35 réseaux territoriaux Femmes du MEDEF ont été lancés et 15 sont en cours de lancement au sein des MEDEF territoriaux afin de décliner la dynamique initiée en 2019 sur l'ensemble du territoire. Dans ce cadre, le MEDEF accompagne ses adhérents dans l'élaboration de leur plan d'action et l'animation des réseaux locaux afin d'améliorer la représentation des femmes au sein de leurs instances.

De nombreux évènements sont organisés au sein des territoires et au niveau national, notamment lors de la REF chaque année. Retrouvez [ici](#) l'évènement organisé à la REF 2024.

4. Gouvernance

Webinaire Gouvernance et difficultés des entreprises – 13 mars 2024, coorganisé par le **Comité Gouvernance des Entreprises** et la **Commission Entrepreneuriat**.

Au cours de sa vie, l'entreprise peut voir se multiplier les difficultés et faire face à des situations de crises majeures. Dans de telles circonstances, la question cruciale demeure : comment réagir face à ces événements imprévus ? Quels sont les outils dont dispose le chef d'entreprise pour anticiper, accompagner et surmonter ces périodes de turbulences ?

Ce webinaire a exploré différentes thématiques :

- **Anticiper et prévoir** : Dans quelle mesure une gouvernance adaptée peut-elle servir de rempart pour prévenir, voire éviter les problèmes auxquels une entreprise pourrait être confrontée ?
- **Au cœur de la crise** : Quelles actions mettre en place lorsqu'une crise imprévisible survient et quels mécanismes de gouvernance activer pour une gestion efficace ? Quelles stratégies

peuvent être mises en place pour permettre à l'entreprise de se rétablir et de prospérer malgré les épreuves rencontrées ?

Nos invités ont partagé leurs expériences et bonnes pratiques :

- **Julien Bracq**, Secrétaire général adjoint du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI)
- **Delphine Inesta**, *Founding Partner* at Arcole, Secrétaire générale de l'Association des investisseurs en retournement (A-IR),
- **Patrick Sayer**, Président du Tribunal de Commerce de Paris
- **Marine Simonnot**, Avocate associée, *Restructuring* Droit des entreprises en difficulté, UGGC Avocats

Les débats ont été co-animés par **Juliette d'Aboville**, membre du Comité Gouvernance des Entreprises du MEDEF, *Founder & CEO*, LEDCONSEIL et **Alexandre Farro**, président du MEDEF Grand Est, membre de la Commission Entrepreneuriat et entrepreneur.

Un site internet : www.gouvernancedesentreprises.com

5. Haut Comité de Gouvernance des Entreprises – HCGE

Le Haut Comité de Gouvernement d'Entreprise (HCGE) est à la fois gardien du respect de l'application du code Afep-Medef (§ 27.2 du Code) et force de proposition de ses évolutions. Il a été constitué lors de la révision du code de 2013.

Selon le Code, le HCGE a pour missions :

- d'assurer le suivi de l'application du Code. Il peut être saisi par les conseils d'administration ou de surveillance sur toute disposition ou interprétation liée au Code ; il peut s'autosaisir s'il constate qu'une société n'applique pas une recommandation sans explication suffisante ; son pouvoir de persuasion vient de la transparence. En effet, les sociétés qui décideraient de ne pas suivre les avis du Haut Comité devront en faire état dans leur rapport annuel en explicitant les raisons. Les actionnaires seront donc parfaitement informés de la saisine et de la réponse donnée par la société ;
- de proposer des mises à jour du Code au regard de l'évolution des pratiques, y compris à l'international et des recommandations qu'il a pu formuler aux entreprises à l'occasion de sa mission de suivi de l'application du Code ;
- de rédiger chaque année un rapport d'activité.

Mais le rôle du HCGE va au-delà de celui de gardien du code Afep-Medef, puisqu'une bonne gouvernance des sociétés cotées participe aussi de la compétitivité des entreprises et d'une bonne politique de RSE.

Les travaux du HCGE sont présentés tous les ans dans son rapport d'activité.

6. Concurrence

Dans un contexte de complexité croissante du droit de la concurrence appliqué aux organisations professionnelles et de risque de sanction aggravé depuis 2021, le MEDEF déploie avec le concours

du Cabinet d'avocats - Mayer Brown, un plan de Formation/sensibilisation destiné tant à l'interne qu'à ses adhérents.

La mise en œuvre de ce programme repose sur la conception d'un support de présentation et l'animation de trois réunions de formation/sensibilisation :

1. Réunion des membres du Comité de direction du MEDEF ;
2. Réunion de formation des collaborateurs du MEDEF ;
3. Webinaire Adhérents.
4. Rédaction d'un Guide présentant de façon succincte et pratique les règles applicables et les principaux points de vigilance.

Recherche et innovation : doc pro

Afin de renforcer la reconnaissance du doctorat comme diplôme professionnel à part entière et de faciliter l'intégration des docteurs dans le secteur privé, le Medef s'est engagé dès l'origine dans la création de la plateforme nationale Doc Pro, aux côtés du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de la Conférence des présidents d'université (CPU) et d'associations représentatives de docteurs.

Cette initiative répond à un double constat : d'une part, la France forme chaque année près de 14 000 docteurs, dont une part croissante exprime le souhait de valoriser leurs compétences en dehors du monde académique ; d'autre part, les entreprises, confrontées à des défis d'innovation, de compétitivité et de transition technologique, peinent parfois à identifier les apports spécifiques de ces profils hautement qualifiés.

Doc Pro a été conçu pour combler ce fossé. La plateforme permet aux jeunes docteurs de valoriser, au-delà de leur spécialité disciplinaire, l'ensemble des compétences transversales acquises durant leur parcours doctoral : conduite de projet complexe, innovation, veille stratégique, autonomie, communication scientifique ou encore management d'équipe. Ces compétences sont structurées au sein d'un référentiel national partagé, coconstruit entre le monde académique et les milieux économiques.

Du côté des entreprises, Doc Pro offre un accès simple et gratuit à une base de profils scientifiques de haut niveau, permettant de mieux anticiper les besoins en compétences et de diversifier les viviers de recrutement. Le Medef joue un rôle actif dans la promotion de la plateforme auprès de ses adhérents, en relayant l'outil dans ses réseaux et en sensibilisant les recruteurs à la richesse des profils doctoraux.

En contribuant au développement et au déploiement de Doc Pro, le Medef œuvre concrètement à la fluidification des passerelles entre recherche publique et économie productive. Cette action s'inscrit pleinement dans les objectifs de l'AGFPN en matière de valorisation des talents, de montée en compétence du tissu entrepreneurial français et de promotion de l'innovation par la recherche.

Innover en France

Le site Innover en France constitue une ressource stratégique au sein de l'écosystème français de l'innovation. Conçu comme une plateforme centrale, il rassemble et structure un large éventail d'informations destinées à soutenir efficacement les démarches d'innovation des entreprises, chercheurs et porteurs de projets. Sa valeur ajoutée repose notamment sur une cartographie exhaustive des acteurs clés de l'innovation en France, facilitant ainsi l'identification des partenaires pertinents et le renforcement des coopérations interdisciplinaires.

Par ailleurs, le site propose des ressources essentielles concernant les dispositifs financiers disponibles, tels que les subventions publiques ou les crédits d'impôt (CIR et CII), favorisant ainsi une meilleure compréhension et un accès simplifié aux mécanismes de financement. L'offre documentaire du site, enrichie de rapports analytiques et d'études thématiques régulièrement actualisées, permet aux utilisateurs de se tenir informés des

évolutions récentes et des meilleures pratiques dans le domaine de l'innovation. Une rubrique porte notamment sur la newsletter innovation qui est diffusée tous les mois.

Etude Innovation

Conduite avec Roland Berger, cette étude a trois principaux objectifs :

- Qualifier les déterminants économiques favorisant l'innovation dans 3 principaux volets :
 - o Accès au financement : incitations fiscales, subvention, prêt sur l'honneur, dette, fonds propres
 - o Accès aux compétences et aux technologies : accessibilité des ressources, dotation en RH qualifiée, fluidité dans le transfert technologique, recherche et valorisation des doctorants
 - o Accès au marché : réglementation, conditions d'expérimentation, accès à la commande publique, normes
- Pour chacun d'entre eux, dresser un état des lieux et notamment le positionnement relatif de la France (avec un focus particulier sur l'accès au financement)
- Formuler des pistes de propositions concrètes portant sur le financement de l'innovation mais aussi sur les compétences et l'accès au marché

L'approche sera ciblée et orientée résultat en identifiant des points critiques d'amélioration pour formuler des propositions concrètes et informer notre réseau des dispositifs existants.

L'étude intégrera également des éléments ciblés de benchmark des *best practices* à l'international dans différents domaines et une analyse détaillée des principaux dispositifs de financement existants, notamment fiscaux (CIR, CII). Ceci nous permettra d'être mieux armé dans le débat du PLF 2025.

Ce projet a été financé à moitié sur le budget 2023 et l'autre sur 2024.

Acceptation du progrès

Dans le cadre de ses actions d'observation et d'acculturation au numérique, le Medef a conduit en 2024 la sixième édition de son baromètre annuel sur la perception et l'usage de l'intelligence artificielle, en partenariat avec l'institut Odoxa. Ce travail structurant contribue à documenter l'évolution des représentations et des pratiques en matière d'IA dans le monde professionnel. Il alimente directement les réflexions stratégiques de l'organisation, tout en fournissant aux pouvoirs publics, aux fédérations et aux entreprises des données précieuses pour orienter leurs actions.

Deux enquêtes ont été menées pour cette édition : l'une auprès d'un échantillon représentatif de 2 000 Français, dont plus de 1 000 salariés, et l'autre auprès de 550 alumni de CentraleSupélec, offrant un regard d'experts utilisateurs. Cette double approche a permis de croiser les perceptions grand public avec celles d'un public professionnel aguerri.

Les résultats montrent une appropriation croissante de l'IA : plus d'un salarié sur deux indique que l'IA est déjà utilisée ou en cours d'introduction dans son entreprise. Loin des

discours alarmistes, l'intelligence artificielle est perçue par une majorité comme un levier de progrès, générateur de gains de temps, d'amélioration de la qualité du travail et de développement des compétences. Les usages les plus avancés sont portés par les cadres ingénieurs, où l'IA est adoptée quatre fois plus que dans le reste de la population salariée.

Ce baromètre constitue un outil d'aide à la décision pour renforcer l'accompagnement des entreprises dans l'adoption de l'IA, notamment en matière de formation, d'organisation du travail et de régulation. Il nourrit également la position du Medef dans les instances de concertation nationales et européennes sur l'intelligence artificielle, ainsi que les travaux interassociatifs menés avec des partenaires comme Numeum, la FIEEC, l'AFNUM ou la FEVAD.

En mettant en lumière les dynamiques d'usage de l'IA, ce travail contribue pleinement aux missions de l'AGFPN en matière d'analyse des mutations économiques, de veille technologique et de promotion de l'innovation responsable.

Observatoire de l'innovation

Partenaire de l'observatoire de l'innovation depuis 2023, le MEDEF a organisé avec le Comité Richelieu le 4 décembre une matinale sur le thème « Stabiliser – Simplifier – Stimuler, 3 clés de succès pour innover » avec l'intervention de dirigeants d'entreprises, de responsables de politiques publiques et de parlementaires. Les débats ont porté sur les résultats et les enseignements de l'édition 2024 de l'observatoire qui mesure chaque année auprès de plus de 600 entreprises le niveau d'information, d'usage et de satisfaction des principaux dispositifs de soutien à l'innovation. Il est à noter que les mesures d'incitation fiscales comme le CIR, le CII, les JEI demeurent essentielles pour permettre aux entreprises de demeurer dans la course mondiale à l'innovation et éviter les risques de décrochage pointés par le rapport Draghi. De même des efforts de simplification sont nécessaires pour faciliter notamment les coopérations entre la recherche publique et les entreprises et pour renforcer l'attractivité de l'écosystème français de la recherche – innovation et ses performances.

La synthèse de ces travaux est accessible [en cliquant ici](#).

Intelligence artificielle

Animation, création de contenu et mesure de l'activité du site Internet Perspectives IA.

Le site "Perspectives IA", se présente comme une plateforme clé pour les entreprises souhaitant intégrer l'intelligence artificielle dans leurs process de production, dans la relation client, et dans toutes les fonctions support de leurs activités. Il propose une variété de ressources telles que des articles approfondis, des études de cas, des vidéos et des guides pratiques qui explorent l'utilisation stratégique de l'IA. Les contenus visent à améliorer la compréhension des technologies IA et à illustrer leur potentiel transformateur dans différents secteurs d'activité.

Outil diag

Le numérique est une priorité pour le MEDEF et pour l'Etat qui a multiplié les politiques publiques pour que les entreprises se transforment ou accélèrent leur transformation.

La prestation correspond à maintenance du site web <http://www.diag-numerique.fr/de> diagnostic numérique.

Ce test a pour objectif d'aider les entreprises à prendre des décisions cruciales dans une économie où la rapidité est primordiale et où les frontières s'effacent pour ouvrir de nouveaux marchés à tous.

Il présente également les bonnes pratiques via des témoignages vidéo.

A NOTER : en 2024, malgré de nombreuses relances, l'entreprise n'a pas envoyé sa facture d'hébergement, donc pas de dépense en 2024. En revanche, cette ligne doit être conservée dans les projections budgétaires tant que le site est maintenu.

REF Num

La REF Numérique 2025 du Medef, tenue le 11 mars, s'est consacrée à la révolution quantique, désormais perçue comme un levier stratégique de compétitivité et de souveraineté. Ouverte par Patrick Martin, elle a mis en lumière l'urgence d'anticiper l'impact de cette technologie, qui bouleverse les modèles en matière de calcul, de cybersécurité et d'optimisation industrielle. Le professeur Alain Aspect, prix Nobel de physique, a offert un éclairage précieux sur les fondements scientifiques du quantique et a appelé à transformer l'excellence académique française en leadership technologique.

Les débats ont souligné la vitalité de l'écosystème national, structuré autour d'acteurs publics comme le CEA ou le SGPI, mais aussi de startups innovantes telles qu'Alice & Bob ou Quandela. Le défi central reste l'industrialisation et l'adoption à grande échelle, dans un contexte de concurrence mondiale intense. L'ANSSI a rappelé les risques pour la cybersécurité, invitant à préparer dès maintenant la transition vers des standards post-quantiques. En filigrane, la question de la souveraineté européenne a traversé l'ensemble des échanges : imposer nos standards ou subir ceux des autres. La REFNUM a ainsi permis de poser les bases d'une ambition collective pour que cette révolution ne nous échappe pas.

Salon VivaTEch

Soirée en marge de VivaTech avec la présence du Ministre en charge du numérique, du Président du MEDEF, de Business France, l'agence Paris Choose Region et de notre adhérent l'AFNUM.

Organisée en partenariat avec l'AFNUM, Business France et Choose Paris Region avec plus de 900 participants, acteurs et décideurs de la filière numérique en France pour échanger autour de l'activité et des politiques publiques.

Cette soirée, positionnée le jour de l'inauguration du salon, s'est dorénavant imposée comme un haut lieu de networking et de rencontres business.

A l'occasion du salon, une LearnEx (cf. Liste ci-dessous) a été proposée aux adhérents du MEDEF.

Learning expeditions

La Commission NumInno, propose depuis une dizaine d'années à ses membres et autres adhérents du MEDEF un éventail de *Learning expeditions* pour leur présenter les grandes tendances en matière de technologie et d'innovation. Cela permet en outre de toucher du doigt certaines réalités technologiques, notamment dans le cadre des visites de salon et de réfléchir, grâce aux cas d'usages découverts, aux politiques publiques actuellement en œuvre et nécessaires pour atteindre des objectifs d'innovation plus importants.

Six déplacements ont eu lieu : le CES, VivaTech, Laval Virtual, WAICF, WorldSkills, compétition mondiale (pour la dimension "compétences du digital") et Data&IA.

CES de Las Vegas

Le CES de Las Vegas s'inscrit dans l'offre des Learning Expeditions de la Commission NumInno mais dispose de sa propre ligne budgétaire. L'accompagnement par un groupe d'experts (le Hub Institut) que nous avons souhaité proposer, confère à cette visite découverte une dimension hautement instructive et qualitative, reconnue par tous ses participants.

Tour de France de l'IA

En amont de l'organisation du Sommet pour l'Action sur l'IA, le MEDEF, aux côtés de l'organisation professionnelle Numeum, a organisé le Tour de France de l'IA, comptant près de 20 étapes régionales et territoriales sur une durée de 3 mois.

Il s'agissait d'apporter aux entreprises des territoires des éléments de conviction sur les apports de l'IA dans la transformation de leurs organisations.

Ancrée dans des témoignages de dirigeants et des prises de paroles d'experts, cette séquence IA a ainsi donné lieu à la publication de deux livrables qui vont faire perdurer auprès de nos publics, les enseignements de cette tournée dans les territoires.

REF Thema

REF Numérique (Mars 2024) REF Europe (Mars 2024), REF Transmission des entreprises (Juin 2024), ces événements organisés par le Medef mettent en scène les acteurs économiques et politiques pour débattre des sujets d'intérêt général. Ils donnent la parole à des acteurs publics présentent et expliquent les politiques publiques mises en œuvre. Elles réunissent à chaque édition une audience moyenne de 3000 visiteurs (en ligne)

Partenariat MEDEF – Bpifrance – BIG

- Le MEDEF est partenaire de la 9e édition de BIG, le plus grand rendez-vous des entrepreneurs en Europe :
 - o Env. 60 000 participants
 - o 500 conférences
 - o 1000 speakers
 - o 1 thème : le progrès
- Pour cette édition 2024 le MEDEF a été présent sous différentes formes :
 - Au sein d'Espace MEDEF consacré au Tour de France de l'IA, événement qui s'inscrivait t dans le AI Action Summit 2025. Cet espace a permis aux visiteurs d'échanger avec des experts sur le sujet et de Sensibiliser les chefs d'entreprise aux enjeux et opportunités proposées par l'intelligence artificielle en leur permettant aussi de prendre la parole sur leur ressenti et partager leur propre expérience. Des conférences-débats ont également été organisées en lien avec le seujt de l'intelligence artificielle.
 - Au sein de l'espace « Excellence » qui réunit la communauté des entreprises de croissance de Bpifrance
- C'est l'action menée autour de l'IA qui concerne plus particulièrement l'AGFPN

VIVA FABRICA

- Le MEDEF est mécène de Viva Fabrica.
- Pour sa cinquième édition, Viva Fabrica ! a proposé une véritable immersion au cœur de l'industrie
- Pendant cinq jours à Lille Grand Palais, du 26 février au 2 mars, avec une étape sur la côte à la découverte des industriels du Dunkerquois. Près de 25 000 visiteurs - dont 15 000 scolaires, 2 500 demandeurs d'emploi ou personnes en reconversion professionnelle et 7 200 familles - ont profité de l'événement pour découvrir les multiples facettes de l'industrie, à travers les univers de nombreux industriels locaux et nationaux. Démonstrations, maquettes, échanges avec des professionnels passionnés... tout a été pensé afin de permettre une immersion totale des visiteurs et dévoiler tous les métiers et débouchés que recouvre l'industrie dans les Hauts-de-France.
- A cette occasion, Patrick Martin est notamment intervenu lors de la séquence inaugurale afin de donner envie aux jeunes l'envie d'embrasser les carrières de l'industrie. Des entreprises de la région ont également pris la parole lors de séquence de stand up dédiées aux jeunes visiteurs.

WorldSkills

- Le MEDEF est membre-fondateur de WorldSkills France.
- La WorldSkills Competition rassemble tous les deux ans, sous l'égide de WorldSkills International, près de 2000 compétiteurs de moins de 23 ans, venus des 5 continents, pour se mesurer dans une soixantaine de métiers allant de la maçonnerie à la cybersécurité, en passant par la robotique mobile, le soudage, l'art floral ou encore la cuisine et la joaillerie.
- Une occasion unique pour ces jeunes d'apprendre sur leur métier, d'échanger avec d'autres personnes et de donner une image vivante et dynamique des métiers d'aujourd'hui.
- Les compétitions permettent de valoriser les métiers et les secteurs d'activité. Elles sont également un moyen d'attirer et former des jeunes vers les voies de formations professionnelles et ainsi répondre aux besoins de recrutements des entreprises.
- Parce que la WorldSkills Competition est un événement gigantesque qui doit attirer l'attention sur la nécessité de mieux faire connaître la variété des métiers de nos entreprises, parce que nous avons collectivement besoin de nous projeter positivement dans l'avenir, parce que nous sommes engagés pour nos métiers et fiers de notre jeunesse, le Mouvement des entreprises de France, membre-fondateur de WorldSkills France, soutient activement les actions de promotion de cette compétition.
- En 2024 la France a accueilli la compétition mondiale des métiers à Lyon. Un moment crucial pour fédérer autour des métiers, de l'excellence et de la valorisation de la voie professionnelle.
- Le MEDEF s'est particulièrement mobilisé pour prendre part à cet événement d'exception. Il a ainsi notamment promu des anciens compétiteurs ainsi que leurs entreprises dans le cadre du programme court « Les Qualifiés » diffusé sur BFM TV et BFM Business. Il a aussi été largement présent pendant toute la semaine de la compétition mondiale.
- L'ensemble des instances du MEDEF y ont été délocalisées et une centaine de membres du réseau MEDEF ont ainsi pris part à l'événement au sein duquel le MEDEF disposait d'espace de rencontre dédiés aux jeunes comme aux institutionnels.
- Cette séquence de dimension mondiale a également été l'occasion de promouvoir la mobilité européenne des apprentis. Le MEDEF a également joué un rôle moteur dans l'organisation d'une réunion de sensibilisation des partenaires sociaux à la Compétition des métiers WorldSkills.

Site Internet

Le site internet du Medef présente les actions et relate les prises de paroles des élus sur les politiques engagées par les pouvoirs publics. Il présente des thématiques sur lesquels il intervient : développement durable, économie, droit de l'entreprise, éducation formation, entrepreneuriat, PME, international, Europe, numérique. Il recueille une audience cumulée de plus de 75 000 visiteurs uniques par mois.

Campagne Stages de seconde

- Le MEDEF s'est engagé à soutenir l'accueil de stagiaires de seconde en entreprise.
- Ces stages d'observation ont eu lieu du 17 au 28 juin 2024.
- Pour accompagner les entreprises, le MEDEF a conçu des boîtes à outils spécifiques dédiées aux MT/MR, aux fédérations professionnelles et aux entreprises. Cela comportait notamment un guide pratique conçu pour les entreprises.

- En complément, le MEDEF a diffusé une publicité en pleine page dans la PQR et sur des canaux optimisés pour les Outre-mer. Cette opération a notamment permis de :
 - rappeler l'importance du travail conjoint école-entreprise en général et de l'accueil de ces stagiaires de seconde en particulier ;
 - promouvoir le guide auprès des entreprises en incitant le maximum d'entre elles à le télécharger ;
 - montrer que son réseau est pleinement mobilisé à leurs côtés et tient l'engagement pris auprès de Gabriel Attal, alors ministre de l'Education nationale et de la Jeunesse.

Opération	Description
Guides prévention et rebond	Cette opération concerne la réimpression du guide que nous avons conçus sur les outils prévention de difficulté des entreprises et des moyens de rebond face aux difficultés.
SPORT - PLATEFORME ANS (agence Nationale du Sport)	Cette opération vise à financer un emploi et une plateforme au sein de l'Agence Nationale du Sport. L'objectif des deux étant le développement de la pratique des activités physiques et sportives en milieu professionnel. Cette initiative permet également de renforcer la cohésion d'équipe et l'engagement des salariés, contribuant directement à l'amélioration des conditions de travail.
FAITES VOS JEUX EN ENTREPRISE	Cette opération vise à la création d'un challenge sportif inter-entreprise pour faire la promotion des activités physiques et sportives.
Je soutiens un athlète dans les territoires	Cette opération vise à financer des actions de MEDEF Territoriaux sur le soutien du sport de haut niveau et le développement de la pratique du sport en milieu professionnel.
ABT DIVERS cellule sport	Cette dépense vise à assurer une veille stratégique continue sur les politiques sportives, les dynamiques territoriales et les innovations du secteur, en s'appuyant sur des sources spécialisées permettant d'éclairer les travaux conduits, d'alimenter les réflexions partenariales et de renforcer l'expertise des équipes mobilisées.
Prestations services cellule sport	Cette dépense vise à mobiliser une expertise extérieure pour accompagner la conception, la coordination et la valorisation des actions liées aux Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 et 2030, aux travaux menés avec l'Agence Nationale du Sport et au sein du Comité Culture, afin de garantir la cohérence des messages, la qualité des productions et le rayonnement des initiatives portées.
Etudes confédération des Juniors Entreprises	Cette opération vise à dresser un état des lieux national du Statut National Étudiant-Entrepreneur, à analyser sa notoriété auprès des parties prenantes pour identifier les freins, leviers et perspectives de développement, et à formuler des recommandations opérationnelles pour en guider l'évolution.

Mini-entreprises	Cette opération vise au déploiement de Mini-Entreprises à La Réunion à destination des publics vulnérables pour un impact territorial (210 jeunes accompagnés en direct et 1875 indirectement et pour valoriser le mentorat en entreprise.
JO2024	Cette dépense vise à valoriser l'action publique en matière de sport et d'entrepreneuriat en assurant une visibilité institutionnelle au sein du Club France, lieu stratégique de rayonnement pendant les Jeux, propice aux rencontres partenariales, à la diffusion de nos travaux et au développement de coopérations.
SPORT - Etudes (Sport Santé Paris 2024, baromètre)	Cette opération vise à financer un baromètre du sport en entreprise, l'impact sur le salarié et sur le dirigeant, sur plusieurs années.
SPORT - journées sport (en entreprise, du handicap, jeu vidéo)	Cette opération vise à financer des opérations visant à sensibiliser sur le sport en entreprise, le handicap et le e-sport.
ENTREPRENEURIAT - création/reprise d'entreprise (salon Go Entrepreneur)	Cette opération vise à financer notre participation au sondage du salon Go Entrepreneurs sur le sport et l'entreprise, ainsi qu'une salle de réunion pour l'installation de la première plénière de la Commission Entrepreneuriat en vue de la présentation de sa feuille de route visant à encourager la création et la reprise d'entreprise.
SPORT - sport en entreprise (communication, plateforme internet) => je soutiens un athlète	Cette opération vise à financer des opérations visant à la communication sur le sport en entreprise, le handicap, le e-sport et la plateforme jesoutiensunathlete.fr .
Comité ESS (plateaux TV)	Cette opération vise à renforcer la visibilité de l'engagement du MEDEF en faveur de l'économie sociale et solidaire (ESS) et à mener un travail de pédagogie auprès des adhérents, à travers un plateau TV mensuel avec des témoignages croisés, une diffusion sur les réseaux sociaux, des capsules vidéo, ainsi que la production de livrables complémentaires (guide illustré, événement national).
Culture	Cette dépense vise à appuyer la mise en œuvre de la feuille de route du Comité Culture du MEDEF, couvrant la structuration de la filière des industries culturelles et créatives, le rapprochement entre culture et entreprises, la valorisation des bonnes pratiques, le déploiement d'actions thématiques (lecture, art en entreprise) et le renforcement du positionnement du MEDEF auprès de nouveaux acteurs, en mobilisant un appui transversal à la coordination, au suivi et à la valorisation des travaux engagés.

Convention AGFPN / MEDEF

(article 3 de la convention du 20/06/2022)

Identification des financements octroyés au MEDEF par l'association de gestion du fonds paritaire national

Crédit versés au MEDEF par l'AGFPN en 2024	Total en €
virt du 22/01/24 - 4ème acompte mission 1 (Branche)	295 877,00
virt du 22/01/24 - 4ème acompte mission 1 (Interpro)	2 617 275,00
virt du 30/04/24 - solde mission 1 interpro	3 213 861,00
virt du 30/04/24 - solde mission 1 branche	396 816,00
virt du 30/04/24 - solde mission 2 subvention d'état	13 223,00
virt du 12/06/24 - 1er acpte 2024	1 797 570,00
virt du 12/06/24 - 1er acpte 2024	239 611,00
virt du 26/07/24 - 2nd acpte 2024	2 960 703,00
virt du 26/07/24 - 2nd acpte 2024	394 654,00
virt du 10/10/24 - 3ème acpte 2024	2 960 703,00
virt du 10/10/24 - 3ème acpte 2024	394 654,00
virt du 12/06/24 - 1er acompte - mission 2 (100 %) - Subvention d'Etat	310 221,00
virt du 30/04/24 - régularisation représentativité (Branche)	34 964,00
virt du 30/04/24 - régularisation représentativité (Interpro)	394 061,00
Total encaissé en 2024	16 024 193

Crédits versés au MEDEF par l'AGFPN en 2025 - point à fin avril 2025	Total en €
virt du 31/01/25 - 4ème acpte 2024	2 854 964,00
virt du 31/01/25 - 4ème acpte 2024	380 559,00
virt du 30/04/25 - solde 2024	3 106 909,00
virt du 30/04/25 - solde 2024	448 256,00
virt du 30/04/25 - solde 2024 - mission 2 (100 %) - Subvention d'Etat	1 081,00
Total encaissé en 2025	6 791 769



Convention AGFPN / MEDEF
(article 3-4-5-6 de la convention du 20/06/2022)

Etat des dépenses exposées par le MEDEF en 2024 et justification comptable de l'utilisation des fonds octroyés par l'AGFPN

Coûts engagés par le MEDEF		Total en €	Mission 1 (*)	Mission 2 (*)
<u>1/ Charges directement imputables : coûts directs / coûts spécifiques</u>				
1-A - Frais de personnel directement affectés aux missions		6 420 094	98,2%	1,8%
1-B - Opérations et charges directes		6 573 303		
1-C - Coûts engagés via conventions financières réseau		3 609 158		
Total des charges directement imputables		16 602 555	16 303 050	299 505
<u>2/ Charges indirectes : coûts communs</u>				
2-A - Frais de personnel en appui		446 064	98,2%	1,8%
2-B - Frais de fonctionnement communs		940 896		
Total des coûts communs		1 386 960	1 361 940	25 020
Total des coûts engagés en 2024		17 989 515	17 664 990	324 525

(*) Les dépenses exposées par le Medef sont réparties sur les missions 1 et 2 dans la même proportion que les crédits annuels 2024 utilisés en 2024 pour lesdites missions.



Cabinet
Christophe PAYEN

Mouvement des Entreprises de France MEDEF

Association loi 1901
55, Avenue BOSQUET – 75330 PARIS CEDEX 07

Attestation du commissaire aux comptes du MEDEF relative au rapport annuel visé à l'article L.2135-16 du code du travail pour l'année civile 2024.

A l'attention, de Madame Garance PINEAU, Directrice Générale du MEDEF.

En notre qualité de commissaire aux comptes du MEDEF et en réponse à votre demande formulée dans le cadre de l'application de l'article 8 du règlement financier de l'AGFPN, nous avons établi la présente attestation sur les informations figurant dans le rapport ci-joint, prévu par l'article L.2135-16 du code du travail.

Ces informations ont été établies sous votre responsabilité.

Il nous appartient d'attester les informations figurant dans ce rapport, dès lors qu'elles sont prévues par le règlement financier de l'AGFPN.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont consisté, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, à:

- vérifier que toutes les informations requises par l'article 8 du règlement financier de l'AGFPN figurent dans le rapport ;
- vérifier la concordance des montants mentionnés au titre des financements octroyés par l'AGFPN avec :
 - o la convention de financement
 - o la comptabilité
- vérifier la concordance du montant des charges affectées à chacune des missions prévues à l'article L.2135-11 du code du travail avec la comptabilité et pour les organisations affiliées ayant reçu des crédits, les attestations de leurs commissaires aux comptes ou de leurs experts-comptables ainsi que les justificatifs transmis, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier l'éligibilité de ces charges au financement par l'AGFPN ou la conformité des dépenses avec la définition des missions ;
- vérifier que les règles appliquées pour l'affectation des charges sont décrites dans le rapport et qu'elles sont conformes avec les décisions de la direction ;

CABINET CHRISTOPHE PAYEN : Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes

Inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables de Paris Ile de France. Membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles.

SARL AU CAPITAL DE 210 000 € - RCS NANTERRE B 441 974 151

135, rue Danton – Immeuble D2 – 92500 RUEIL MALMAISON

Tél 01 47 16 00 92 - Fax 01 47 49 68 88



Cabinet

Christophe PAYEN

- vérifier, sur la base de tests, la conformité de fonctionnement du processus d'affectation des charges avec la description qui est faite ;
- apprécier la sincérité des informations figurant dans le rapport, à l'exclusion de celles qu'il ne nous appartient pas de vérifier au regard du règlement financier de l'AGFPN.

Sur la base des travaux effectués, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations figurant dans le rapport joint.

Fait à Rueil-Malmaison, le 5 juin 2025.

Signé par Christophe Payen

Le 05/06/2025

ID: tx_dDgX13r4Xnym

Christophe PAYEN

Commissaire aux comptes

CABINET CHRISTOPHE PAYEN : Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes

Inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables de Paris Ile de France. Membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles.

SARL AU CAPITAL DE 210 000 € - RCS NANTERRE B 441 974 151

135, rue Danton – Immeuble D2 – 92500 RUEIL MALMAISON

Tél 01 47 16 00 92 - Fax 01 47 49 68 88